

AGENCE MONETIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)



FREETOWN, OCTOBRE 2009

SOMMAIRE

RESUME ANALYTIQUE

INTRODUCTION

1.0 SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

1. 1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1.1 Évolution économique et financière récente

- 1.1.1.1 Croissance économique mondiale
- 1.1.1.2 Inflation et prix
- 1.1.1.3 Monnaie et taux de Changes
- 1.1.1.4 Finances publiques
- 1.1.1.5 Secteur extérieur

1.1.2 Perspectives

1.2 SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA CEDEAO

2.0 CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

- 2.1 Présentation Générale
- 2.2 Analyse des Performances par Critère

2.2.1 Critères Primaires

- 2.2.1.1 Déficit Budgétaire/PNB Ratio $\leq 4\%$
- 2.2.1.2 Taux d'Inflation $\leq 5\%$
- 2.2.1.3 Financement du Déficit Budgétaire par la Banque Centrale/Recettes Fiscales de l'Année $n - 1 \leq 10\%$.
- 2.2.1.4 Réserves Extérieures Brutes ≥ 6 Mois de Couverture d'Importations

2.2.2 Critères Secondaires

- 2.2.2.1 Dette Intérieures (prohibition de l'accumulation de nouvelles dettes et liquidation du stock des arriérés)
- 2.2.2.2 Ratio Recettes Fiscales/PNB $\geq 20\%$
- 2.2.2.3 Masse Salariale/Recette Fiscale $\leq 35\%$
- 2.1.1.2.4 Investissement Publique /Recettes Fiscales $\geq 20\%$
- 2.2.2.5 Taux d'Intérêt Réels Positifs
- 2.2.2.6 Stabilité du Taux de Change Réel à $\pm 5\%$

3. CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES PAR PAYS OU ZONE EN 2009

- 3.1 PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)
- 3.2 PAYS DE LA ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO)
- 3.3 AUTRES PAYS

RESUME ANALYTIQUE

Concernant la situation économique internationale et son impact sur les Etats membres de la CEDEAO, la revue montre que l'économie mondiale continue à faire face à des défis significatifs en raison de la crise financière et d'une perte de confiance aiguë. Le rapatriement par les investisseurs de leurs actifs étrangers et le resserrement des conditions de crédit ont contraint les entreprises du monde entier à diminuer leur production et à différer leurs plans d'investissement. En conséquence, le produit intérieur brut mondial (PIB) a diminué de 1,7 pour cent en 2009 comparés à une augmentation de 3,3 pour cent en 2008. Le caractère mondial de la récession a eu un impact majeur sur la performance économique des pays à revenu élevé. Les économies spécialisées dans la production de biens d'équipement—notamment l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et Taiwan (Chine). Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont été également affectés et ont donc éprouvé le ralentissement de leurs activités économiques. On a estimé que la croissance des pays en développement devrait tomber de 5,8 % en 2008 à 2,1 % en 2009.

Toutefois, la croissance économique de la CEDEAO a été moins affectée comme l'indique le léger déclin de 5,8 pour cent en 2008 à 4,9 pour cent. Tandis que l'activité économique dans UEMOA diminuait légèrement de 3,8 pour cent en 2008 à 3,5 pour cent en 2009, la croissance économique de la ZMAO, de manière significative, a diminué de 6,4 pour cent à 5,3 sur la même période.

Les pressions inflationnistes élevées qui ont découlé des prix du pétrole élevés aussi bien que des crises alimentaires ont provoqué des évolutions à la baisse au niveau de la CEDEAO en 2009, bien que les taux d'inflation aient été encore élevés dans certains pays par rapport aux normes communautaires. Les pressions inflationnistes dans la CEDEAO ont diminué de 13,6 pour cent en 2008 à 9,2 pour cent en 2009. Dans l'UEMOA, les taux d'inflation ont baissé de manière significative de 8,5 pour cent en 2008 à 0,9 pour cent pendant la période sous revue, comme effets des prix du pétrole, de la sécheresse et des crises alimentaires. Dans les pays de la ZMAO, le taux d'inflation, qui a diminué de 15,3 pour cent en 2008 à 11,7 pour cent de mid-2009, reste toujours relativement élevé.

De même, les pays membres de la CEDEAO ont également éprouvé les défis budgétaires, qui ont été liés au déclin constaté dans le secteur extérieur.

Concernant la situation de la convergence macro-économique dans le premier semestre de 2009, la revue prouve que l'inflation s'est généralement améliorée comparés à la position dans la période correspondante de 2008, avec huit pays répondant à ce critère, comparé à un en 2008. En ce qui concerne le critère de déficit budgétaire, la performance a chuté de 10 à 8 pays en 2009. Quatorze pays ont satisfaits la cible exigée pour le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale, comparé à 13 en 2008. Concernant les réserves extérieures brutes, neuf pays (le Nigeria et les huit pays l'UEMOA) ont satisfait la cible pendant la période, avec le même niveau atteint au premier semestre 2008. La performance par rapport aux critères secondaires était généralement au-deçà de l'espérance. Deux pays ont satisfait la cible des recettes fiscales/PIB pendant la période concernée. La performance du critère sur la masse salariale était relativement meilleure, car neuf pays ont réalisé cette norme pendant la période ce qui une amélioration par rapport à la première moitié de 2008. Il y avait une prédominance des taux d'intérêt réels négatifs dans une majorité de pays à fin juin 2009. En général, le taux de change réel est resté stable dans les pays membres et le critère a été satisfait par 14 pays au cours du premier semestre 2009, comparé à 13 au cours de la même période de 2008.

En outre, un résumé de tous les critères (primaires et secondaires) indique qu'aucun des pays n'a pu satisfaire à tous les critères de convergence. A fin juin 2009, la meilleure performance de 8 cibles a été enregistrée par le Sénégal. Le Bénin, la Guinée et le Mali ont suivi avec 7 cibles chacun, alors que le Nigeria et le Togo atteignaient 6 repères chacun. La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso et a rencontré 5 cibles chacun, alors que la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Niger atteignaient 4 repères chacun. Le Cap Vert, le Ghana et la Sierra Leone ont réalisé 2 cibles chacun.

Enfin les détails dans l'analyse pays mettent l'accent sur les principaux développements macro-économiques qui ont expliqué l'inobservance des critères et des recommandations de politique préconisées pour améliorer leur réalisation. Dans le domaine de l'harmonisation des politiques et des arrangements institutionnels le rapport souligne qu'il reste toujours quelques défis principaux à relever. La formation et le fonctionnement efficace des comités nationaux de coordination dans les pays membres de la ZMAO demeurent un défi majeur qui doit être surmonté pour faciliter la surveillance multilatérale particulièrement au niveau du secrétariat conjoint AMAO-CEDEAO. En outre, il reste la nécessité d'approfondir le niveau du développement et l'interconnexion des système de paiements, de la libéralisation du compte capital, de l'exécution du tarif extérieur commun de la CEDEAO, de l'harmonisation statistique ainsi bien que de l'élimination de toutes les barrières à la libre circulation des personnes, du capital et des marchandises au sein de la communauté.

INTRODUCTION

Ce rapport couvre les développements macroéconomiques de quinze (15) États membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) durant le premier semestre 2009. La première partie de ce rapport présente l'environnement international au cours du premier semestre 2009 et la situation économique et financière d'ensemble de la CEDEAO. La deuxième partie examine l'état de la convergence dans chaque Etat comme détaillé ci - dessous.

- **Critères de premier rang :**

1. ratio de déficit budgétaire/PIB (hors dons) $\leq 4\%$;
2. taux d'inflation $\leq 5\%$;
3. financement des déficits budgétaires par la Banque centrale $\leq 10\%$ des recettes fiscales de l'année précédente ;
4. réserves extérieures brutes ≥ 6 mois de couverture des importations.

- **Critères de second rang**

1. interdiction d'accumuler de nouveaux arriérés et l'apurement de tous les arriérés ;
2. ratio de recettes fiscales/PIB $\geq 20\%$;
3. ratio de masse salariale/recettes fiscales totales $\leq 35\%$;
4. ratio d'investissements publics financés par les ressources internes/recettes fiscales $\geq 20\%$;
5. taux d'intérêt réels positifs ; et
6. stabilité du taux de change réel.

Enfin, la troisième partie analyse la situation économique et financière par Etat membre.

1.0 SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

1. 1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale continue à traverser une période difficile causée par une crise financière et une perte de confiance. La réduction de l'effet de levier sur les marchés financiers s'est transformée en une contraction forte de la demande mondiale au premier trimestre de l'année 2009. Le rapatriement par les investisseurs de leurs actifs étrangers et le resserrement des conditions de crédit ont contraint les entreprises du monde entier à diminuer leur production et à différer leurs plans d'équipement. Confrontés à la dévalorisation sans précédent de leur patrimoine et à la détérioration rapide du marché du travail, les consommateurs ont réduit leurs dépenses, en particulier leurs achats de biens durables.

1.1.1 Évolution économique et financière récente

La mise à jour des prévisions du rapport sur les Perspectives économiques mondiales publié par la Banque mondiale reflète la détérioration rapide des conditions économiques et financières et le caractère de plus en plus négatif des liens d'interdépendance qui unissent des économies vacillantes et des systèmes financiers fragilisés, autant de dimensions qui sont au premier rang des préoccupations de la quasi totalité des pays depuis la fin de 2008.

1.1.1.1 Croissance économique mondiale

En 2009, on s'attend à une contraction de 1,7 % du PIB mondial, ce qui constituerait un recul important de la production globale. Ce chiffre marque une détérioration importante de 2,6 points par rapport aux prévisions antérieures des Perspectives économiques mondiales.

Le caractère mondial de la récession a eu un impact majeur sur la performance économique des pays à revenu élevé. Les économies spécialisées dans la production de biens d'équipement—notamment l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et Taiwan (Chine) —ont été durement touchées par la contraction des dépenses d'investissement. Le repli a été particulièrement marqué en Asie. Au Japon, par exemple, les exportations de marchandises ont diminué de 40 % en volume en janvier par rapport à l'année précédente. Le recul a été de 30 % à Taiwan (China) et de 25 % à Singapour. La chute de la production industrielle est d'une ampleur similaire dans tous ces pays. Logiquement, le PIB du Japon a reculé de 12,1 % en rythme annuel (corrigé des variations saisonnières) au quatrième trimestre de 2008, de 21 % en Corée et de 25 % à Taiwan (Chine). On anticipe maintenant une contraction de 5,3 % de l'économie japonaise (un chiffre en baisse de 5,2 points par rapport à novembre), le double environ du déclin attendu en Europe et aux États-Unis. Dans tous les pays à revenu élevé, le PIB devrait reculer de 2,9 % en 2009—alors que les Perspectives économiques mondiales tablaient sur un repli moins marqué de 2,8 points de pourcentage.

Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, pris collectivement, on s'attend à ce que l'activité économique décélère au même rythme que dans les pays

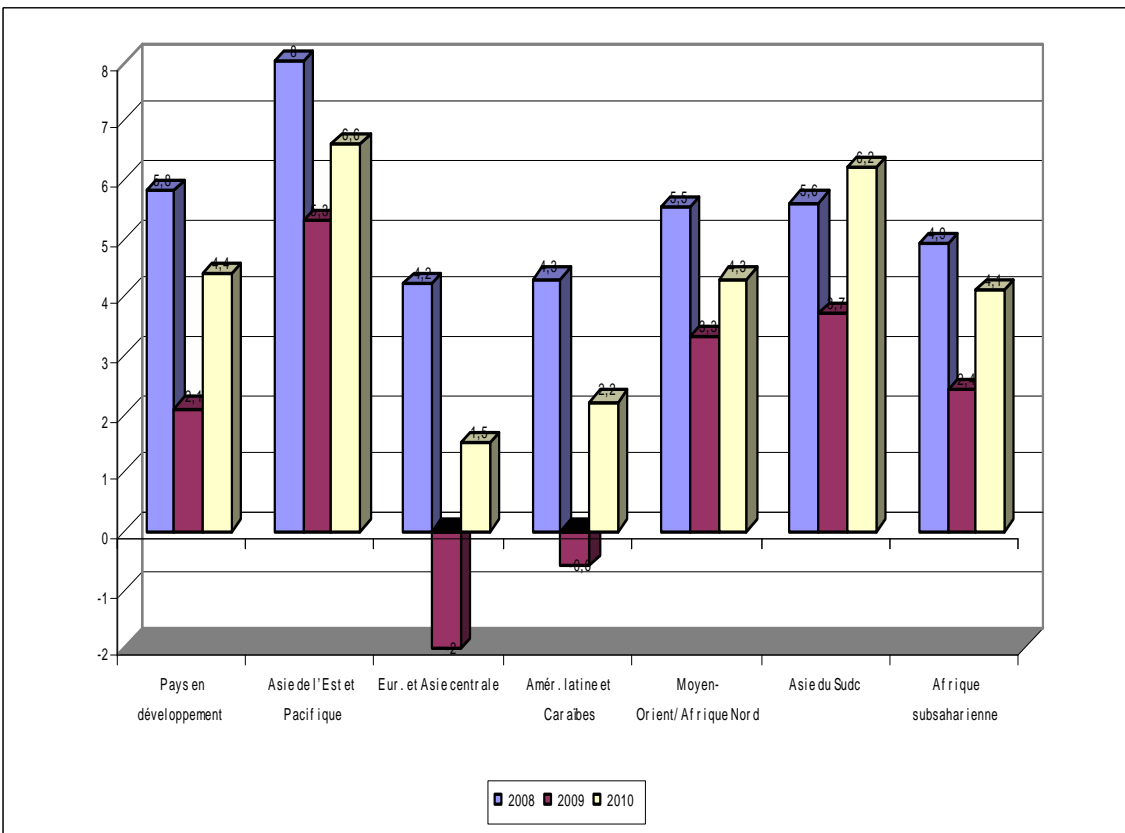
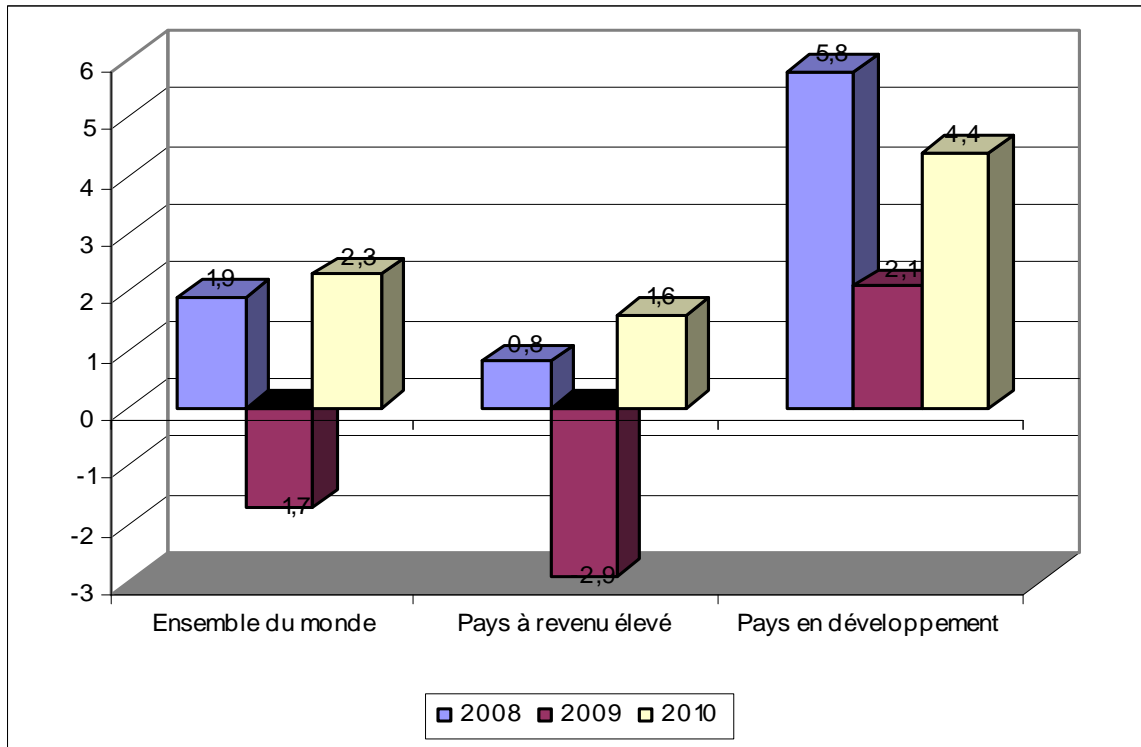
à revenu élevé. La croissance des pays en développement devrait tomber de 5,8 % en 2008 à 2,1 % en 2009, soit un recul de 3,7 points de pourcentage, similaire à celui accusé par les pays à revenu élevé. La corrélation des deux phénomènes ne saurait s'expliquer uniquement par des liens commerciaux, mais illustre bien le fait que la crise financière a eu un impact direct sur l'économie domestique des pays en développement. Le reflux des capitaux extérieurs, l'effondrement des marchés boursiers et la détérioration générale des conditions de financement ont porté un coup d'arrêt à l'accroissement des investissements dans les pays en développement et ont fortement réduit les montants investis dans nombre d'entre eux.

Tableau 1.1 - Croissance du PIB réel mondial (variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

REGIONS	Prévisions actualisées			Prévisions novembre 2008		Écart	
	2008	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Ensemble du monde^a	1,9	-1,7	2,3	0,9	3,0	-2,6	-0,7
Monde (pondéréePPA) ^b	3,1	-0,6	2,9	1,9	3,9	-2,5	-1,0
Pays à revenu élevé	0,8	-2,9	1,6	-0,1	2,0	-2,8	-0,4
Pays en développement	5,8	2,1	4,4	4,4	6,0	-2,3	-1,6
Asie de l'Est et Pacifique	8,0	5,3	6,6	6,7	7,8	-1,4	-1,2
Eur. et Asie centrale	4,2	-2,0	1,5	2,7	5,0	-4,8	-3,5
Amér. latine et Caraïbes	4,3	-0,6	2,2	2,1	4,0	-2,8	-1,9
Moyen-Orient / Afrique N	5,5	3,3	4,3	3,9	5,2	-0,6	-0,9
Asie du Sud ^c	5,6	3,7	6,2	5,4	7,2	-1,7	-1,0
Afrique subsaharienne	4,9	2,4	4,1	4,2	5,5	-1,8	-1,4
❖ Afrique du Sud	3,1	1,0	3,1	2,2	4,1	-1,2	-1,0
❖ Nigéria	6,1	2,9	4,2	5,8	6,2	-2,9	-2,0
❖ Kenya	2,4	2,0	3,4	3,7	5,9	-1,7	-2,5

Source : Banque mondiale. **Notes** : a. PIB en dollars constants 2000, prix et taux de change 2000. b. PIB pondéré en PPA 2000. c. Afin de simplifier la présentation par pays et par région, les chiffres du PIB pour l'Asie du Sud se rapportent à l'année civile. Les données initialement déclarées par le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan se rapportent à l'exercice budgétaire.

Graphique 1.1 : Evolution de la croissance du PIB réel mondiale entre 2008 et 2010



En mars 2009, le FMI indique que la baisse du PIB mondial est estimée avoir atteint le chiffre sans précédent de 5% au quatrième trimestre (annualisé), entraînée par les économies avancées, où l'activité s'est contractée de près de 7%. Le PIB a baissé au cours du quatrième trimestre d'environ 6 pour cent aux États-Unis et dans la zone euro, tandis qu'il a chuté de 13 pour cent au Japon, valeur record dans la période d'après-guerre. La croissance a également plongé dans de nombreux pays émergents, ce qui reflète la convergence de l'affaiblissement de la demande extérieure, du resserrement des contraintes de financement, et de la chute des cours des matières premières.

- ❖ La région Europe et Asie centrale (ECA) a été le plus durement touchée par les récents événements. Le PIB régional devrait reculer de 2 % en 2009, alors qu'il avait augmenté de 4,2 % en 2008.
- ❖ La région Amérique latine et Caraïbes (LAC) connaîtra la deuxième contraction la plus forte du PIB en 2009, lequel reculera de 0,6 %, alors qu'il avait progressé de 4,3 % en 2008.
- ❖ La région Asie de l'Est et Pacifique (EAP) sera le plus pénalisée par la baisse des investissements et des échanges mondiaux entraînant la chute de la production industrielle et des dépenses d'équipement.
- ❖ Les perspectives de croissance de l'Asie du Sud (SAR) ont été revues à la baisse à 3,7 % pour 2009 (prévisions initiales 5,4%) contre 5,6 % en 2008.
- ❖ La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) tire semble-t-il le mieux son épingle du jeu, en affichant pour 2009 une croissance de seulement 0,6 point de pourcentage inférieure au taux de 3,3 % initialement prévu contre 5,5% en 2008. Si l'on considère toutefois la robuste performance de l'année précédente, les résultats sont en net repli.
- ❖ En Afrique subsaharienne (SSA), la croissance du PIB en 2009 devrait être amputée de moitié par rapport à la solide performance enregistrée en 2008 (4,9 %). La chute spectaculaire des prix des produits de base sera lourde de conséquences pour tous les pays de la région, et les pays exportateurs de pétrole verront leur activité tomber à 3,3 % contre 6,8 % en 2008. Dans le même temps, la demande et les prix internationaux des produits de base continueront de baisser en 2009, ce qui déprimera l'activité des économies qui en dépendent.

1.1.1.2 Inflation et prix

Les effets de la récession actuelle, qui se propagent dans l'économie mondiale, vont bien au-delà d'une contraction majeure du PIB, de la production et des échanges. Les prix des produits de base ont baissé de moitié, entraînant une détérioration importante des termes de l'échange et des soldes courants et un net ralentissement de l'inflation domestique dans tous les pays.

Dans les pays du G-7 et les économies en développement, le taux d'inflation mesuré par l'IPC devrait diminuer sensiblement en 2009 et 2010. Pour le premier groupe de pays, ce taux serait ainsi ramené de 2,9 % en 2008 à 0,4 %, la baisse des prix des produits de base, la faiblesse de la demande et la hausse continue du chômage faisant barrage aux pressions sur les prix. L'injection soutenue de liquidités dans les économies par le biais de programmes de relance et de mesures de soutien financier devrait apaiser les craintes de déflation.

Pour les pays en développement, il est estimé que la valeur médiane du déflateur de la consommation des particuliers tombera de 8,5 % en 2007-08 à 5 % à l'horizon 2010. Même dans l'hypothèse d'une chute provisoire des prix dans certains pays en développement, le risque de déflation généralisée demeure faible : le recul des prix des produits de base est en effet considéré comme un phénomène ponctuel, et suite à la flambée des prix alimentaires en 2008, l'inflation de base évoluait jusque récemment à la hausse.

1.1.1.3 Monnaie et taux de Changes

Les déséquilibres mondiaux se sont légèrement résorbés, le déficit de la balance courante des États-Unis étant retombé d'un taux record de 6,5 % du PIB en 2006 à 4,9 % en 2008. Cette amélioration traduit en partie un regain de compétitivité des exportations américaines vis-à-vis de la zone euro et du Japon, avec l'affaiblissement du dollar entre 2002 et 2004, puis une stabilisation tout au long de 2005 et un nouvel épisode d'érosion en 2006 et en 2007. En janvier 2008, on pouvait ainsi obtenir pour un euro 55 % de dollar en plus qu'en janvier 2001. Pourtant, le dollar s'est raffermi tout au long de l'année 2008 (et en particulier à la fin de cette année, la zone euro et le Japon étant à leur tour touchés par la crise) vis-à-vis de l'euro et de pratiquement toutes les autres devises, signe de son statut de monnaie de réserve et de l'attractivité du marché extrêmement liquide des bons du trésor américains en période d'incertitude. Même si les fondamentaux à l'origine de la balance courante suggèrent une dépréciation importante du dollar, sa position de première devise internationale de réserve limite les risques d'une dégringolade vis-à-vis des autres grandes monnaies (comme l'euro, la livre sterling ou le yen) à brève échéance. La réduction des déséquilibres mondiaux fin 2008 a également touché les devises spéculatives comme le yen, qui s'est nettement déprécié face au dollar depuis la fin de l'année 2008.

De nombreux pays pourraient voir leur monnaie s'affaiblir davantage, ce qui atténuerait les pressions déflationnistes. Le dollar et le yen ont continué de s'apprécier en termes effectifs réels, avec un renforcement du yen particulièrement important. Le renminbi a aussi continué à s'apprécier au cours de cette dernière année. Cependant, plusieurs autres monnaies des économies émergentes ont connu des dépréciations : le real brésilien, le rouble russe, le won coréen, peso mexicain, le zloty polonais, et la roupie indonésienne, le Naira nigérian. Les ajustements des taux de change se sont jusqu'ici faits sans heurts et cette situation devrait perdurer.

1.1.1.4 Finances publiques

Les budgets sont également soumis à des tensions rapidement grandissantes, même dans les États en position excédentaire au début de la crise. Compte tenu de la diminution des recettes fiscales (résultant pour beaucoup des échanges internationaux et de l'effondrement des secteurs manufacturiers), de l'envolée du coût des emprunts et du montant croissant des transferts nécessaires pour préserver les filets de protection sociale, tous les pays en développement courent désormais le risque de voir leur soldes budgétaires se dégrader fortement. Les plans de relance et autres mesures destinés à atténuer les pressions qui s'exercent de plus en plus sur le secteur privé ne peuvent qu'exacerber davantage les difficultés budgétaires dans les années à venir.

1.1.1.5 Secteur extérieur

Les échanges mondiaux de biens et de services devraient chuter de 6,1 % en volume en 2009, et dans une proportion beaucoup plus importante pour les produits manufacturés. Les besoins de financement extérieur des pays en développement considérés dans leur ensemble augmenteront pour atteindre probablement 1 300 milliards de dollars en 2009, y compris les déficits courants (330 milliards) et les remboursements au titre du principal de la dette privée exigible (970 milliards). Avec le reflux des capitaux extérieurs, les besoins de financement non couverts seraient de l'ordre de 270 à 700 milliards de dollars, ce montant variant selon les risques de refinancement et l'ampleur de la fuite des capitaux. Les déficits de financement les plus importants sont observés en Europe, en Asie centrale, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Si l'on en croit les prévisions actuelles, 66 des 109 pays développement seront confrontés à des déficits de financement, dont le montant sera le plus souvent trop élevé pour être financé uniquement par des prélèvements sur les réserves. Tout porte à croire qu'en l'absence d'une aide internationale suffisante, certains pays pourraient être condamnés à voir leur balance courante plonger dans le rouge, ce qui aurait pour effet de déprimer encore davantage la demande intérieure et les importations.

1.1.2 Perspectives

La forme que pourrait prendre la reprise continue de faire débat. Il ne fait guère de doute que les perspectives pour le deuxième semestre 2009 en particulier sont des plus incertaines et que le redémarrage de l'activité économique dépendra de l'éventail des mesures qui seront prises par les pouvoirs publics, ainsi que d'autres variables. À mesure que la chute des investissements se ralentira et les achats de biens durables reprendront, le cycle de l'investissement mondial pourrait devenir suffisamment porteur pour ramener la croissance mondiale sur une trajectoire positive d'ici la fin de 2009. Couplée aux mesures de relance monétaire et budgétaire, cette dynamique pourrait engendrer la modeste reprise mondiale envisagée.

1.2 SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA CEDEAO

La croissance économique de la région ouest africaine devrait baisser pour se chiffrer à 4,9 % en 2009 contre 5,8 % en 2008.

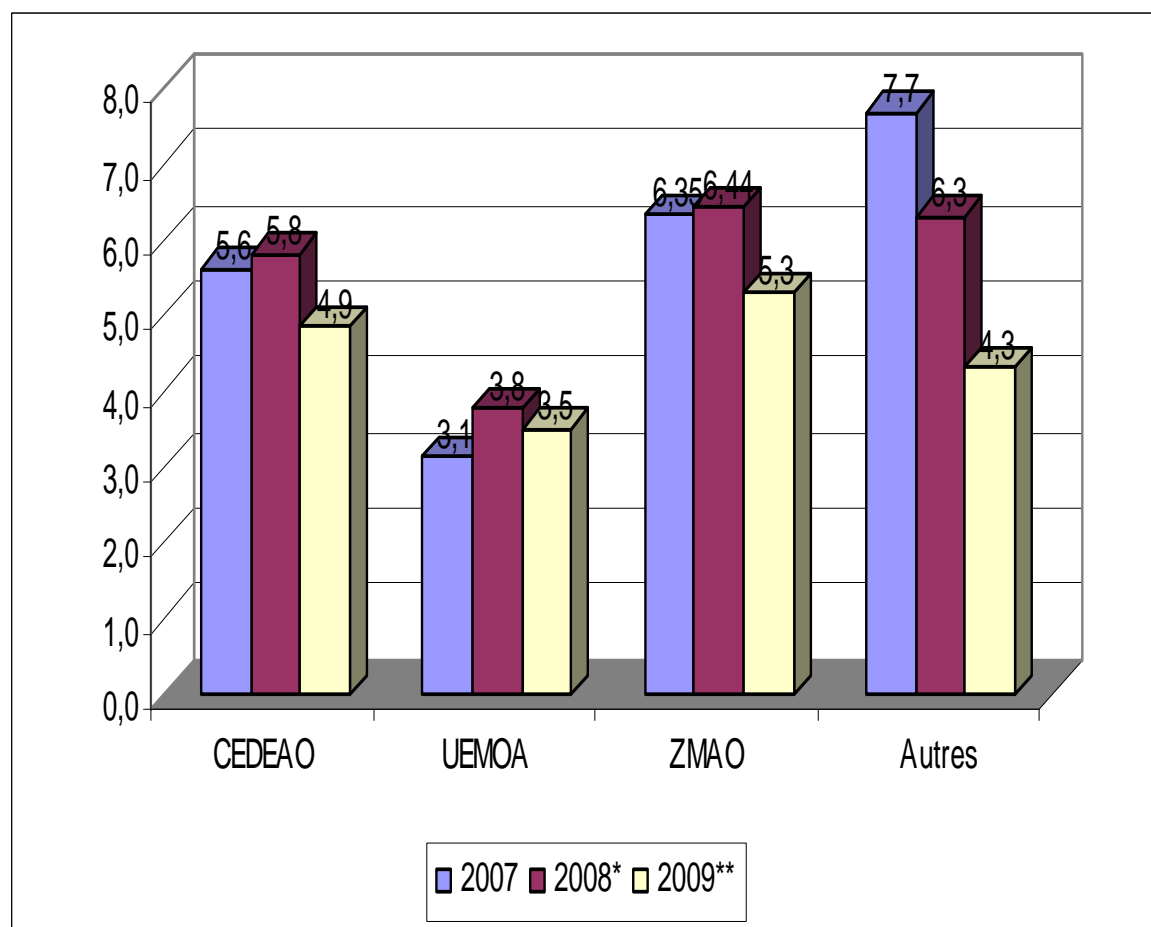
Dans cinq des huit pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali et Niger), l'activité baisserait ; elle serait en revanche améliorée en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. La croissance de la Côte d'Ivoire et du Togo semble résolument reprise contrairement à la trajectoire descendante sur laquelle ces deux pays semblaient s'être engagés depuis quelques années. La consolidation politique de la Côte d'Ivoire – première économie de l'UEMOA – explique en partie l'amélioration de la situation de l'Union. La croissance soutenue de la production agricole dans plusieurs pays de l'UEMOA serait l'un des grands résultats positifs de l'année.

Dans les pays de la ZMAO et des autres (Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria, et Sierra Leone), la croissance économique du Nigeria devrait se tasser, à 5,3 %, à cause surtout des quotas de production de l'OPEP et d'un ralentissement des investissements. Le Liberia, malgré la crise mondiale, devrait connaître pour la troisième année consécutive une croissance robuste, dopée par les dépenses d'infrastructures et la reprise de la production agricole depuis la fin du conflit. La plupart des pays devraient connaître un ralentissement de l'activité, l'investissement public et privé marquant le pas, tout comme les cours des matières premières et les envois des expatriés. Le Ghana et la Sierra Leone se détacheraient du lot, avec une croissance qui devrait rester vigoureuse.

Tableau 1.2 : Evolution de la croissance économique de la CEDEAO

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	2009**
<i>CEDEAO</i>	3,7	6,8	5,1	5,7	5,4	5,6	5,8	4,9
<i>UEMOA</i>	1,3	3,1	2,8	4,2	3,1	3,1	3,8	3,5
<i>BENIN</i>	4,4	3,9	3,1	2,9	3,8	4,6	5,0	3,8
<i>BURKINA FASO</i>	4,6	8,0	4,6	7,1	5,5	3,6	5,0	3,5
<i>COTE D'IVOIRE</i>	-1,6	-1,7	1,6	1,8	1,2	1,5	2,3	3,7
<i>GUINEE BISSAU</i>	-7,1	0,6	3,2	3,5	1,8	2,7	3,3	2,9
<i>MALI</i>	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,1	4,1
<i>NIGER</i>	5,8	3,8	-0,8	8,4	5,8	3,3	9,5	3,0
<i>SENEGAL</i>	1,2	6,7	5,6	5,6	2,3	4,7	2,5	3,1
<i>TOGO</i>	-0,2	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	1,6	2,5
<i>ZMAO</i>	4,6	8,8	6,3	6,4	6,0	6,35	6,44	5,3
<i>GAMBIE</i>	1,3	7,4	6,6	6,9	7,7	6,9	6,1	3,6
<i>GHANA</i>	4,5	5,2	5,6	5,9	6,4	6,3	7,3	5,9
<i>GUINEE</i>	4,2	1,2	2,3	3,0	2,4	1,8	4,9	0,7
<i>NIGERIA</i>	4,6	9,6	6,6	6,5	6,0	6,5	6,4	5,3
<i>SIERRA LEONE</i>	6,5	10,7	9,6	7,6	7,2	6,4	5,6	5,9
Autres	6,1	2,4	1,9	4,2	8,1	7,7	6,3	4,3
<i>CAP-VERT</i>	5,3	4,7	4,3	5,6	8,2	6,7	5,9	4,0
<i>LIBERIA</i>	7,8	-1,9	-2,8	1,4	7,8	9,5	7,1	4,9

Source : AMAO, Banques Centrales et Etats membres de la CEDEAO.

Graphique 1.2 : Evolution de la croissance du PIB réel entre 2007 et 2009 – CEDEAO

Concernant l'inflation, nombre des facteurs¹ qui ont causé l'envolée des prix des produits de base ont disparu au milieu de 2008. La plupart de ces baisses se sont déjà matérialisées, ainsi le reste de 2009 devrait être caractérisé par des prix qui fluctueront peu dans l'ensemble. Comme la demande ne devrait pas véritablement redémarrer avant 2010 au plus tôt, les prix devraient rester bas, compte tenu notamment des capacités inutilisées dans les secteurs des métaux et du pétrole qui pourraient être réactivées et des capacités disponibles dans le secteur agricole. L'inflation devrait alors retrouver plus ou moins son niveau de 2006, en 2009, puis se replier à nouveau en 2010. Le nombre de pays ouest africains avec des taux d'inflation supérieurs à 10 % est passé de seulement quatre (4) en 2007 à huit (8) en 2008, et ils devraient n'être plus que trois en 2009.

Ainsi, les prévisions pour 2009 tablent sur un reflux progressif pour la région tout entière, même si les chiffres continueront de taquiner les 10 % pour certains pays. Le taux d'inflation fin de période de la communauté s'est établi à 9,2 en fin juin 2009. Ce taux s'établirait à 7,9 % en fin 2009 contre 13,8 % en 2008. Même les pays de la zone du franc CFA-où les taux d'inflation avaient frôlé la barre des 10 % -, les prévisions tablent sur un resserrement modéré de la politique monétaire dans la mesure où les cours des matières premières ont déjà dégringolé et où la demande intérieure s'est affaiblie avec la dégradation des perspectives économiques liée à la crise économique et financière mondiale.

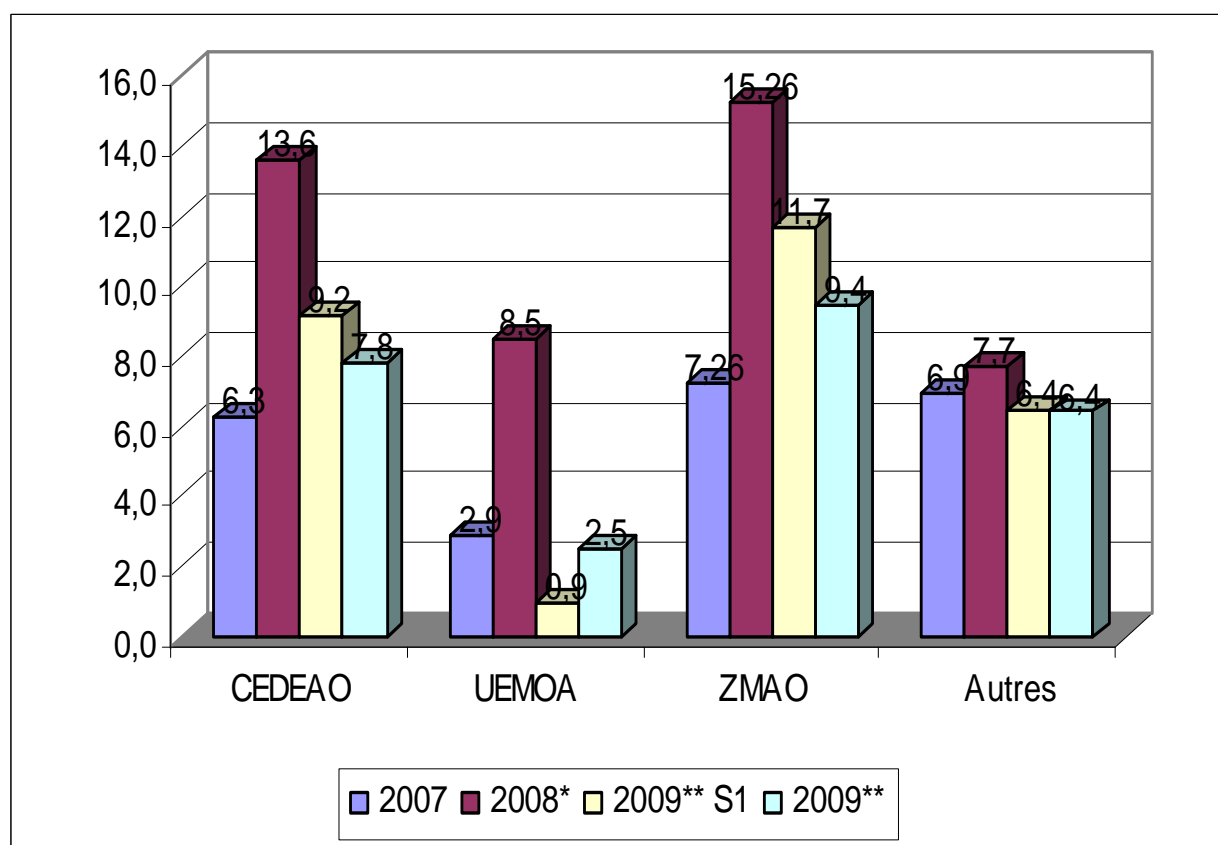
Dans les pays membres de la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), trois sur cinq afficheront des taux inférieurs à 10%. L'inflation est restée soutenue au Ghana, à 20,7 % en fin juin 2009, malgré la baisse constatée au niveau de tous les pays de la Communauté. (Réf tableau ci - dessous).

¹ Notamment la faiblesse du dollar, le bas niveau des investissements dans les industries extractives avant l'envolée des cours, les perturbations de l'offre, le recours aux produits de base pour produire des biocarburants, l'activité des fonds d'investissement, et (au cours de 2008) les politiques publiques visant à taxer les exportations et à interdire l'exportation de plusieurs produits alimentaires.

Tableau 1.3 : Evolution de l'inflation de fin de période de la CEDEAO

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	2009** H1	2009**
<i>CEDEAO</i>	9,0	15,3	8,3	9,0	7,1	6,3	13,6	9,2	7,8
<i>UEMOA</i>	2,9	-0,7	3,8	2,9	2,7	2,9	8,5	0,9	2,5
BENIN	2,4	1,5	0,9	3,8	5,2	0,3	9,9	2,9	3,4
BURKINA FASO	2,4	1,5	0,9	4,5	1,5	2,3	11,6	-0,6	3,9
COTE D'IVOIRE	3,1	3,3	1,4	2,6	2,0	1,5	8,9	0,8	3,0
GUINEE BISSAU	3,9	-3,5	0,9	0,3	3,2	9,3	8,7	-1,2	3,8
MALI	5,0	-1,3	-3,1	3,4	3,6	2,2	7,8	0,4	2,6
NIGER	2,6	-1,6	0,2	4,2	0,3	4,7	13,6	7,1	3,9
SENEGAL	2,3	0,0	0,5	1,4	4,0	6,1	4,3	-1,2	3,6
TOGO	3,1	-0,9	0,4	5,5	1,5	3,4	10,2	2,4	4,3
<i>ZMAO</i>	12,1	23,4	10,5	12,1	9,2	7,3	15,3	11,7	9,4
GAMBIE	13,0	17,6	8,0	1,8	1,4	6,0	6,8	5,4	5,0
GHANA	15,2	23,6	11,8	13,9	10,9	12,8	18,1	20,7	29,8
GUINEE	6,1	12,9	27,6	29,7	39,1	12,8	13,5	1,8	7,7
NIGERIA	12,1	23,8	10,0	11,6	8,5	6,6	15,1	11,2	7,7
SIERRA LEONE	-1,3	11,3	14,4	13,1	7,3	13,8	13,2	7,8	10,0
Autres	5,8	0,2	5,3	3,5	6,1	6,9	7,7	6,4	6,4
CAP-VERT	3,0	-2,3	-0,3	1,7	4,7	4,4	6,8	5,8	5,0
LIBERIA	11,1	5,0	16,1	7,0	8,9	11,7	9,4	7,6	9,1

Source : AMAO, Banques Centrales et Etats membres de la CEDEAO.

Graphique 1.3 : Evolution de la croissance du PIB réel entre 2007 et 2009 – CEDEAO

Concernant les finances publiques, pour la plupart des pays de la région, les soldes budgétaires (hors dons) se seraient détériorés en 2009. Huit pays ont enregistré des déficits supérieurs ou équivalents à 4 % du PIB au premier semestre 2009 :

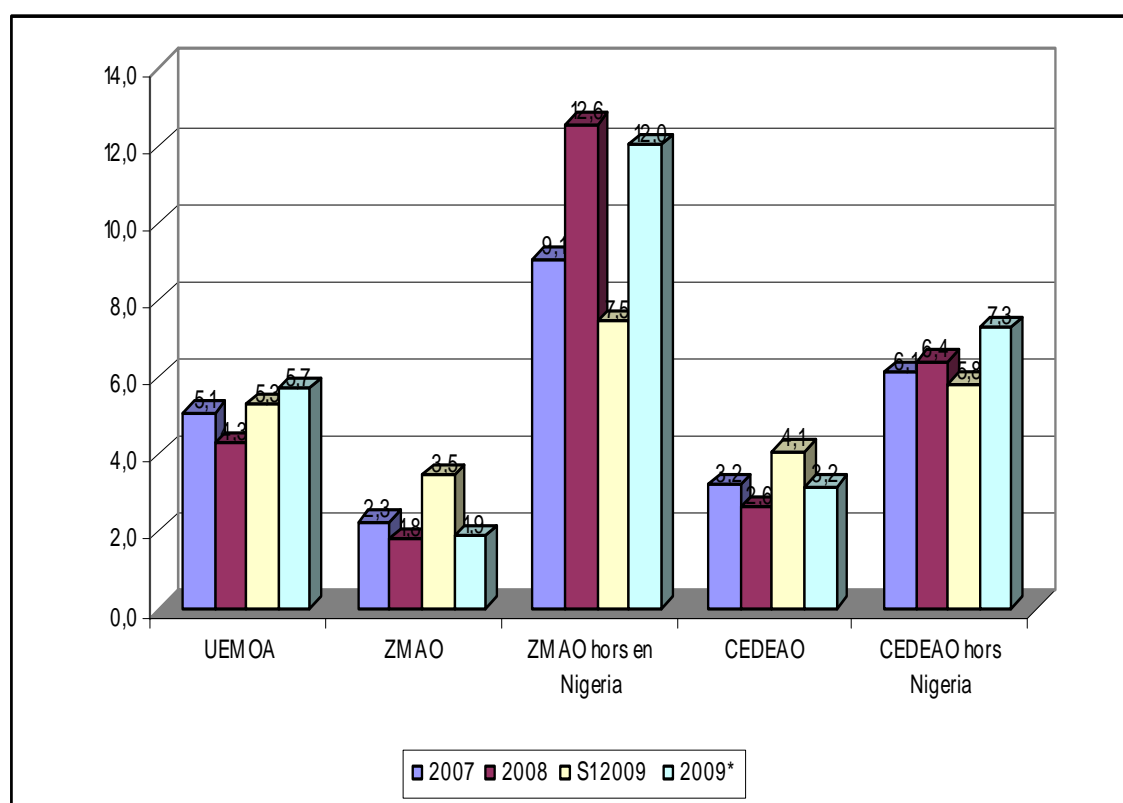
le Burkina Faso, la Guinée Bissau, le Niger, le Togo, la Gambie, le Ghana, la Sierra Leone et le Cap – Vert. La Guinée Bissau, qui avait détenu le record en 2008, avec un déficit de 23,3 % du PIB est temporairement repassée dans le vert, grâce aux allègements de dette. En fin 2009, ces pays devraient connaître de lourds déficits. À l'exception du Nigeria, qui dispose de confortables réserves, les pays d'Afrique de l'Ouest risquent d'avoir du mal à financer leurs déficits. Les projections de croissance du PIB présentées plus haut pourraient donc être revues largement à la baisse si les difficultés financières se traduisaient par des réductions dans les dépenses publiques programmées.

Tableau 1.4 : Evolution des soldes budgétaires des zones de la CEDEAO

	2007	2008	2009 S1	2009*
UEMOA	5,1	4,3	5,3	5,7
ZMAO	2,3	1,8	3,5	1,9
ZMAO hors en Nigeria	9,1	12,6	7,5	12,0
CEDEAO	3,2	2,6	4,1	3,2
CEDEAO hors Nigeria	6,1	6,4	5,8	7,3

Source : AMAO, Banques Centrales et Etats membres de la CEDEAO.

Graphique 1.4 : Evolution des soldes budgétaires entre 2007 et 2009 – CEDEAO



S'agissant du secteur extérieur, il convient de noter qu'en dépit que la balance des paiements des pays de l'Afrique de l'Ouest ait bénéficié ces dernières années de l'accroissement des IDE et de la réduction sensible du service de la dette dans de nombreux pays PPTE, l'aggravation rapide des déficits courants grignote les réserves internationales de ces derniers. En 2009, dix des 15 pays de la

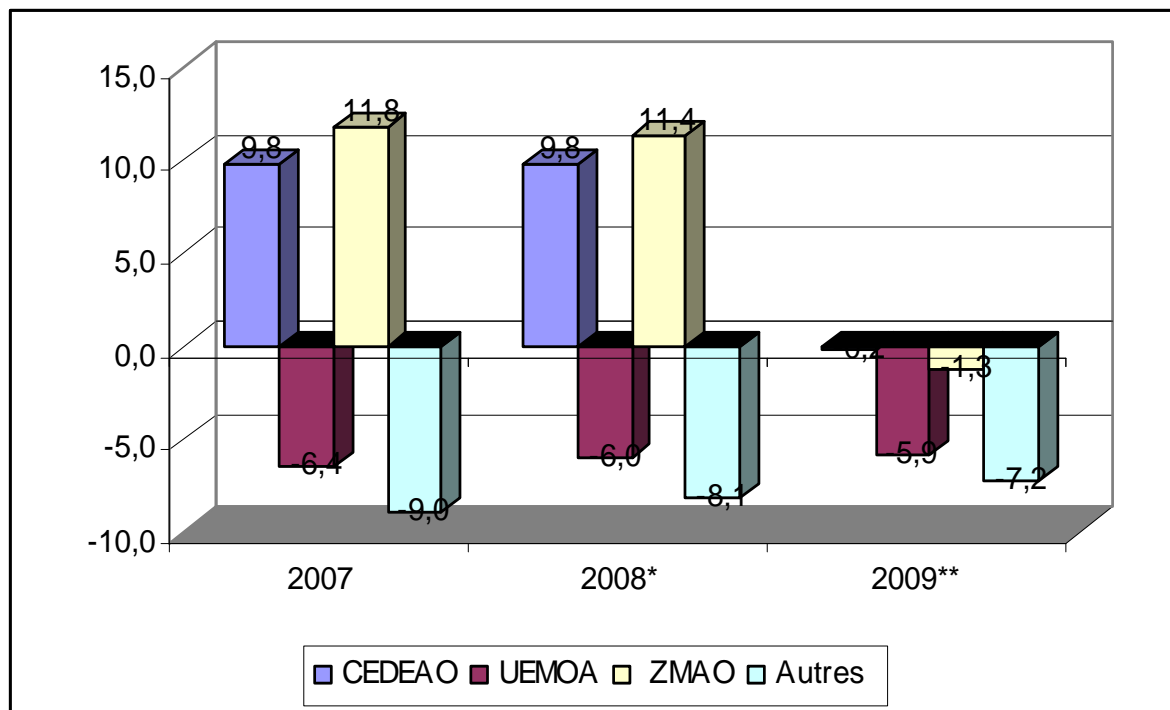
communauté afficheraient des déficits courants allant d'environ 7 à 15,7 % du PIB. Dans le cas de la Guinée Bissau, ce déficit a même été supérieur à 25 %. Seule la Côte d'Ivoire a affiché un excédent. L'excédent du Nigeria toujours enregistré dans les années passées devrait céder la place à un déficit de 2,1% en 2009 sous l'effet de la baisse des prix et de la production de pétrole (dans les pays africains de l'OPEP). Toutefois, les hypothèses de reprise de la production laissent penser que l'ampleur du déficit pourrait être résorbée légèrement. Pour de nombreux pays de la communauté le changement de situation est sous l'effet de la crise mondiale qui affecte les termes de l'échange. Par ailleurs, les volumes d'importations de certains pays baisseront, à cause du ralentissement des grands programmes d'investissement (Liberia) quand d'autres mettront un frein aux investissements publics du fait des contraintes de leur balance des paiements. Le Burkina, le Ghana, la Gambie, la Guinée, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone réussiront à redresser sensiblement leur balance courante et seraient contenus entre 2,9 et 15,7 points de pourcentage du PIB. Cette amélioration pourrait être due, entre autres, au tassement du prix des importations qui serait supposé supérieur aux réductions de prix des exportations. La balance courante de la communauté devrait se situer à -3,9% du PIB contre 5,2% en 2008. Ce solde négatif au niveau global est dû au poids du Nigeria qui enregistrerait pour la première fois depuis six ans un solde déficitaire. Ce chiffre global masque ainsi de profonds écarts entre pays.

Tableau 1.5 : Evolution des soldes courants des pays de la CEDEAO

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	2009**
CEDEAO	-0.7	4.8	11.6	16.3	14.2	5.7	5.2	-3.9
UEMOA	-1.2	-3.5	-4.5	-5.8	-4.1	-6.4	-6.0	-5.9
BENIN	-2.8	-6.5	-7.1	-5.2	-4.6	-9.0	-8.4	-9.3
BURKINA FASO	-9.2	-8.5	-10.4	-11.7	-9.6	-8.3	-9.4	-7.8
COTE D'IVOIRE	6.7	2.1	1.6	0.2	2.6	-0.7	2.1	1.8
GUINEA BISSAU	10.7	24.3	4.8	-3.5	-12.8	-8.0	-5.4	-25.8
MALI	-4.1	-6.4	-8.2	-8.0	-3.6	-8.1	-7.9	-7.0
NIGER	-8.2	-7.9	-8.0	-9.4	-8.6	-8.3	-13.6	-13.8
SENEGAL	-6.4	-6.4	-6.4	-7.8	-9.3	-11.7	-12.3	-9.1
TOGO	-9.5	-9.2	-10.6	-21.8	7.9	-8.5	-7.5	-10.9
ZMAO	-0.4	9.2	20.1	28.0	19.6	9.6	8.8	-3.2
NIGERIA	-4.0	5.7	18.0	32.0	24.1	12.4	12.0	-2.1
GHANA	-0.5	1,6	-6,4	-10,3	-8,2	-14,4	-21,3	-15,7
GUINEE	-4.3	-2,5	-4,8	-5,7	-7,7	-10,1	-6,1	-2,9
SLEONE	-13,4	-4,9	-5,8	-7,0	-6,2	-9,8	-8,6	-4,2
GAMBIE	-3.3	-4.4	-8.6	-16.9	-14.2	-9.9	-14.3	-12.7
Autres	-7.5	-19.9	-17.8	-11.0	-17.2	-16.7	-14.4	-12.2
CAP VERT	-11,1	-11,1	-14,4	-4,0	-6,9	-13,6	-12,4	-10,9
LIBERIA	-0,5	-36,6	-24,3	-24,4	-36,9	-22,5	-18,4	-14,8

Source : AMAO, Banques Centrales et Etats membres de la CEDEAO.

Graphique 1.5 : Evolution des soldes courants entre 2007 et 2009 – CEDEAO



En ce qui concerne la dette publique, sa situation s'améliore régulièrement depuis plusieurs années. La baisse se poursuivrait en 2009 et l'encours de la dette représenterait 31,0% du PIB contre 38,0% en 2007 et 32,7% du PIB en 2008. La normalisation attendue des relations avec les institutions financières internationales devrait permettre à la Côte d'Ivoire et à la Guinée Bissau de bénéficier également des allègements liés à ces différentes initiatives. Il convient de mentionner que depuis le 25 novembre 2008, le Togo, au regard des progrès enregistrés dans les réformes économiques et la normalisation des relations avec les principaux partenaires au développement, a été admis à recevoir l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE renforcée. Le Togo devient ainsi le 34^e pays à atteindre son point de décision.

2.0 CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

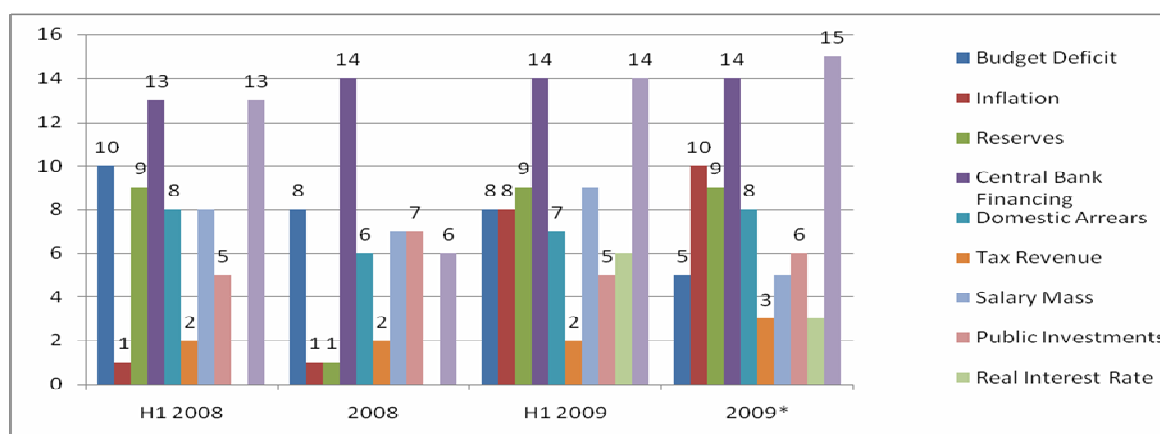
Cette section décrit les performances de divers Etats Membres de la CEDEAO par rapport aux critères de convergence en fin juin 2009 et les projections pour la fin de l'année. Il indique que la poursuite des objectifs de convergence macro-économique au niveau des pays membres est restée difficile pendant la période.

2.1 Présentation Générale

L'évolution vers la convergence macro-économique durant ces dernières années est demeuré assez mitigée dans la mesure où aucun impact significatif n'a été constaté sur la performance globale de la CEDEAO. Certains pays membres ont eu du mal à soutenir le niveau de performance qu'ils ont réalisé les années précédentes. Le tableau 2.1 ci-dessous présente une vue d'ensemble du nombre de pays qui se sont conformés aux critères de convergence.

Tableau 2.1: Nombre de Pays de la CEDEAO ayant satisfait aux Critères de Convergence

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
Déficit Budgétaire	6	5	5	4	4	6	7	10	8	8	5
Inflation	9	10	10	9	9	9	7	1	1	8	10
Réserves	10	9	9	9	1	1	9	9	1	9	9
Financement Banque Centrale	13	11	11	14	15	13	15	13	14	14	14
Dettes Intérieures	5	4	5	5	4	5	5	8	6	7	8
Recettes Fiscales	0	0	0	2	2	2	3	2	2	2	3
Masse Salariale	6	5	8	6	7	8	9	8	7	9	5
Investments Publics	6	5	6	8	6	6	7	5	7	5	6
Taux Intérêt Réel	6	8	9	7	7	6	6	0	0	6	3
Taux de Change Réel	11	12	7	12	10	11	12	13	6	14	15



Source: AMAO

Par rapport au critère concernant l'inflation, les performances se sont généralement améliorées comparativement à celles réalisées à la même période en 2008, avec huit pays ayant satisfait à ce critère contrairement à un seul en 2008. Par rapport au critère relatif au déficit budgétaire il y a eu une évolution négative des performances, le nombre de pays est passé de 10 à 8 pays pour la même période. Concernant le critère relatif au financement du déficit budgétaire par la banque centrale, quatorze pays ont atteint les objectifs ciblés, comparé à 13 en 2008. Concernant les réserves externes brutes, neuf pays (le Nigéria et les huit pays de

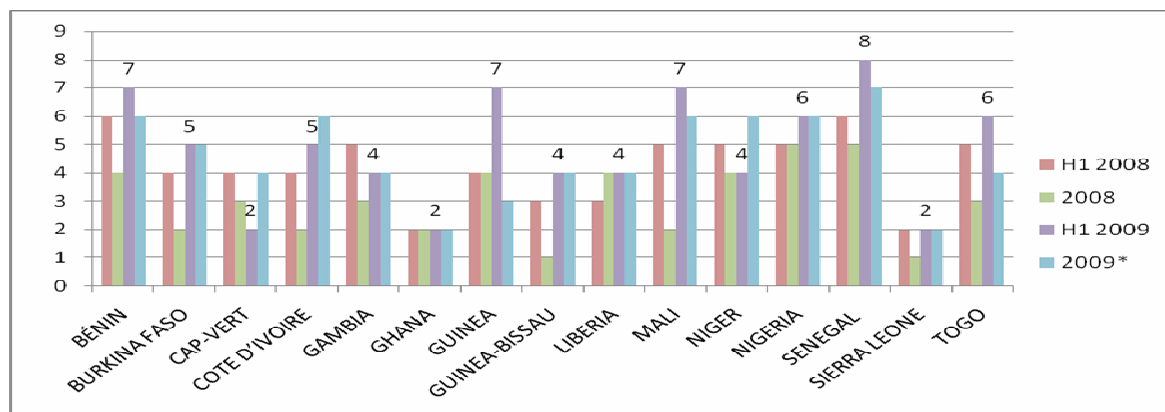
l'UEMOA) ont atteint les objectifs durant la période, c'est-à-dire qu'ils ont ainsi maintenu le même niveau de performance que celui réalisé durant le premier semestre de 2008.

Concernant les critères secondaires, les performances n'ont pas été satisfaisantes non plus. Pour la période concernée, seul deux pays ont atteint les objectifs concernant le critère Recettes Fiscales/PIB. Les performances relatives à la masse salariale globale, les résultats ont été nettement meilleures car neuf pays ont atteint les objectifs durant la période considérée ; ce qui constitue une amélioration par rapport au premier semestre 2008. Concernant le critère relatif au taux d'intérêt réel, il faut constater la prédominance d'un taux d'intérêt réel négatif dans la plupart des pays comme ce fut le cas en fin juin 2009. Concernant les taux de change réels, ils sont généralement demeurés stables dans les pays membres et le critère a été satisfait par 14 pays en mi- 2009, comparé à 13 en 2008.

Le tableau 2.2 donne un résumé du nombre total de critères satisfaits par chaque pays. Il montre clairement qu'aucun des pays n'a pu se conformer à tous les critères convergence primaires et secondaires. Comme ce fut le cas à la fin du premier semestre 2009, la meilleure performance a été enregistrée par le Sénégal avec 8 objectifs atteints. Le Bénin, la Guinée et le Mali ont suivi avec 7 réalisations chacun, alors que le Nigeria et le Togo n'ont pu atteindre que 6 objectifs chacun. Le Burkina Faso et la Cote d' Ivoire ont atteint 5 cibles chacun, alors que la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Niger ont eu 4 réalisations chacun. Le Cap Vert, le Ghana et la Sierra Leone ont réalisé 2 objectifs chacun.

Tableau 2.2: Nombre Total de Critères de Convergence atteints

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BÉNIN	6	7	6	6	4	3	8	6	4	7	6
BURKINA FASO	5	5	6	6	5	5	6	4	2	5	5
CAP-VERT	3	3	4	4	4	4	4	4	3	2	4
COTE D'IVOIRE	4	4	4	5	4	5	5	4	2	5	6
GAMBIA	2	0	1	4	4	6	3	5	3	4	4
GHANA	1	0	2	3	3	3	4	2	2	2	2
GUINEE	5	3	1	1	3	2	4	4	4	7	3
GUINEE-BISSAU	4	4	3	5	3	4	2	3	1	4	4
LIBERIA	4	4	3	2	3	4	4	3	4	4	4
MALI	4	6	7	7	6	5	7	5	2	7	6
NIGER	5	4	6	5	4	6	6	5	4	4	6
NIGERIA	4	4	4	5	5	5	6	5	5	6	6
SENEGAL	8	8	8	7	6	4	4	6	5	8	7
SIERRA LEONE	3	3	0	1	1	0	2	2	1	2	2
TOGO	4	5	6	6	2	4	6	5	3	6	4
UEMOA	4	6	5	5	5	5	6	4	2	5	6
ZMAO	4	5	5	5	4	4	6	5	5	5	6
CEDEAO	3	4	4	5	6	6	6	5	5	5	6



Source: AMAO

2.2 Analyse des Performances par Critère

2.2.1 Critères Primaires

2.2.1.1 Déficit Budgétaire/PNB Ratio ≤ 4%

Les résultats concernant les recettes fiscales ont chuté durant le premier semestre 2009 comparés à ceux du premier semestre 2008. Huit (8) pays, à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Nigeria et le Sénégal ont réalisé cet objectif durant la période contre dix pour l'année 2008.

Sept (07) pays de la CEDEAO (le Burkina Faso, le Cap Vert, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Niger, la Sierra Leone et le Togo) n'ont pas pu réaliser ce critère durant la période concernée par l'étude. Il faut d'ailleurs signaler le risque d'une détérioration plus accentuée des performances fiscales vers la fin de l'année.

Concernant les performances globales au niveau de la zone, la ZMAO avait plus ou moins atteint les objectifs contrairement à l'UEMOA. Quant à la CEDEAO, elle a manqué de peu la réalisation de ce critère.

Tableau 2.3: Pays de la CEDEAO – Ratio Déficit Budgétaire/PNB

	200 1	200 2	200 3	200 4	200 5	200 6	200 7	H1 200 8	200 8	H1 200 9	2009*
BENIN	2.6	3.1	4.4	3.6	4.6	2.5	1.4	0.6	3.4	0.8	4.4
BURKINA FASO	6.7	9.1	8.2	8.6	9.1	11.3	12.4	8.8	8.7	10.6	10.5
CAP VERT	11.4	10.5	9.1	8.4	11.0	9.7	6.1	10.0	5.8	5.8	6.2
COTE D'IVOIRE	0.4	2.0	3.2	2.6	2.7	1.5	1.4	1.3	2.1	1.3	1.7
GAMBIE	-9.8	-9.1	-7.6	10.2	-8.4	-2.7	-1.1	-2.1	-4.2	-3.3	-4.3
GHANA	13.2	8.3	7.5	8.1	6.9	12.9	14.5	11.1	19.5	11.7	18.0
GUINEE	3.4	6.2	8.8	5.9	1.6	2.0	0.9	0.1	1.7	0.8	2.9
GUINEE BISSAU	24.7	13.6	23.0	30.1	24.2	19.9	26.0	6.8	23.3	5.6	19.3
LIBERIA	1.9	1.0	3.7	4.4	0.9	-3.0	3.4	2.2	2.0	1.6	2.0
MALI	9.6	6.9	5.3	7.0	7.3	7.6	8.1	1.0	5.9	0.9	9.7
NIGER	8.0	8.5	7.8	8.4	9.6	6.8	6.8	-5.1	4.0	14.9	11.7
NIGERIA	5.8	5.9	2.8	1.7	1.3	0.6	1.2	0.0	0.2	2.8	0.4
SENEGAL	3.8	1.8	3.2	5.5	4.7	7.3	6.2	2.4	4.9	2.2	4.6
SIERRA LEONE	16.7	16.5	19.4	14.3	9.5	8.5	5.0	9.5	8.6	5.7	8.1
TOGO	2.3	1.0	1.8	-0.6	4.1	4.2	2.9	-3.9	2.8	7.8	5.6
UEMOA	4.3	3.8	4.4	4.8	5.2	5.1	5.1	6.1	4.3	5.3	5.7
ZMAO	6.4	6.1	3.4	2.3	1.8	1.6	2.2	0.9	1.8	3.5	1.9
CEDEAO	5.7	5.4	3.7	3.2	2.9	2.8	3.2	2.7	2.6	4.1	3.1
Nb. de pays	6	5	5	4	4	6	7	10	8	8	5

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.2.1.2 Taux d'Inflation ≤ 5 %

Les pressions inflationnistes, causées principalement par les crises alimentaires et pétrolières, ont commencé à s'alléger durant le premier semestre 2009. Huit pays ont réalisé la cible contre un seul en 2008. Une performance assez significative est attendue vers la fin de l'année et on prévoit que dix pays pourront réaliser l'objectif.

Concernant la performance globale au niveau de la zone, l'UEMOA a subi des pressions inflationnistes inférieures (0.9%) à celles subies par la ZMAO (11.7%). Les pressions inflationnistes au niveau de la CEDEAO ont également été très élevées ; 8.1 pour cent durant la période considérée par l'étude.

Tableau 2.4: CEDEAO : Taux d'Inflation de Fin de Période

	200 1	200 2	200 3	200 4	200 5	200 6	200 7	H1 200 8	200 8	H1 200 9	2009 *
BENIN	4.0	2.4	1.5	0.9	3.8	5.2	0.3	5.9	9.9	2.9	3.4
BURKINA FASO	4.0	2.4	1.5	0.9	4.5	1.5	2.3	15.1	11.6	-0.6	3.9
CAP VERT	4.2	3.0	-2.3	-0.3	1.7	4.7	4.4	5.1	6.8	5.8	5.0
COTE D'IVOIRE	4.3	3.1	3.3	1.4	2.6	2.0	1.5	5.2	8.9	0.8	3.0
GAMBIE	8.1	13.0	17.6	8.0	1.8	1.4	6.0	2.2	6.8	5.4	5.0
GHANA	21.3	15.2	23.6	11.8	13.9	10.9	12.8	18.4	18.1	20.7	29.8
GUINEE	5.2	6.1	12.9	27.6	29.7	39.1	12.8	24.6	13.5	1.8	7.7
GUINEE BISSAU	3.3	3.9	-3.5	0.9	0.3	3.2	9.3	13.3	8.7	-1.2	3.8
LIBERIA	19.4	11.1	5.0	16.1	7.0	8.9	11.7	12.5	9.4	7.6	9.1
MALI	5.2	5.0	-1.3	-3.1	3.4	3.6	2.2	10.3	7.8	0.4	2.6
NIGER	4.0	2.6	-1.6	0.2	4.2	0.3	4.7	10.5	13.6	7.1	3.9
NIGERIA	16.4	12.1	23.8	10.0	11.6	8.5	6.6	12.0	15.1	11.2	7.7
SENEGAL	3.0	2.3	0.0	0.5	1.4	4.0	6.1	5.9	4.3	-1.2	3.6
SIERRA LEONE	3.4	-1.3	11.3	14.4	13.1	7.3	13.8	16.6	13.2	7.8	10.0
TOGO	3.9	3.1	-0.9	0.4	5.5	1.5	3.4	8.4	10.2	2.4	4.3
UEMOA	4.1	2.9	-0.7	3.8	2.9	2.7	2.9	7.2	8.5	0.9	2.5
ZMAO	16.4	12.1	23.4	10.5	12.1	9.2	7.3	12.7	15.3	11.7	9.4
CEDEAO	12.3	9.0	15.3	8.3	9.0	7.1	5.8	10.9	13.0	8.1	7.1
Nb. de pays	9	10	10	9	9	9	7	1	1	8	10

Sources: AMAO, Banques Centrales

2.2.1..3 Financement du Déficit Budgétaire par la Banque Centrale/Recettes Fiscales de l'Année n - 1 ≤ 10%.

Les résultats obtenus par rapport à ce critère sont impressionnants durant cette période car les objectifs ont été atteints par 14 pays. On s'attend à ce que cette performance soit maintenue jusqu'en fin 2009.

La zone UEMOA a pratiquement respecté son objectif politique de zéro financement pendant la période. Quant à la ZMAO le niveau du financement du déficit qui a été de 0.9% n'a pas dépassé l'objectif ciblé. La zone CEDEAO n'est pas non plus sortie de la fourchette définie.

Tableau 2.5: CEDEAO – Financement du Déficit Budgétaire par les Banques Centrales

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BENIN	0.0	4.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
BURKINA FASO	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CAP VERT	0.1	20.7	6.3	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
COTE D'IVOIRE	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
GAMBIE	80.7	22.0	63.1	0.0	0.0	0.0	0.0	32.8	0.0	3.2	5.4
GHANA	0.0	12.1	0.0	1.6	0.0	0.0	0.0	33.8	17.3	10.2	15.5
GUINEE	-0.7	24.5	14.6	26.2	-8.8	54.0	0.0	0.0	5.8	0.6	0.0
GUINEE BISSAU	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
LIBERIA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
MALI	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NIGER	4.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NIGERIA	29.3	0.0	19.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
SENEGAL	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
SIERRA LEONE	8.9	0.0	26.4	0.0	0.0	13.3	0.8	0.0	0.3	6.0	0.5
TOGO	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
UEMOA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.0	1.0	0.0
ZMAO	26.4	1.5	18.3	0.6	-0.2	1.1	0.0	2.7	1.4	0.9	1.2
CEDEAO	17.5	1.1	12.1	0.4	-0.1	0.8	0.0	2.1	1.0	0.9	0.8
Nb. de pays	13	11	11	14	15	13	15	13	14	14	14

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.2.1.4 Réserves Extérieures Brutes ≥6 Mois de Couverture d'Importations

Les résultats obtenus concernant l'accumulation de réserves extérieures brutes est demeurée pratiquement la même au niveau de la CEDEAO, avec une situation similaire à celle de la fin du premier semestre 2009. Les huit pays de l'UEMOA plus le Nigéria ont réalisé les objectifs comme les années précédentes. On s'attend à ce que ce scénario soit maintenu jusqu'en fin 2009. La faiblesse des réserves de la Guinée et du Libéria reste un motif de préoccupation.

Concernant la performance globale de la zone, l'UEMOA a atteint l'objectif ciblé (6.1 mois) tandis que la performance de la ZMAO a atteint un niveau très élevé de 14.4 mois de couverture d'importations. Toutefois, la ZMAO moins le Nigéria possède un niveau très bas d'accumulation de réserves internationales qui est de 3.2 mois d'importations. La performance globale de toute la CEDEAO est élevée 11.5 mois, mais si on isole le Nigéria, on se rend compte que l'objectif n'est pas atteint.

Tableau 2.6: CEDEAO – Réserves Extérieures Brutes par Mois d'Importations

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
CAP VERT	1.5	2.0	1.8	2.4	3.4	3.6	4.1	3.7	4.1	3.9	4.0
GAMBIE	7.2	2.9	3.1	4.7	5.2	4.9	4.4	5.8	4.3	4.0	5.3
GHANA	1.2	2.3	4.1	3.7	4.0	3.7	3.9	5.7	2.2	4.7	2.3
GUINEE	2.8	2.3	1.6	1.2	1.1	0.8	0.4	0.5	1.1	1.2	1.8
LIBERIA	2.6	0.0	-0.2	0.2	0.1	0.1	0.7	0.1	0.7	1.0	0.7
NIGERIA	11.3	9.9	8.5	16.1	11.8	15.1	17.4	22.1	15.3	15.7	14.6
SIERRA LEONE	2.3	3.1	1.7	3.3	4.8	4.9	5.1	4.3	4.2	0.0	4.6
UEMOA	6.7	7.6	6.0	6.8	5.7	5.6	6.0	6.0	5.7	6.1	6.0
ZMAO	10.3	9.1	8.0	14.7	10.9	13.8	15.9	20.2	13.9	14.4	13.3
ZMAO Moins Nigeria	2.0	2.4	3.1	2.9	3.2	2.9	2.9	4.0	2.1	3.2	2.4
CEDEAO	9.0	8.5	7.2	12.0	9.1	11.0	12.5	15.3	11.1	11.5	10.8
CEDEAO Moins Nigeria	5.4	6.1	5.1	5.7	5.0	4.8	5.1	5.4	4.7	5.3	5.0
No. of Countries	10	9	9	9	1	1	9	9	1	9	9

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.2.2 Critères Secondaires

2.2.2.1 Dette Intérieures (prohibition de l'accumulation de nouvelles dettes et liquidation du stock des arriérés)

En raison de la non disponibilité d'une masse critique de données en la matière, les performances réalisées dans ce domaine n'ont pas été analysées pour la période. En général si des renseignements relatifs à ce critère sont reçues des pays de l'UEMOA, ce n'est pas toujours le cas avec les pays hors-UEMOA. Il faut espérer que les autres pays fassent l'effort de fournir les renseignements nécessaires car cela permettrait de faire des analyses élaborées sur l'accumulation de la dette intérieure dans les pays membres.

2.2.2.2 Ratio Recettes Fiscales/PNB \geq 20 %

Les performances réalisées en matière de recettes fiscales est demeurée faible durant la période concernée. Comme ce fut le cas en 2008, seuls deux pays (le Cap Vert et le Ghana) ont réalisé ce critère en juin 2009. Cela pose le débat sur l'optimalité des taux moyens d'imposition fiscale dans les pays membres. En effet, il apparaît que avec des taux d'imposition fiscale élevés et un dispositif inefficace de mobilisation d'impôts, il serait pratiquement impossible de maximiser les recettes fiscales. Ceci pourrait même provoquer l'accroissement de l'évasion fiscale et le renforcement des lenteurs administratives aptes à freiner une mobilisation efficace de la recette fiscale. On s'attend à ce que trois pays réalisent ce critère en décembre 2009.

Au niveau zonal, la performance globale est identique à celle des pays. Dans la zone UEMOA, elle était de 15.6% tandis que dans la ZMAO, elle était inférieure à 12.0%. La zone CEDEAO a enregistré 13.2%.

Tableau 2.8: CEDEAO – Ratio Recettes Fiscales/PIB

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BENIN	12.6	13.7	14.4	14.6	14.5	15.4	16.9	17.4	17.2	18.5	18.3
BURKINA FASO	9.4	9.7	10.3	11.8	11.8	12.0	12.5	12.7	12.2	12.9	12.4
CAP VERT	18.7	19.7	18.6	19.6	21.0	23.0	22.8	21.6	22.7	17.7	23.9
COTE D'IVOIRE	14.6	15.8	14.5	14.2	13.9	14.4	15.5	15.6	15.5	16.5	16.2
GAMBIE	19.2	14.1	13.8	22.4	17.2	18.8	19.4	18.2	17.6	16.8	15.9
GHANA	17.2	17.5	19.3	22.4	21.9	22.3	26.1	20.6	27.9	22.3	23.9
GUINEE	11.4	12.0	10.5	9.5	12.2	14.8	13.5	14.4	14.7	15.3	15.5
GUINEE BISSAU	10.4	8.6	9.2	7.7	11.3	11.3	10.8	11.1	10.0	13.1	11.8
LIBERIA	11.4	10.7	6.4	9.2	14.7	13.2	12.6	12.3	12.5	12.8	12.5
MALI	12.7	12.5	14.2	14.8	15.4	14.9	14.2	14.5	13.1	15.5	13.9
NIGER	8.9	10.5	10.5	11.0	10.3	10.7	11.5	12.1	11.7	11.6	11.3
NIGERIA	19.5	14.0	15.7	14.8	17.2	14.9	11.7	18.8	16.2	11.0	13.5
SENEGAL	16.6	16.9	16.8	17.4	18.6	19.0	20.1	18.6	18.0	15.4	21.1
SIERRA LEONE	13.4	11.4	16.7	13.7	8.1	8.5	7.8	9.8	8.6	8.9	8.3
TOGO	10.5	11.5	13.9	15.7	14.6	15.4	16.2	16.0	14.6	15.7	14.3
UEMOA	13.7	14.6	14.4	14.4	14.5	14.9	15.7	15.8	15.1	15.6	16.1
ZMAO	19.1	14.2	15.9	15.3	17.4	15.4	12.8	18.8	17.0	12.0	14.3
CEDEAO	17.3	14.3	15.4	15.0	16.4	15.3	13.8	17.8	16.4	13.2	14.9
Nb. de pays	0	0	0	2	2	2	3	2	2	2	3

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.2.2.3 Masse Salariale/Recette Fiscale ≤ 35 %

La masse salariale globale qui représente une part importante des dépenses récurrentes des Etats Membres de la CEDEAO est également régulièrement surveillée pour voir son impact sur l'exécution fiscale. La situation est identique à celle de fin juin 2009 ; neuf (09) pays (le Bénin, la Gambie, la Guinée, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Togo) ont réalisé cet objectif. Cependant, une détérioration de ce résultat est prévue en fin d'année.

Ni l'UEMOA ni la ZMAO n'a atteint cet objectif, elles ont enregistré respectivement 39,5 et 36,7. Il en est de même pour la zone CEDEAO.

Tableau 2.9: CEDEAO – Masse Salariale/Recettes Fiscales

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BENIN	32.0	31.9	33.5	38.0	39.0	35.6	31.0	24.8	35.6	22.9	32.9
BURKINA FASO	45.7	42.8	41.7	38.8	42.0	44.1	46.5	42.2	44.9	40.7	43.3
CAP VERT	50.3	46.3	63.2	47.9	47.1	46.0	41.6	42.8	38.1	46.4	42.7
COTE D'IVOIRE	41.4	41.6	45.3	44.0	45.0	43.2	43.6	45.0	43.8	58.2	44.8
GAMBIE	40.1	38.0	33.3	23.1	24.3	24.2	22.4	28.7	28.6	30.2	32.0
GHANA	52.9	57.2	49.6	46.1	44.8	55.7	51.5	45.9	53.8	58.3	49.5
GUINEE	32.0	31.0	34.3	32.5	23.2	18.4	25.9	24.8	28.0	32.4	36.7
GUINEE BISSAU	74.3	88.2	111.9	137.0	116.1	110.8	116.5	93.3	111.2	71.5	85.2
LIBERIA	29.0	19.1	26.4	48.0	59.2	34.5	32.9	41.0	28.7	31.2	35.2
MALI	29.1	30.6	27.7	31.2	31.0	30.9	33.4	33.4	35.7	30.9	36.0
NIGER	40.2	38.2	37.5	35.3	34.7	33.3	31.0	31.6	29.8	34.4	32.4
NIGERIA	26.4	47.2	32.6	33.8	17.9	19.5	31.6	32.9	31.2	34.7	24.3
SENEGAL	30.7	31.7	30.1	29.5	30.0	31.0	30.1	31.6	32.4	30.2	29.2
SIERRA LEONE	55.0	63.9	59.7	56.0	65.5	61.6	60.9	57.6	53.3	61.3	52.6
TOGO	51.0	44.7	34.7	32.0	30.4	33.1	32.8	29.8	32.1	33.6	36.2
UEMOA	37.7	37.2	38.3	37.5	38.0	37.5	37.3	38.3	38.5	39.5	37.6
ZMAO	28.8	47.8	34.2	34.9	20.5	22.7	33.3	33.9	33.1	36.7	26.7
CEDEAO	31.9	44.1	35.6	35.9	26.6	27.7	34.6	35.5	34.9	37.6	30.4
Nb. de pays	6	5	8	6	7	8	9	8	7	9	5

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.1.1.2.4 Investissement Public /Recettes Fiscales ≥ 20 %

Les résultats par rapport à ce critère qui mesure la part des ressources nationales dans les investissements des pays membres ont connu la même évolution que ceux du critère relatif à la mobilisation de recettes fiscales ; avec toutefois un léger mieux en termes de nombre de pays ayant réalisé l'objectif en juin 2009. Il s'agit des cinq (05) pays suivants : le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Nigéria et le Sénégal. Il faut par ailleurs s'attendre à une légère amélioration en fin 2009 : les prévisions indiquent que le Mali et le Niger pourraient atteindre l'objectif mais pas la Guinée.

L'UEMOA, la ZMAO et la CEDEAO ont réalisé cet objectif durant la période et le tableau ci-dessous présente les données.

Tableau 2.10: CEDEAO – Investissement Public/Recettes Fiscales

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BENIN	18.9	19.3	23.2	20.0	22.8	12.8	21.0	23.5	23.2	25.8	25.5
BURKINA FASO	24.6	36.0	32.7	42.7	40.8	43.4	35.6	41.2	44.8	32.8	35.7
CABO VERDE	4.2	4.8	3.4	3.3	2.9	2.9	2.0	7.8	1.9	2.5	2.4
COTE D'IVOIRE	7.5	11.6	10.5	12.3	10.7	15.5	12.5	7.3	13.6	9.1	17.9
GAMBIE	6.1	7.5	11.0	14.2	4.8	3.1	6.3	8.6	16.3	14.0	10.0
GHANA	16.4	13.2	18.8	18.4	18.8	25.0	27.3	23.9	35.8	17.5	6.0
GUINEE	5.5	10.2	12.1	16.1	12.6	12.0	11.9	14.5	12.9	20.0	16.9
GUINEE BISSAU	16.9	5.9	4.2	4.2	6.0	2.2	11.7	3.8	10.7	1.9	5.3
LIBERIA	46.1	47.3	0.0	25.6	18.3	14.9	13.8	12.5	12.5	15.1	14.7
MALI	22.0	20.5	24.5	22.8	21.8	23.4	34.5	13.3	25.0	12.3	29.4
NIGER	20.0	18.7	26.6	20.3	28.1	25.3	31.6	17.5	38.8	11.2	24.9
NIGERIA	40.3	30.7	21.4	20.3	20.6	20.0	31.2	28.6	24.6	36.5	26.4
SENEGAL	20.5	23.5	24.1	30.0	33.7	36.6	35.9	27.7	32.8	38.7	29.1
SIERRA LEONE	6.6	9.4	11.3	8.2	7.9	10.6	9.1	15.9	13.4	8.0	11.8
TOGO	2.5	2.6	1.7	1.9	8.4	3.6	4.1	5.6	12.9	6.2	14.3
UEMOA	14.7	15.3	19.5	21.7	23.2	23.9	24.6	25.6	47.7	48.7	50.1
ZMAO	37.4	28.7	20.9	19.9	20.1	20.1	30.3	27.8	25.1	34.4	24.5
CEDEAO	29.8	24.3	20.2	20.5	21.1	21.2	28.2	26.9	32.4	38.9	32.8
Nb. de pays	6	5	6	7	6	6	7	5	7	5	6

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.2.2.5 Taux d'Intérêt Réels Positifs

Ces dernières années, les taux d'intérêt réels ont été constamment négatifs dans la plupart des pays à cause de pressions inflationnistes élevées. La prédominance de taux d'intérêt réels négatifs n'encourage pas la mobilisation de l'épargne nationale et l'intermédiation financières c'est pourquoi il nécessaire de surveiller ce critère. Des avancées significatives ont été enregistrées durant la période ; avec sept (07) pays (le Bénin, le Burkina Faso, la Cote d' Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali et le Togo) ont atteint cet objectif contre deux (02) pays (le Cap Vert et la Gambie) en juin 2008. Cependant, cette performance risque d'être détériorée avant fin 2009 avec une prévision de seulement trois pays qui pourront réaliser l'objectif.

Au niveau zonal et sous-régional, les résultats obtenus par l'UEMOA étaient bien meilleurs que ceux de la CEDEAO et de la ZMAO. En effet, la CEDEAO, l'UEMOA et la ZMAO ont enregistré des taux d'intérêt réels respectifs de -5.0, de 2.6 et de -8.9 identiques à ceux de juin 2009.

Tableau 2.11: CEDEAO – Taux d'Intérêt Réels

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BENIN	-0.5	2.3	2.8	0.8	-0.3	-1.7	3.2	-2.4	-6.4	0.6	0.1
BURKINA FASO	-1.4	-0.4	0.3	2.8	2.7	2.0	1.2	-11.6	-8.1	4.1	-0.4
CAP VERT	-1.0	0.2	5.5	3.8	1.5	-1.5	-1.2	4.6	-3.6	-2.6	-1.8
COTE D'IVOIRE	-0.8	-0.9	3.6	-0.9	0.9	1.5	2.0	-1.7	-5.4	2.7	0.5
GAMBIE	0.9	-4.0	-5.1	6.8	3.2	3.6	-1.0	1.8	-1.8	-0.4	-0.5
GHANA	-6.8	-2.2	-13.9	-2.3	-7.5	-9.4	-11.3	-16.4	-15.9	-18.9	-28.0
GUINEE	2.8	1.3	-8.3	-19.2	-23.0	-20.0	1.8	-9.9	-0.5	5.2	-0.7
GUINEE BISSAU	0.2	2.6	3.4	2.6	3.2	0.3	-5.8	-9.8	-5.2	4.7	-0.3
LIBERIA	-13.7	-5.4	-0.6	-12.7	-3.9	-6.2	-9.1	-10.5	-7.2	-3.8	-6.9
MALI	-1.7	-0.6	8.5	2.0	0.1	-0.1	1.3	-6.8	-4.3	3.1	0.9
NIGER	-0.5	2.9	5.0	-0.1	-0.7	3.2	-1.2	-7.0	-10.1	-3.6	-0.4
NIGERIA	4.0	-8.4	-20.6	-5.6	-10.1	-6.5	-3.0	-9.0	-12.0	-8.4	-4.9
SENEGAL	0.5	2.1	5.0	1.8	2.1	-0.5	-2.6	-2.4	-0.8	4.7	-0.1
SIERRA LEONE	1.3	8.1	-5.8	-6.6	-7.2	-1.8	-8.3	-11.1	-9.2	-4.3	-6.0
TOGO	-0.4	2.0	4.4	-0.4	-2.0	2.0	0.1	-4.9	-6.7	1.1	-0.8
UEMOA	-0.6	0.6	4.2	-0.3	0.6	0.8	0.6	-3.7	-5.0	2.6	1.0
ZMAO	3.1	-7.6	-19.7	-5.6	-10.1	-6.9	-3.6	-9.6	-12.1	-8.9	-6.6
CEDEAO	1.8	-4.8	-11.6	-3.8	-6.5	-4.3	-2.2	-7.6	-9.7	-5.0	-4.1
Nb. de pays	6	8	9	7	7	6	6	2	0	7	3

Sources: AMAO et Banques Centrales

2.2.2.6 Stabilité du Taux de Change Réel à $\pm 5\%$

Il existe deux régimes principaux de taux de change au niveau de la CEDEAO : le régime du taux de change fixe pour le Cap Vert et les huit pays de l'UEMOA ; le régime du taux de change variable pour le Libéria et les pays de la ZMAO. La coexistence des deux régimes de taux de change rend toute évaluation basée sur les fluctuations des taux de change nominaux peu pertinente, par conséquent les analyses basées sur les fluctuations des taux de change présentent beaucoup plus d'intérêt.

Le taux de change réel de la plupart des économies est resté stable durant le premier semestre de 2009. Avec une marge de fluctuation de $\pm 5.0\%$, il y a eu 14 pays qui ont réalisé ce critère durant la période concerné ; il faut s'attendre à ce que tous pays réalisent l'objectif ciblé d'ici la fin de l'année.

L'UEMOA, La ZMAO et la CEDEAO sont restés dans la fourchette ciblée durant le premier semestre.

Tableau 2.12: CEDEAO – Taux de Change Réels

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	H1 2008	2008	H1 2009	2009*
BENIN	3.2	4.8	6.5	2.4	2.3	1.1	0.9	-2.5	4.7	-3.5	0.6
BURKINA FASO	3.3	2.0	6.4	-0.5	3.4	0.1	-0.6	-2.5	6.6	-2.6	0.6
CAP VERT	-3.9	-0.2	0.8	-3.1	5.4	3.3	3.0	-2.9	4.3	0.5	1.5
COTE D'IVOIRE	3.5	4.0	6.9	1.3	0.0	-0.3	1.6	-4.2	4.5	2.7	0.0
GAMBIE	-12.2	-17.5	-28.5	-1.2	6.4	-0.2	9.7	-0.6	14.4	3.0	0.3
GHANA	0.8	0.7	0.8	-1.4	0.0	7.1	1.5	-9.3	9.1	-6.9	2.8
GUINEE	-3.2	-2.3	-6.7	-5.8	-22.4	-7.0	32.6	4.9	4.9	3.2	4.6
GUINEE BISSAU	1.7	2.6	2.8	1.6	-1.8	1.0	3.1	-2.1	9.8	-4.6	0.1
LIBERIA	-23.2	-30.1	-7.2	-14.2	-3.1	-4.6	2.5	2.0	2.7	2.4	2.7
MALI	3.6	4.8	1.1	-2.9	3.1	-1.3	0.5	-2.9	8.0	-4.0	0.4
NIGER	2.3	2.0	3.7	0.6	4.4	-3.1	0.9	-2.3	9.5	-3.9	0.5
NIGERIA	11.1	-0.5	-5.1	2.7	15.3	7.3	-1.9	-7.2	10.8	3.0	4.6
SENEGAL	1.8	2.8	1.8	0.1	-1.2	-0.1	5.3	-1.6	4.2	-3.7	-0.2
SIERRA LEONE	10.8	-12.4	-20.0	-10.6	-11.5	6.2	1.2	1.2	7.9	0.7	0.5
TOGO	3.3	3.7	2.2	1.3	3.2	-1.0	0.8	-1.8	6.1	-3.2	0.5
UEMOA	3.6	4.5	5.0	0.4	1.3	-0.4	1.7	2.7	5.7	6.7	0.2
ZMAO	10.0	-0.6	-4.9	2.1	13.1	7.0	-0.9	-0.9	10.5	2.2	4.4
CEDEAO	7.6	0.9	-1.6	1.4	9.1	4.5	0.0	0.0	8.9	3.7	3.0
Nb. de pays	11	12	7	12	10	11	12	13	6	14	15

Sources: AMAO, AfDB et Banques Centrales

3. CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ET ETAT DE L'HARMONISATION DES POLITIQUES PAR PAYS OU ZONE EN 2009

3.1 PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)²

Les projections de l'activité économique de l'union indiquent un taux de croissance de 3,5% en 2009 contre 3,8% en 2008. Dans la plupart des Etats membres, un taux de croissance moindre est attendu. S'agissant de l'inflation, en 2009, il est attendu une évolution favorable, liée aux perspectives de bonnes récoltes céréalières, à la détente observée sur les cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international. Concernant les finances publiques, en 2009, il est attendu une dégradation des principaux soldes budgétaires. Les recettes budgétaires progresseraient de 7,1% pour atteindre 17,8% du PIB alors que les dépenses totales s'accroîtraient de 14,2% pour atteindre 23,4% du PIB en 2009. Au total, le déficit global hors dons représenterait 5,8% du PIB.

S'agissant du secteur extérieur, pour l'année 2009, les perspectives de l'union font ressortir une augmentation des exportations sous l'hypothèse de relance de la production agricole (cacao, coton et noix de cajou). Cette hausse devrait reposer sur une meilleure organisation des filières et l'entrée en production de nouvelles mines aurifères au Mali et au Burkina. Au total, les projections des Etats portant sur le compte des transactions courantes apparaissent conformes à l'évolution de leur activité économique. La mobilisation des ressources extérieures identifiées dans le contexte de la crise financière constitue toutefois un risque pour la réalisation des objectifs de balance des paiements.

Par rapport à la situation monétaire, les projections relatives à l'année 2009 indiquent que les avoirs extérieurs nets devraient connaître une hausse de 105,0 milliards de F CFA, la masse monétaire s'accroîtrait de 5,0% et le crédit intérieur serait en hausse de 4,7%. La hausse du crédit intérieur serait induite par un accroissement de 5,0% des crédits ordinaires. Pour sa part, la PNG (position nette du Gouvernement) devrait se dégrader de 12,8 milliards de F CFA.

En ce qui concerne l'état de convergence en fin juin 2009, il convient de signaler qu'à l'exception de la Côte d'Ivoire, aucun Etat membre ne respecterait les quatre critères de premier rang, en raison principalement des facteurs d'ordre institutionnel, de gouvernance et des facteurs exogènes. Le ratio du déficit budgétaire de base (hors don) sur le PIB nominal ne serait pas respecté du point de vue communautaire. Ce non respect du critère s'explique en grande partie par la faiblesse de la pression fiscale et la hausse des dépenses courantes, en particulier les salaires et les dépenses de fonctionnement. Quant à l'inflation fin de période, en 2009, il est attendu une évolution favorable, liée aux perspectives de bonnes récoltes céréalières, à la détente observée sur les cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international. L'UEMOA respecterait, en 2009, le critère portant sur la couverture des importations par les réserves et ainsi tous les pays membres aussi respecteraient le critère. Le critère portant sur le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale serait également respecté par tous les pays de l'UEMOA. Depuis 2003 la BCEAO ne finance plus le déficit budgétaire des Etats membres. Il convient de noter que ces deux derniers critères sont donnés à titre indicatif pour les différents pays de l'union. L'UEMOA a des réserves

² Tous les montants concernant la Zone UEMOA sont exprimés en Francs CFA.

communes et une politique monétaire commune pour tous les pays membres. Ainsi, contrairement aux autres critères, spécifiques à chaque pays, l'analyse de ces deux critères ne sera pas reprise au niveau de l'analyse pays.

3.1.1 BENIN

Les objectifs économiques du Bénin pour l'année 2009 s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme pluriannuel 2008-2010 qui vise essentiellement l'accélération de la croissance économique, le maintien des performances budgétaires, la maîtrise des prix et l'amélioration de la compétitivité du secteur extérieur. Toutefois, l'activité économique devrait enregistrer une décélération en raison des effets de la crise financière. Cette situation devrait contribuer à fragiliser les principaux indicateurs économiques.

3.1.1.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

Secteur réel

Les prévisions révisées tablent sur un taux de croissance de 3,8% en 2009 contre un objectif initial de 6,1%. Cette révision à la baisse de l'objectif de croissance s'explique essentiellement par l'impact de la crise financière sur l'économie béninoise dont les principales manifestations sont le repli net des réexportations vers le Nigeria, la chute du cours du coton et la baisse des transferts des immigrants.

En 2009, la croissance attendue dans le secteur primaire serait principalement tirée par la hausse espérée de la production vivrière en liaison avec les mesures d'accompagnement adoptées par le Gouvernement. Ces mesures portent sur la mécanisation, l'apport d'engrais à des prix subventionnés et la mise en œuvre du programme d'urgence de relance de la production du riz.

De même, l'activité devrait être soutenue dans le secteur secondaire en raison notamment des performances de la branche BTP (Bâtiments et Travaux Publics) qui continuera de bénéficier de la poursuite des chantiers de construction immobilière et de bitumage.

Par contre, le secteur tertiaire devrait souffrir de la baisse des activités de réexportation vers le Nigeria. Cette situation sera quelque peu atténuée par le dynamisme dans la branche « Transports et télécommunications ».

Tableau 3.1: Evolution du PIB et de ses composantes

BENIN	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			EN % DU PIB		
Consommation publique	-19,0	20,5	19,2	9,1	9,8	10,9
Consommation privée	17,2	10,6	5,9	83,8	82,3	81,8
Formation brute de capital fixe	9,3	14,9	9,6	19,9	20,3	20,9
Variation des stocks	-10,8	-40,3	0,0	0,8	0,4	0,4
Exportation de biens et services	20,6	27,8	-5,4	20,0	22,7	20,2
Importation de biens et services	32,6	18,7	2,6	33,7	35,5	34,2
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	4,1	16,3	4,6	31,4	32,5	31,9
Secteur secondaire	7,6	8,5	8,8	13,0	12,6	12,8
Secteur tertiaire	9,3	11,5	7,2	55,5	55,0	55,3
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	4,5	-1,0	0,7	92,94	92,04	92,71
Investissement	0,9	0,1	2,7	20,75	20,76	21,31
Epargne intérieure	-36,3	12,7	-8,4	7,06	7,96	7,29

Source : BCEAO/AMAO

S'agissant des prix, l'inflation s'est située à 2,9% en glissement annuel et 4,1% en moyenne contre 9,9% et 9,4% respectivement à la fin de l'année 2008. La baisse de l'inflation est liée à la bonne récolte vivrière en liaison avec les programmes riz et maïs, à la détente observée sur les cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international.

Finances Publiques

En ce qui concerne les finances publiques, l'année 2009 devrait enregistrer une forte progression des recettes budgétaires totales qui s'établiraient à 22,1% du PIB contre un ratio de 19,5% en 2008. Il est prévu, un accroissement de 13% des recettes intérieures grâce notamment aux effets favorables des mesures engagées ces dernières années pour renforcer les capacités de recouvrement des régies financières ainsi que le renforcement du dispositif contre la fraude fiscale. Quant aux dons, ils vont plus que doubler en lien avec l'intervention des bailleurs fonds dans la réalisation de plusieurs projets d'infrastructure.

Du côté des emplois budgétaires, l'année 2009 sera marquée par une hausse de 25% des dépenses totales et prêts nets qui vont atteindre 27,4% du PIB contre un ratio de 22,9% l'année précédente. La poursuite de l'exécution des grands travaux d'infrastructures économiques et sociales est essentiellement à l'origine de cette forte progression des dépenses.

Toutefois, les réalisations à fin juin 2009 traduisent une amélioration des principaux soldes budgétaires. Ainsi, le déficit global s'est établi à 0,8% du PIB en termes annualisés. Le retard dans l'exécution de certaines dépenses est à l'origine de cette situation.

Dans l'ensemble, l'année 2009 sera marquée par une dégradation des principaux soldes budgétaires. Ainsi, le déficit global hors dons s'établirait à 4,4% du PIB contre 3,4% en 2008.

Tableau 3.2 : Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONNS	9,6	34,3	-1,0	22,7
RECETTES BUDGETAIRES	8,7	31,4	6,1	13,0
Recettes fiscales	13,4	17,9	14,7	13,0
Recettes non fiscales	-22,9	165,8	-31,8	12,9
DONNS	16,3	55,8	-45,4	141,9
DEPENSES TOTALES	-2,7	22,8	8,8	25,0
DEPENSES COURANTES	5,1	4,1	18,6	12,4
Traitements et salaires	3,6	6,0	27,5	4,3
DEPENSES EN CAPITAL	-21,4	82,4	-9,1	55,0
Sur ressources intérieures	-36,3	92,7	26,7	24,5
Sur ressources intérieures (en % des RF)	22,8	12,8	21,0	23,2
SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-42,1	-38,5	168,2	37,9

Source : BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

Pour ce qui est des transactions avec l'extérieur, le déficit courant devrait s'aggraver pour représenter 11,4% du PIB. Cette dégradation attendue du compte courant devrait être en lien avec le recul des exportations de coton et la hausse de la demande d'importation soutenue par les grands projets d'infrastructure. Le déficit courant sera essentiellement résorbé par une entrée nette de capitaux publics dans le cadre de certains projets et programmes (réalisation de certains programmes nationaux et communautaires).

Tableau 3.3 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements du BENIN (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-6,6	-10,1	-9,6	-10,3
Export FOB dont :	15,6	19,0	17,4	15,9
Import FOB	-22,2	-29,1	-27,0	-26,2
2-Balance des services	-2,9	-3,6	-3,2	-3,7
3-Balance des revenus	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1
4-Balance des transferts courants	5,5	4,9	4,5	4,8
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-4,6	-9,0	-8,4	-9,3
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	9,4	13,8	9,5	9,7
5-Transferts de capital	24,6	3,2	1,4	3,1
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	-15,1	10,6	8,2	6,6
Investissements directs	1,2	4,7	2,7	2,5
Investissements de portefeuille	0,1	1,2	0,8	0,5
Autres investissements	-16,4	4,6	4,7	3,5
d - SOLDE GLOBAL	5,3	5,4	1,1	0,3
Taux de couverture : Export b&s/Imports b&s	68,1	64,1	64,0	59,0
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/PIB	50,0	62,6	58,3	54,4
Balance courante/PIB	-4,6	-9,0	-8,4	-9,3
Balance courante hors dons/PIB	-4,9	-10,0	-9,4	-11,4
Solde global/PIB	5,3	5,4	1,1	0,3

(*) estimation (**) :Prévision

Secteur monétaire

Dans le domaine monétaire, l'agrégat M2 a connu une hausse de 4,5% au 1^{er} semestre 2009 pour se situer à 1 156 milliards. Cette création monétaire est exclusivement d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont progressé de 21,1% au 30 juin 2009. L'impact de cette hausse sur l'évolution de la masse monétaire au sens large a été atténué par une baisse de 6,6% des avoirs extérieurs nets. La hausse des avoirs intérieurs nets a été essentiellement causé par le retrait opéré par l'Etat sur ses dépôts à hauteur de 91 milliards de francs CFA.

La baisse des avoirs extérieurs concerne exclusivement la Banque Centrale qui a vu ses créances sur l'étranger reculer de 11%. Cette baisse a été quelque peu compensée par un accroissement de 14,3% des avoirs en devises étrangères des banques commerciales.

Par rapport à juin 2008, les principaux agrégats monétaires ont évolué dans le même sens mais de façon plus prononcée comme le montre le graphique ci-après.

Tableau 3.4 : Evolution semestrielle de la situation monétaire du Bénin (en %)

	2006		2007		2008		2009
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	3,7	13,8	-1,1	21,1	11,8	13,9	4,5
Masse monétaire (M1)	1,1	15,5	-6,1	25,0	12,1	14,4	-1,2
Circulation fiduciaire	10,1	17,7	-18,5	15,8	19,8	26,4	-3,2
Dépôts à vue	-6,4	13,4	6,5	32,2	6,9	5,2	0,7
Quasi-monnaie	9,7	10,0	10,2	13,4	11,1	12,8	16,7
Dépôts en monnaies étrangères	-	-	-	-	-	-	-
Autres postes (nets)	-49,0	142,4	-40,2	-34,0	109,8	-32,9	-5,5
AVOIRS							
Crédits net au Gouvernement	38,2	21,7	29,6	38,3	-9,8	-29,9	-49,9
Banque centrale	207,1	27,8	8,4	66,4	-8,5	-28,7	-41,5
Banques créatrices de monnaie	-22,6	12,9	63,9	8,3	-11,9	-32,0	-64,9
Crédit au secteur privé	-1,4	12,5	6,4	17,5	5,8	13,5	0,4
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	-1,4	12,5	6,4	17,5	5,8	13,5	0,4
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	11,9	23,6	-1,2	27,9	9,9	-4,2	-6,6
Banque centrale	21,5	12,1	5,1	13,6	3,4	5,9	-11,0
Banques commerciales	-43,2	165,9	-34,5	147,7	34,9	-33,9	14,3

Source : BCEAO/AMAO

3.1.1.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

L'amélioration d'ensemble des fondamentaux macroéconomiques favorisée notamment par la baisse des pressions inflationnistes s'est répercutée sur le niveau de performance d'ensemble en matière de convergence. Neuf (09) objectifs ont été réalisés en juin 2009 contre cinq (05) au titre de l'année 2008.

Tableau 3.5 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BENIN

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	3,6	2,6	3,1	4,4	3,6	4,6	2,5	1,4	0,6	3,4	0,8	4,4
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	4,2	4,0	2,4	1,5	0,9	3,8	5,2	0,3	5,9	9,9	2,9	3,4
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	4,3	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	5,9
Reserves pays (indicatif)		6,5	6,7	7,0	7,2	7,8	9,3	7,4	7,1	8,3	7,6	6,8	
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs	≤ 0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	12,8	12,6	13,7	14,4	14,6	14,5	15,4	16,9	17,4	17,2	18,5	18,3
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	31,1	32,0	31,9	33,5	38,0	39,0	35,6	31,0	24,8	35,6	22,9	32,9
iv) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	12,4	18,9	19,3	23,2	20,0	22,8	12,8	21,0	23,5	23,2	25,8	25,5
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-0,7	-0,5	2,3	2,8	3,6	-0,3	-1,7	3,2	-2,4	-6,4	0,6	0,1
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	3,2	4,8	6,5	2,4	2,3	1,1	0,9	-2,5	4,7	-3,5	0,6
Nombre de critères respectés		6	7	8	7	7	5	4	9	7	5	9	8

Source: BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

Au niveau des critères de premier rang, tous les objectifs ont été atteints au premier semestre 2009. La tendance en fin d'année 2009 serait vers une légère détérioration par rapport au maintien d'un niveau approprié de déficit public. Cette situation est rendue possible, entre autres, par la baisse des performances de l'administration fiscale et la non maîtrise des dépenses courantes. A la faveur de la baisse des

tensions sur le marché international des produits énergétiques et alimentaires, le taux d'inflation a connu une baisse en fin juin 2009 (2,9%) mais connaîtrait une légère hausse en fin d'année (3,4%).

Au titre des critères de second rang, cinq (05) ont été respectés au 1^{er} semestre 2009 contre trois (03) en 2008. Seul le critère portant sur le ratio recettes fiscales sur PIB n'a pas été respecté. Toutefois, une légère amélioration a été enregistrée par rapport à ce critère avec un ratio qui passe de 18,5% au 1^{er} semestre 2009 contre 17,2% en 2008. La structure des dépenses publiques reste également conforme aux exigences du programme de convergence. La maîtrise des dépenses courantes notamment de la masse salariale permet de garantir un niveau suffisant de dépenses en capital sur ressources internes. Par ailleurs, la hausse modérée des prix à la consommation a favorisé le retour à un taux d'intérêt réel positif et le maintien de la stabilité du taux de change effectif réel.

Si les prévisions se confirment, la performance enregistrée au 1^{er} semestre 2009 pourrait être maintenue à la fin de l'année à l'exception notable du ratio déficit budgétaire hors dons sur PIB qui devrait dévier légèrement par rapport à l'objectif en raison de la réalisation de certaines infrastructures sur financement extérieur.

3.1.1.3 Conclusion et recommandations

L'activité économique a été dynamique en 2008 avec un taux de croissance réel du PIB de 5,0%. Toutefois, l'activité s'est déroulée dans un contexte de fortes pressions inflationnistes. Ce qui a considérablement affecté la performance par rapport à la réalisation des objectifs de convergence macroéconomique.

Pour l'année 2009, l'impact de la crise financière internationale devrait se traduire par un ralentissement de l'activité économique et une dégradation de la situation des finances publiques. Toutefois, les performances en matière de convergence devront connaître une importante amélioration grâce notamment à la baisse des tensions inflationnistes. Les tendances observées à fin juin 2009 confirment cette tendance.

Dans le but de consolider les acquis et garantir la soutenabilité à moyen terme de la performance du pays par rapport aux objectifs de convergence, les mesures ci-après s'avèrent indispensables :

- poursuivre les efforts en cours visant l'amélioration des recettes fiscales et le renforcement des régies financières ;
- contrôler l'évolution du déficit global à travers surtout la rationalisation des dépenses publiques particulièrement les dépenses de fonctionnement qui représentent 60% des dépenses courantes ;
- renforcer la sécurité alimentaire du pays en assurant la diversification de la production vivrière et en améliorant les circuits de distribution des produits vivriers.

BURKINA FASO

Le Burkina a enregistré en 2008 une importante amélioration de son activité économique grâce notamment aux performances du secteur primaire qui a profité de la relance des productions vivrières et des cultures de rente. Toutefois, ce dynamisme économique ne pourra être soutenu en 2009 en raison des effets de la crise économique et financière internationale. Le pays devrait être affecté par la chute du cours de coton, le ralentissement des importations et, par ricochet, des recettes publiques, la baisse des investissements directs et la diminution des transferts privés.

3.1.2.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

Secteur réel

En raison des effets de la crise, les prévisions de croissance pour l'année 2009 ont été ramenées de 5,5% à 3,5%. Cette croissance devrait être essentiellement supportée par le dynamisme de la production de céréalière. De même, il est attendu une progression modeste de la production de coton.

Quant au secteur secondaire, il devrait profiter de la bonne production de coton au cours de la précédente campagne et le regain de la production d'or. Pour sa part, le BTP bénéficiera de la réalisation des travaux prévus dans la Zone d' Activités Commerciales et Administratives (ZACA) à Ouagadougou.

Au niveau du secteur tertiaire, il est attendu un taux de croissance de 4,4% qui sera dû aux réformes en cours pour l'amélioration du climat des affaires mais aussi de l'impact de l'amélioration du réseau routier et l'élargissement de l'accès aux services financiers.

S'agissant des prix, le taux d'inflation en glissement s'est situé à -0,6% à fin juin 2009 contre 11,6% en décembre 2008 et même 15,1% à la même période de l'année précédente. Cette situation repose sur les meilleurs résultats de la production vivrière, la détente observée sur les cours du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international tout comme l'effet du désenclavement des zones de production.

Tableau 3.6 : Evolution du PIB et de ses composantes

BURKINA	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			EN % DU PIB		
Consommation publique	7,1	0,4	3,9	22,9	20,4	19,6
Consommation privée	5,9	5,1	8,1	76,0	70,8	70,8
Formation brute de capital fixe	32,8	7,1	16,1	21,0	19,9	21,4
Variation des stocks	121,2	-165,1	-74,6	-5,7	3,3	0,8
Exportation de biens et services	-2,2	37,1	23,0	10,5	12,8	14,5
Importation de biens et services	4,1	23,6	8,1	24,8	27,1	27,1
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	0,4	36,4	6,9	26,5	32,0	31,7
Secteur secondaire	10,0	6,0	8,3	22,5	21,2	21,2
Secteur tertiaire	9,5	3,7	8,7	51,0	46,8	47,1
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	-0,8	-7,9	-0,8	8,96	1,14	90,42
Investissement	8,0	51,8	-4,4	5,30	3,21	2,19
Epargne intérieure	423,0	750,4	8,1	1,04	8,86	9,58

Source : BCEAO/AMAO

Finances publiques

En matière de finances publiques, le taux de pression fiscale pourrait s'établir à 12,4% à la fin de l'année 2009 grâce notamment à une augmentation de 10,3% des recettes fiscales. Cette augmentation attendue des recettes fiscales devrait reposer sur les efforts de modernisation des régies financières, l'intensification des actions de sensibilisation et la poursuite du programme de lutte contre la fraude. Ce qui devrait atténuer la baisse des recettes liées au commerce extérieur en relation avec les effets de crise.

Pour leur part, les dépenses totales et prêts nets devraient augmenter de plus de 20% pour atteindre l'équivalent de près de 25% du PIB. L'accélération des programmes d'investissement qui ont connu une lenteur en 2008 serait principalement à l'origine de cette augmentation.

Dans l'ensemble, le profil des principaux agrégats budgétaires devrait se détériorer en 2009. Ainsi, le déficit global hors dons devrait passer de 8,7% à 10,5% en raison de l'accroissement plus rapide des dépenses que des recettes. Les résultats budgétaires à fin juin 2009 confirment cette tendance.

Tableau 3.7: Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONS	14,7	8,6	1,0	21,0
RECETTES BUDGETAIRES	7,5	12,0	8,7	9,9
Recettes fiscales	7,6	11,6	9,6	10,3
Recettes non fiscales	5,7	17,9	-1,1	4,3
DONS	34,8	1,0	-18,0	57,0
DEPENSES TOTALES	17,1	12,0	-6,5	20,1
DEPENSES COURANTES	19,4	17,4	-0,4	5,8
Traitements et salaires	13,2	17,6	5,9	6,4
DEPENSES EN CAPITAL	15,1	-2,1	-7,2	40,0
Sur ressources intérieures	14,5	-8,6	37,9	-11,9
Sur ressources intérieures (en % des RF)	40,8	43,4	35,6	44,8
SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	31,0	17,2	-20,4	30,4

Secteur extérieur

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant pourrait connaître une amélioration en 2009 du fait notamment de l'amélioration de la balance commerciale. Au fait l'incidence de l'accroissement des importations de biens d'équipement dans le cadre de la poursuite des programmes d'investissements publics devrait être compensée par le recul de la facture pétrolière et la baisse des importations de produits alimentaires.

Dans le cadre des opérations financières, il est attendu une augmentation des entrées nettes de capitaux en liaison avec les projets financés dans le cadre des Objectifs de Développement du Millénaire. (OMD).

Tableau 3.8 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements du BURKINA FASO (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-8,4	-8,9	-9,1	-7,7
Export FOB dont :	10,2	9,2	8,4	9,0
Import FOB (1)	-18,6	-18,1	-17,6	-16,6
2-Balance des services	-5,5	-5,4	-5,2	-4,9
3-Balance des revenus	0,0	0,0	0,0	-0,2
4-Balance des transferts courants	4,4	6,0	5,0	5,0
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-9,6	-8,3	-9,4	-7,8
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	11,2	14,2	8,3	8,1
5-Transferts de capital	27,1	4,3	2,4	3,9
6-Acquisitions / cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	-16,0	9,8	5,9	4,2
Investissements directs	0,6	5,1	1,0	0,4
Investissements de portefeuille	0,0	0,1	0,1	0,2
Autres investissements	-16,5	4,6	4,8	3,6
d - SOLDE GLOBAL	1,6	5,8	-1,1	0,3
Taux de couverture : Export/Imports	45,2	42,6	40,3	44,6
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB	37,0	35,4	33,7	32,9
Balance courante/PIB	-9,6	-8,3	-9,4	-7,8
Balance courante hors dons/PIB	-11,5	-11,2	-11,9	-10,7
Solde global/PIB	1,6	5,8	-1,1	0,3

Source : BCEAO/AMAO; (*) estimation (**) :Prévision

Secteur monétaire

Au 30 juin 2009, la masse monétaire a connu un accroissement de près de 10% par rapport à son niveau à la fin de l'année 2008. Cette importante création monétaire est exclusivement d'origine externe. Les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont renforcés de 34,7% pour atteindre l'équivalent de 760 millions d'euros. L'accroissement des avoirs extérieurs concerne à la fois la Banque Centrale et les banques créatrices de monnaie. La Banque Centrale a vu ses avoirs augmenter de 22% alors que ceux des banques commerciales ont plus que doublé. A l'inverse, les avoirs intérieurs nets ont reculé de 2,7% en raison de la consolidation de la position nette de l'Etat dans le système bancaire et la baisse de 1,3% des créances sur le secteur privé.

Tableau 9 : Evolution semestrielle de la situation monétaire (en %)

	2 006		2 007		2 008		2009
	Jun	Déc.	Jun	Déc.	Jun	Déc.	Jun
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	7,8	2,1	18,4	3,8	-0,3	12,3	9,7
Masse monétaire (M1)	1,4	2,8	19,2	5,1	-9,2	18,3	10,6
Circulation fiduciaire	-5,2	-2,6	38,4	3,0	-22,3	35,8	12,0
Dépôts à vue	5,6	5,8	9,2	6,6	-0,7	9,6	9,7
Quasi-monnaie	20,3	1,0	17,0	1,6	15,2	4,1	8,2
Autres postes (nets)	6,2	26,1	-47,2	29,4	-1,6	30,1	39,5
AVOIRS	-1,4	7,3	-24,3	16,5	13,6	17,6	-2,7
Crédits net au Gouvernement	-398,9	10,7	345,1	-29,9	-22,5	-17,9	12,7
Banque centrale	-121,5	-105,0	-20925,0	-15,7	-38,5	-46,5	150,6
Banques commerciales	-31,7	58,9	66,1	-53,3	24,7	24,1	-74,3
Crédit au secteur privé	6,2	7,4	-3,8	4,6	7,4	13,2	-1,3
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	6,2	7,5	-3,6	4,6	7,2	13,3	-1,3
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	33,7	-2,8	95,5	-5,3	-15,6	7,0	34,7
Banque centrale	38,6	-10,9	93,2	-9,5	-17,9	8,4	22,0
Banques commerciales	-107,0	-4625,0	122,1	35,1	0,0	-0,6	108,9

Source : BCEAO/AMAO

3.1.2.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

L'état de convergence s'est nettement amélioré au 1^{er} semestre 2009 par rapport à celui enregistré en 2008. En effet, le nombre total de critères respectés est passé de trois (03) en 2008 à sept (07) au 1^{er} semestre 2009. Cette situation s'explique par les performances enregistrées en matière de maîtrise du niveau des prix à la consommation qui a favorisé une meilleure stabilité du taux de change réel.

Tableau 3.10: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BURKINA FASO

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	11,7	6,7	9,1	8,2	8,6	9,1	11,3	12,4	8,8	8,7	7,5	10,5
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	-3,0	4,0	2,4	1,5	0,9	4,5	1,5	2,3	15,1	11,6	-0,6	3,9
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		6,0	6,7	7,6	6,0	6,8	4,5	4,8	8,0	6,7	6,0	7,2	6,7
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs	≤ 0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	11,8	9,4	9,7	10,3	11,8	11,8	12,0	12,5	12,7	12,2	12,8	12,4
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	43,7	45,7	42,8	41,7	38,8	42,0	44,1	46,5	42,2	44,9	45,1	43,3
iv) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	23,4	24,6	36,0	32,7	42,7	40,8	43,4	35,6	41,2	44,8	30,7	35,7
v) Taux d'intérêt réel	> 0	6,5	-1,4	-0,4	0,3	2,8	2,7	2,0	1,2	-11,6	-8,1	4,1	-0,4
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	3,3	2,0	6,4	-0,5	3,4	0,1	-0,6	-2,5	6,6	-2,6	0,6
Nombre de critères respectés		6	6	6	7	7	6	6	7	5	3	7	6

Source: BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

Au 1^{er} semestre 2009, tous les critères de 1^{er} rang ont été réalisés à l'exception du déficit budgétaire hors dons. Celui-ci, reste toujours élevé en raison de la prédominance des aides budgétaires dans le financement des projets publics. S'agissant de l'inflation, une correction s'est opérée au 1^{er} semestre 2009 après la forte augmentation des prix au cours de l'année 2008. Le niveau général des prix à la consommation a connu une baisse de 0,6% en glissement annuel.

Au niveau des critères de second rang, le faible niveau de pression fiscale et l'importance des salaires dans la structure des dépenses publiques continuent de poser problème. Ces deux critères n'ont jamais été respectés depuis 2000. A l'inverse, l'Etat continue toujours d'allouer des ressources importantes à l'investissement et la déflation observée a favorisé le retour à des taux d'intérêts réels positifs. Le même facteur a contribué à garantir une faible fluctuation du taux de change effectif réel.

La performance enregistrée au cours du 1^{er} semestre 2009 devrait être maintenue à la fin de l'année à l'exception du taux d'intérêt réel qui pourrait être légèrement négatif si les craintes de remontée de l'inflation se confirment.

3.1.2.3 Conclusions et recommandations

En dehors des poussées inflationnistes résultant des crises alimentaires et énergétiques, l'évolution de la situation macroéconomique en 2008 a été satisfaisante. Toutefois, la situation dans le secteur du coton reste fragile en raison notamment de l'orientation des cours sur le marché international. Cette situation combinée aux autres effets de la crise financière pourrait affecter le cadre macroéconomique et affecter la pauvreté des populations dont beaucoup dépendent de la filière cotonnière. Cependant, la performance enregistrée en matière de

convergence au 1^{er} semestre 2009 pourrait se confirmer dans une large mesure à la fin de l'année.

Pour renforcer la situation économique et financière, les mesures ci-après apparaissent indispensables :

1. accroître les performances de l'administration fiscale à travers le renforcement des capacités et la poursuite du programme de sensibilisation des contribuables dans le but de développer un meilleur civisme fiscal ;
2. assurer une meilleure maîtrise des salaires qui continuent d'absorber l'essentiel des ressources mobilisées ;
3. poursuivre la restructuration de la filière coton pour renforcer la compétitivité du secteur ;
4. renforcer le dispositif de sécurité alimentaire à travers notamment la diversification de la production et l'amélioration des circuits de commercialisation.

3.1.3 LA COTE D'IVOIRE

Avec un taux de croissance 2,3%, la situation économique ivoirienne a connu une importante amélioration en 2008. Les perspectives restent très optimistes pour l'année 2009 en raison notamment de l'impact limité de la crise financière sur l'économie du pays notamment les principaux secteurs d'exportation, l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTE et les résultats attendus de la mise en œuvre du programme appuyé par la FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance) conclu en mars 2009.

3.1.3.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

Secteur primaire

Pour l'année 2009, les autorités visent un taux de croissance de l'activité économique de 3,7% contre une prévision initiale de 4,3%. Le maintien d'un objectif élevé de croissance s'explique par l'impact jusque là limité de la crise financière internationale sur l'économie ivoirienne. En effet, le cours du cacao, principal produit d'exportation, reste bien tenu. Ainsi, la croissance attendue en 2009 sera essentiellement portée par le secteur primaire.

Cette forte croissance devrait être essentiellement portée par le secteur primaire dont la valeur ajoutée pourrait enregistrer une hausse de 4,9%. Cette perspective repose sur l'hypothèse de bonnes performances de l'agriculture notamment la production réservée à l'exportation. L'amélioration attendue de l'agriculture d'exportation repose sur le redressement de la production de cacao et de café et la relance de la culture de coton dont la filière a connu des difficultés au cours des dernières années. En plus, il est attendu une hausse de 3,4% de la production alimentaire en relation avec la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre du programme de relance de la production rizicole dont l'objectif affiché par le Gouvernement est d'atteindre à l'horizon 2012 l'autosuffisance alimentaire.

Les secteurs secondaire et tertiaire continueraient de bénéficier d'un appui de l'Etat notamment sous forme d'incitations fiscales. Toutefois, l'accroissement de la valeur ajoutée dans les BTP devrait être faible en raison du retard enregistré dans la réalisation de certains grands chantiers du fait notamment de l'insuffisance des ressources. La croissance attendue dans le secteur tertiaire sera tirée par les télécommunications, le commerce, le transport et le redressement des services.

S'agissant des prix, le taux d'inflation s'est établi à 0,8% en glissement annuel contre 9,0% à la fin de l'année 2008. En moyenne, le taux d'inflation est passé de 8,8% en décembre 2008 à 2,2% en juin 2009. La baisse des tensions inflationnistes est due à la chute des prix sur le marché international des produits alimentaires et énergétiques. Le taux d'inflation en glissement annuel pourrait s'établir à 3,0%.

Tableau 3.11 : Evolution du PIB et de ces composantes

COTE D'IVOIRE	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			VARIATION EN % DU PIB		
Consommation publique	11,8	9,0	6,1	14,9	16,1	15,2
Consommation privée	2,4	6,8	4,6	67,9	72,0	67,2
Formation brute de capital fixe	12,5	14,7	10,0	9,4	10,7	10,5
Variation des stocks	6,3	3,9	1,2	1,3	1,3	1,2
Exportation de biens et services	-7,4	10,1	-13,7	46,9	51,2	39,5
Importation de biens et services	1,3	4,2	-15,3	41,8	43,3	32,7
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	8,9	13,0	8,6	23,5	26,4	25,6
Secteur secondaire	2,1	14,8	-1,6	24,9	28,4	24,9
Secteur tertiaire	-4,7	7,3	5,9	50,0	53,2	50,3
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	4,0	-3,0	0,3	4,02	1,49	1,70
Investissement	11,7	2,6	4,2	10,85	11,13	11,61
Epargne intérieure	-16,8	15,9	-1,1	5,98	8,51	8,30

Source : BCEAO/AMAO

Finances publiques

A fin juin 2009, les recettes intérieures ont été mobilisées à hauteur de 1 003,7 milliards de F CFA, soit 48,2% des prévisions au titre de l'année 2009. L'essentiel des ressources mobilisées au niveau intérieur concernent les recettes fiscales notamment les impôts directs des personnes morales, la TVA, les droits d'enregistrement dans la filière Café-Cacao et les droits de douane. Par rapport aux recettes non fiscales, les ressources mobilisées représentent 40% des prévisions pour l'année 2009. Par contre, les dons collectés à fin juin 2009 sont très largement au dessus des prévisions au titre de l'année 2009. Près de 250 milliards de F CFA ont été reçus de la BAD dans le cadre de l'apurement d'arriérés et de divers appuis budgétaires.

Les dépenses totales et prêts nets, à fin juin 2009, se sont élevées à 1075,7 milliards de FCFA, soit environ 50% des prévisions au titre de l'année 2009. Près de 90% de ces dépenses concerne des dépenses courantes. Quant aux dépenses courantes primaires (hors intérêts), elles ont absorbé plus de 75% des emplois.

Au total, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldé par un déficit base engagement hors dons de 71,9 milliards de francs CFA soit, 1,3% du PIB en rythme annualisé soit exactement le même niveau que l'année précédente. A part, le niveau faible du déficit global, l'évolution des autres indicateurs budgétaires n'est pas conforme à l'orientation souhaitée par le programme de convergence macroéconomique de la CEDEAO.

Pour l'ensemble de l'année 2009, il est attendu une progression de 8% des recettes intérieures grâce notamment à la reprise de l'activité économique et à la poursuite de l'amélioration de l'efficacité des régies financières. L'effet des mesures prises dans ce cadre sera atténué par la baisse des recettes tirées de la filière pétrole/gaz en raison principalement de la chute du cours mondial. Quant aux dépenses totales, elles devraient enregistrer une hausse de près de 5% pour atteindre l'équivalent de 20% du PIB. Au total, le déficit global devrait se situer légèrement en dessous de son niveau de 2008.

Tableau 3.12 : Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONS	3,2	15,8	15,4	0,0
RECETTES BUDGETAIRES	8,8	13,6	8,7	8,0
Recettes fiscales	9,0	7,6	10,8	9,3
Recettes non fiscales	0,0	58,7	3,5	-7,2
DONS	-84,0	255,0	242,0	-85,8
DEPENSES TOTALES	0,6	12,7	11,3	-0,2
DEPENSES COURANTES	1,6	11,7	14,3	4,8
Traitements et salaires	4,6	8,7	11,2	11,9
DEPENSES EN CAPITAL	1,6	6,1	26,0	26,2
Sur ressources intérieures	58,0	-13,3	21,2	43,3
Sur ressources intérieures (en % des RF)	10,7	15,5	12,5	13,6
SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-41,5	-6,9	70,9	-18,7

Source : BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

En ce qui concerne le secteur extérieur, la Côte d'Ivoire devrait afficher un excédent global après le déficit exceptionnel de l'année précédent. Les projections tablent sur un excédent global de 50 milliards de FCFA (0,5% du PIB) contre un déficit 15,6 milliards en 2008 (-0,1% du PIB). Cette embellie repose essentiellement sur l'amélioration attendue au niveau du compte capital et opérations financières en rapport avec la mobilisation attendue des ressources dans le cadre de la FRPC et les retombées de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Par contre, le compte courant devrait enregistrer une légère détérioration résultant essentiellement de la chute du cours du pétrole qui pourrait se traduire par une baisse de 14,6% des recettes d'exportation. Cette baisse sera toutefois atténuée par l'allègement de la facture d'importation en liaison avec la baisse du prix de certains produits importés notamment les matières premières.

Tableau 3.13 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements de la Côte d'Ivoire (en %)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	17,1	13,0	14,2	12,6
Export FOB dont :	46,7	43,8	43,1	35,2
Import FOB	-29,6	-30,8	-28,9	-22,7
2-Balance des services	-7,7	-7,8	-6,8	-5,9
3-Balance des revenus	-3,9	-4,1	-3,8	-3,6
4-Balance des transferts courants	-2,9	-1,7	-1,5	-1,4
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	2,6	-0,7	2,1	1,8
b-COMPTÉ DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	-1,2	2,8	-2,2	-1,3
5-Transferts de capital	0,2	0,5	0,4	0,1
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	-1,4	2,3	-2,6	-1,4
Investissements directs	1,8	2,2	1,7	1,8
Investissements de portefeuille	0,1	0,5	0,1	-0,8
Autres investissements	-3,3	-0,3	-4,4	-2,4
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	1,2	2,2	-0,1	0,5
Taux de couverture : Export/Imports (%)	122,6	111,8	118,4	120,6
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB (%)	93,3	91,9	87,5	71,6
Balance courante/PIB (%)	2,6	-0,7	2,1	1,8
Balance courante hors dons/PIB (%)	2,6	-1,3	0,7	0,2
Solde global/PIB (%)	1,2	2,2	-0,1	0,5

(*) estimation (**) :Prévision

Source : BCEAO/AMAO

Secteur monétaire

S'agissant du secteur monétaire, l'agrégat M2 s'est situé au 30 juin 2009 en recul de 5,2% par rapport à son niveau à la fin de l'année 2008. Cette baisse de la masse monétaire est à la fois d'origine interne et externe. Les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont connu un recul de 12,6% pour s'établir à l'équivalent de 1,4 milliards d'euros. La baisse des avoirs extérieurs concerne à la fois la Banque Centrale et le banques de dépôt. Dans les deux cas, les avoirs extérieurs ont baissé de plus de 60 milliards. Au niveau interne, le crédit intérieur net s'est replié de 2,3% en raison de la baisse des créances sur l'Etat et le secteur privé.

Tableau 3.14 : Evolution semestrielle de la situation monétaire (en %)

	2006		2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	-1,6	12,1	2,3	20,8	-3,1	9,0	-5,2
Masse monétaire (M1)	-3,1	14,5	-1,0	29,2	-7,7	9,3	-9,0
Circulation fiduciaire	-9,1	18,9	-7,0	37,6	-11,5	16,9	-17,9
Dépôts à vue	4,0	10,0	5,5	21,0	-3,5	1,5	1,3
Quasi-monnaie	1,4	7,3	9,2	5,0	7,8	8,5	2,4
Autres postes (nets)	3,7	-17,9	-6,0	5,9	-16,9	-5,5	-14,6
AVOIRS							
Crédits net au Gouvernement	1,7	-10,5	-11,4	40,8	0,4	-7,6	10,8
Banque centrale	-9,7	-17,0	-6,2	-3,8	1,1	20,6	14,3
Banques commerciales	36,9	3,0	-20,0	126,7	-0,1	-30,9	5,7
Crédit au secteur privé	-8,9	19,1	-7,6	28,3	-0,5	11,8	-5,3
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	-8,9	19,0	-7,5	28,3	-0,6	11,9	-5,4
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	10,3	5,8	21,8	3,6	-10,5	10,0	-12,6
Banque centrale	8,1	16,1	21,9	5,1	-6,9	2,7	-7,1
Banques commerciales	25,9	-57,8	19,9	-22,8	-93,6	2533,3	-85,9

Source : BCEAO/AMAO

3.1.3.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

L'analyse de l'état de la convergence de l'économie ivoirienne révèle que la performance du pays s'est beaucoup améliorée au 1^{er} semestre 2009 avec six objectifs réalisés dont les quatre de 1^{er} rang.

Tableau 3.15: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA COTE D'IVOIRE

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	1,5	0,4	2,0	3,2	2,6	2,7	1,5	1,4	1,3	2,1	1,3	1,7
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	2,5	4,3	3,1	3,3	1,4	2,6	2,0	1,5	5,2	8,9	0,8	3,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	3,9	3,0	3,4	4,0	3,5	3,7	4,1	3,5
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs	≤ 0	0,0	0,5	22,1	141,8	72,9	17,5	29,7	43,8	0,0	107,9	11,3	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	14,3	14,6	15,8	14,5	14,2	13,9	14,4	15,5	15,6	15,5	16,5	16,2
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	42,1	41,4	41,6	45,3	44,0	45,0	43,2	43,6	45,0	43,8	58,2	44,8
iv) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	10,6	7,5	11,6	10,5	12,3	10,7	15,5	12,5	7,3	13,6	9,1	17,9
v) Taux d'intérêt réel	> 0	1,6	-0,8	-0,9	1,0	2,1	0,9	1,5	2,0	-1,7	-5,4	2,7	0,5
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	3,5	4,0	6,9	1,3	0,0	-0,3	1,6	-4,2	4,5	2,7	0,0
Nombre de critères respectés		5	5	5	5	6	5	6	6	5	3	6	7

Source: BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

La baisse des tensions inflationnistes combinée avec l'accumulation de réserves de change par la BCEAO a favorisé la réalisation de tous les critères de 1^{er} rang. Il faut

dire qu'à part les poussées inflationnistes enregistrées en 2008, la Côte d'Ivoire a toujours réussi à atteindre les objectifs de premier rang.

Contrairement aux critères de 1^{er} rang, la réalisation des objectifs de second rang continue de poser problème. Au 1^{er} semestre 2009, seuls deux critères de second rang à savoir le taux d'intérêt réel positif et la stabilité du taux de change effectif réel ont pu être atteints grâce à la baisse des tensions inflationnistes sur les produits énergétiques et alimentaires. Tous les autres critères ne sont pas encore satisfaits. Les recettes fiscales progressent mais demeurent encore loin du minimum communautaire. La masse salariale continue d'absorber l'essentiel des recettes fiscales. Ce qui ne permet pas la réalisation des investissements suffisants. Par ailleurs, l'Etat continue d'accumuler des arriérés intérieurs.

Si les prévisions se confirment, le pays pourrait réaliser un critère supplémentaire à savoir la non accumulation d'arriérés intérieurs. Les ressources PPTE devraient favoriser cela.

3.1.3.3 Conclusions et recommandations

L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE qui donne lieu à une importante réduction du fardeau de la dette devrait favoriser le renforcement de la situation économique qui a connue une amélioration significative en 2008. Ainsi, le programme soutenu par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance devrait contribuer à renforcer le cadre macroéconomique. Cette perspective pourrait être consolidée par le renforcement de la situation politique dans la perspective de l'organisation de l'élection présidentielle en fin d'année. Cependant, les effets de la crise financière internationale pourraient compromettre l'amélioration de la situation économique et financière du pays.

C'est pourquoi, la mise en œuvre des recommandations ci-après s'avère indispensable :

- consolider la stabilité socio politique assurant le respect des accords de paix notamment l'organisation de l'élection présidentielle libre et transparente;
- améliorer le recouvrement des recettes par le renforcement et la modernisation de l'administration fiscale ;
- améliorer la structure des dépenses publiques en veillant notamment à la maîtrise des salaires afin de pouvoir accroître la part réservée à l'investissement ;
- poursuivre les réformes structurelles, en particulier dans les filières café, cacao, coton, pétrole et autres énergies dans le but de lever les contraintes structurelles qui pèsent sur ces secteurs.

3.1.4 LA GUINEE-BISSAU

L'activité économique a nettement progressé en 2008 sous l'effet de la mise en œuvre du programme économique et financier du gouvernement qui continue d'être exécuté avec le l'aide des ressources mobilisées dans le cadre de l'initiative Aide d'Urgence Post-Conflic.

Pour l'année 2009, les Autorités sont déterminés à maintenir un niveau de croissance compatible avec les objectifs de réduction de la pauvreté. Toutefois, l'effondrement du cours de la noix de cajou, principal produit d'exportation du pays, risque d'affecter la situation économique et les finances publiques.

3.1.4.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

Secteur réel

En 2009, le PIB devrait enregistrer un taux de croissance réel de 3,2% contre 3,1% en 2008. La hausse de l'activité qui devrait reposer sur les contributions de tous les secteurs se fonde sur l'engagement du Gouvernement à relancer la croissance économique. A cet égard, le Gouvernement envisage la réalisation de certaines infrastructures notamment la construction de digues pour accroître la production du riz dans le cadre de la mise en œuvre effective des actions prévues dans le cadre du Projet de réhabilitation du Secteur Agricole et Rural (PRESAR). Alors que la modernisation du port de pêche de Bissau dans le cadre du Projet d'Appui au secteur de la Pêche (PASP) devrait favoriser une relance de la production.

Pour sa part, la croissance du secteur secondaire devrait se situer au dessus de 5,0% en liaison avec la normalisation de la production et de la distribution de l'énergie électrique, à la faveur des réformes prévues dans le secteur dont le financement est obtenu auprès de la Banque Mondiale (5,750 milliards de FCFA) et de la Banque Ouest Africaine de Développement (2,725 milliards de FCFA).

De son côté, la croissance dans le secteur tertiaire devrait essentiellement être portée par le développement des activités dans les secteurs des télécommunications, du commerce, des hôtels et restaurants et des transports.

En matière de prix, le taux d'inflation s'est situé à -1,2% en glissement annuel à fin juin 2009 contre 13,3% à la même période de l'année 2008. Le ralentissement de la progression des prix des produits alimentaires explique cette évolution.

Tableau 3.16 : Evolution du PIB (données en %)

GUINEE BISSAU	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			VARIATION EN % DU PIB		
Consommation publique	41,2	4,4	42,6	27,4	25,6	34,5
Consommation privée	-4,8	12,9	6,5	82,5	83,2	83,8
Formation brute de capital fixe	12,2	11,6	46,5	16,3	16,3	22,6
Variation des stocks	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	27,9	7,1	-5,4	32,8	31,4	28,1
Importation de biens et services	12,9	7,0	29,1	59,1	56,5	69,0
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	6,3	9,8	6,3	54,6	53,6	53,9
Secteur secondaire	7,8	18,6	5,4	30,6	32,5	32,4
Secteur tertiaire	4,3	5,8	4,2	14,7	13,9	13,7
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	-2,6	-1,0	8,7	109,95	08,82	118,33
Investissement	5,4	-0,3	38,6	16,33	6,28	22,56
Epargne intérieure	-22,9	-11,3	107,8	(9,95)	(8,82)	(18,33)

Source : BCEAO/AMAO

Finances publiques

S'agissant des finances publiques, les principaux agrégats budgétaires vont connaître une légère amélioration. Les recettes intérieures vont augmenter de 12,2% alors que les dépenses totales reculeront de 2,2%. Ce qui devrait permettre une amélioration du déficit budgétaire global hors dons. Celui-ci pourrait s'établir à 19,3% du PIB contre un ratio de 23,3% en 2008.

Tableau 3.17 : Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONS	9,2	2,1	18,6	4,1
RECETTES BUDGETAIRES	12,6	-15,6	23,3	12,2
Recettes fiscales	0,9	1,6	4,3	24,0
Recettes non fiscales	34,9	-40,0	69,2	-5,3
DONS	3,9	28,4	14,0	-4,5
DEPENSES TOTALES	-4,5	12,2	8,9	-2,2
DEPENSES COURANTES				
Traitements et salaires	-3,8	6,8	-0,5	-5,0
DEPENSES EN CAPITAL	-22,7	37,9	14,2	2,9
Sur ressources intérieures	-63,6	450,0	-4,5	-38,1
Sur ressources intérieures (en % des RF)	6,0	2,2	11,7	10,7
SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-16,6	38,5	0,4	-12,5

Source : BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

En ce qui concerne les comptes extérieurs, il est attendu une dégradation du compte courant étant donné que la réalisation du programme d'investissement public nécessite des importations massives de biens d'équipements et intermédiaires. Cette situation combinée à la baisse des exportations induite par le recul du prix de la noix de cajou se traduira par une aggravation du déficit sur biens. Il est également attendu une hausse du déficit sur échange de services mais également le recul des transferts courants en raison de la baisse des recettes au titre des licences de pêche.

Cette détérioration du compte courant pourra être atténuée par l'accroissement des appuis budgétaires. Le doublement des dons-projet pourrait favoriser un excédent de 303,3 milliards du compte capital et opérations financières. Au total, le solde

global de la balance des paiements pourrait ressortir excédentaire de l'ordre de 10 milliards de francs CFA soit 1% du PIB.

Tableau 3.18 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements de Guinée-Bissau (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-16,8	-16,7	-16,3	-27,3
Export FOB dont :	23,7	29,4	28,7	25,5
Import FOB	-40,5	-46,1	-45,0	-52,8
2-Balance des services	-11,5	-9,6	-8,8	-13,6
3-Balance des revenus	-2,8	-2,7	-2,8	-2,4
4-Balance des transferts courants	18,4	20,6	22,5	17,5
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-12,7	-8,4	-5,4	-25,8
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	14,2	13,9	11,6	26,8
5-Transferts de capital	10,2	8,8	8,3	32,4
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	4,0	5,1	3,3	-5,6
Investissements directs	5,5	5,2	2,6	2,2
Investissements de portefeuille	0,4	0,3	0,3	0,2
Autres investissements	-2,0	-0,3	0,4	-8,0
d - SOLDE GLOBAL	1,1	6,9	7,7	1,0
Taux de couverture : Export/Imports	46,6	59,5	61,0	43,7
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB	77,9	103,3	103,4	104,4
Balance courante/PIB	-12,7	-8,4	-5,4	-25,8
Balance courante hors dons/PIB	-19,0	-18,1	-13,8	-36,3
Solde global/PIB	1,1	6,9	7,7	1,0

Source : BCEAO/AMAO (*) estimation (**) :Prévision

Secteur monétaire

A fin juin 2009, la masse monétaire au sens large a enregistré une hausse de 8,6% par rapport à son niveau à fin décembre 2008. Les facteurs à l'origine de cette création monétaire sont aussi bien internes qu'externes. En effet, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont, sur la période, renforcés de 4,1%. Cette accumulation de réserves concerne exclusivement la Banque Centrale qui a vu ses créances sur l'étranger augmenter de l'ordre de 14,0%. Par contre, les avoirs en devises de banques créatrices de monnaie ont connu une baisse de plus de 35%. Pour sa part, le crédit intérieur net a progressé de 21,3% exclusivement au bénéfice du secteur privé. Au cours du 1^{er} semestre 2009, le crédit au secteur privé a augmenté de 42,5%. L'impact de cette hausse sur l'évolution du crédit intérieur a été atténué par le recul de 22% du crédit à l'Etat. L'encaissement de ressources extérieures a permis de conforter la position de l'Etat dans les caisses de la Banque Centrale et l'amélioration du niveau des réserves.

Tableau 3.19 : Evolution semestrielle de la situation monétaire (en %)

	2006		2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	4,6	0,7	12,9	10,6	54,1	-16,0	8,6
Masse monétaire (M1)	4,5	0,4	10,7	7,7	58,1	-19,7	10,3
Circulation fiduciaire	-0,2	-1,7	-2,5	12,4	56,6	-21,7	13,9
Dépôts à vue	23,3	7,1	49,4	-1,3	61,5	-15,4	3,3
Quasi-monnaie	6,2	11,8	72,7	62,9	6,7	49,1	-7,1
Autres postes (nets)	3200,0	45,5	-4,2	-28,3	-118,2	-966,7	15,4
AVOIRS	3,8	1,8	40,1	-11,5	143,3	-45,0	21,3
Crédits net au Gouvernement	-19,4	4,0	4,8	-6,2	52,7	-41,7	-22,0
Banque centrale	-6,9	-13,9	-4,8	-6,0	3,2	-16,5	-9,9
Banques commerciales	214,3	-95,5	-996,0	-8,9	623,0	-83,1	-120,0
Crédit au secteur privé	88,2	-1,6	98,4	-16,0	231,4	-46,6	42,5
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	88,2	-1,6	98,4	-16,0	231,4	-46,6	42,5
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	14,0	4,1	0,0	18,9	7,4	20,4	4,1
Banque centrale	-7,3	-0,3	9,4	19,4	44,1	-17,0	14,1
Banques commerciales	-2600,0	24,0	-34,4	16,4	-222,5	-255,2	-35,6

Source : BCEAO/AMAO

3.1.4.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au chapitre de la convergence, l'année 2008 a été marquée par une importante amélioration du niveau de performance. Le nombre de réalisations a été de six (06) critères au 1^{er} semestre 2009 contre seulement un (01) critère lors de l'évaluation précédente (Décembre 2008).

Tableau 3.20 SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GUINEE BISSAU

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	? 4%	24,9	24,7	13,6	23,0	30,1	24,2	19,9	26,0	6,8	23,3	5,6	19,3
ii) Taux d'inflation	? 5%	8,6	3,3	3,9	-3,5	0,9	0,3	3,2	9,3	13,3	8,7	-1,2	3,8
iii) Financement BC	? 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	? 6 mois Imports	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	6,6	8,3	6,3	6,5	10,6	7,1	6,1	8,1
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs			3,4	5,3	15,8	0,0	4,2	5,5	2,6	0,0	3,1	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	? 20%	11,4	10,4	8,6	9,2	7,7	11,3	11,3	10,8	11,1	10,0	13,1	11,8
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	? 35% RF	60,0	74,3	88,2	111,9	137,0	116,1	110,8	116,5	93,3	111,2	71,5	85,2
iv) Investissements interes/Recettes	? 20% RF	20,0	16,9	5,9	4,2	4,2	6,0	2,2	11,7	3,8	10,7	1,9	5,3
v) Taux d'intérêt réel	> 0	-5,1	0,2	2,6	3,4	2,6	3,2	0,3	-5,8	-9,8	-5,2	4,7	-0,3
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	1,7	2,6	2,8	1,6	-1,8	1,0	3,1	-2,1	9,8	-4,6	0,1
Nombre de critères respectés		3	5	5	5	6	4	5	3	4	1	6	5

Source: BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

Alors que le pays a subi de fortes pressions inflationnistes depuis 2007, une correction s'est opérée au 1^{er} semestre 2009 à la suite de la détente sur les prix des produits alimentaires et énergétiques. Le niveau des prix a, en glissement annuel, diminué de 1,2% à fin juin 2009. Le déficit budgétaire a fortement diminué pour se situer en rythme annualisé à 5,6% du PIB contre 23,3% en 2008. Cette situation s'explique par le faible niveau d'exécution des dépenses en capital dont le financement est assuré sur ressources extérieures.

Au niveau des critères de second rang, trois objectifs ont été atteints à savoir la non accumulation d'arriérés intérieurs, la stabilité du taux de change réel et le maintien

d'un taux réel positif. Le niveau de l'inflation a largement contribué à la réalisation des deux derniers. Par contre, la faiblesse de la pression fiscale et la structure des dépenses publiques constituent de sérieux défis pour les autorités même si une certaine amélioration a été constatée sur ces indicateurs.

A part une légère déviation par rapport au taux d'intérêt réel en liaison avec la remontée de l'inflation, la performance enregistrée au 1^{er} semestre 2009 pourrait être maintenue pour la fin de l'année.

3.1.4.3 Conclusions et recommandations

Le cadre macroéconomique de la Guinée Bissau demeure fragile surtout en raison des déséquilibres budgétaires importants et récurrents. Les perspectives pour l'année 2009 sont peu favorables en raison notamment de la chute du prix de la noix de cajou, principal produit d'exportation. Toutefois, la performance en matière de convergence devrait s'améliorer par rapport aux résultats décevants de l'année 2008.

Dans ce cadre, la mise en œuvre des recommandations ci-après pourrait favoriser une meilleure stabilité macroéconomique et le respect des critères de convergence :

1. consolider la stabilité sociopolitique de manière à permettre la poursuite des réformes structurelles indispensables (secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications et des transports) ;
2. veiller à une bonne exécution du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit en vue de favoriser une mobilisation accrue des ressources extérieures nécessaires au financement des projets d'investissement publics ;
3. renforcer l'efficacité des régies de recettes dans le but d'assurer une mobilisation accrue des ressources intérieures ;
4. prendre de mesures énergiques visant à mieux maîtriser la masse salariale des effectifs de la fonction publique ;

3.1.5. LE MALI

Les objectifs économiques de l'année 2009 s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme pluriannuel 2008-2010 qui, lui-même, découle des orientations stratégiques de lutte contre la pauvreté. En 2008, le taux de croissance réel a été 5,1%. Cette croissance a été essentiellement tirée par les performances du secteur primaire en rapport avec les efforts exceptionnels déployés pour assurer une production record de riz (+48,5%) et la hausse substantielle de la production de coton (17,0%).

3.1.5.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

Secteur réel

Pour l'année 2009, le taux de croissance pourrait s'établir à 4,1% contre une prévision initiale de 5,0%. Cette révision prend notamment en compte l'impact de la crise financière internationale.

Pour le secteur primaire, les prévisions tablent sur une croissance de 5,8%. Cette croissance reposerait sur l'hypothèse d'une pluviométrie normale et bien répartie ainsi que des effets de l'initiative riz entreprise en 2008 et la poursuite de l'exécution d'un certain nombre de projets d'appui au développement rural.

S'agissant des activités du secteur secondaire, leur valeur ajoutée devrait être en hausse de 0,9% essentiellement liée au dynamisme des activités de la branche énergie. Par contre, la production de l'industrie extractive devrait enregistrer une baisse de 2,4%. Le sous secteur des bâtiments et travaux publics devrait profiter du démarrage des travaux de construction du troisième pont de Bamako.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire enregistrerait une croissance de 4,2%, essentiellement tirée par le dynamisme des branches du commerce et des « transports et télécommunications », qui progresseraient respectivement de 7,2% et 8,5%. L'activité au niveau de la branche « transports et télécommunications » serait stimulée par la poursuite de l'extension du réseau de téléphonie cellulaire et l'arrivée d'un nouvel opérateur privé suite à la privatisation de la SOTELMA.

S'agissant des prix, le taux d'inflation en glissement annuel a été de 0,4% à la fin du 1^{er} semestre 2009 contre 7,8% en 2008 et 10,3% à la même période de l'année précédente. La baisse du rythme d'évolution des prix est essentiellement liée à la détente des prix des produits énergétiques et alimentaires sur le marché international.

Tableau 3.21: Evolution du PIB et de ses composantes

	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			VARIATION EN % DU PIB		
Consommation publique	7,8	15,2	10,6	17,4	17,4	17,6
Consommation privée	12,8	15,9	3,9	70,7	70,9	67,3
Formation brute de capital fixe	25,7	11,7	12,3	19,4	18,8	19,3
Variation des stocks	-40,0	106,3	1,6	2,2	3,9	3,6
Exportation de biens et services	-4,9	18,8	1,3	27,1	27,8	25,8
Importation de biens et services	11,8	22,0	-5,4	36,7	38,8	33,5
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	4,8	26,7	11,4	32,6	35,7	36,4
Secteur secondaire	3,5	9,9	9,1	26,0	24,8	24,7
Secteur tertiaire	11,1	10,1	7,9	41,4	39,5	38,9
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	4,5	0,3	-3,9	8,09	8,33	4,91
Investissement	5,9	4,9	0,9	21,56	22,63	22,84
Epargne intérieure	-24,1	-2,0	29,2	11,91	11,67	5,09

Source : BCEAO/AMAO

Finances publiques

L'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2009 s'est traduite par une mobilisation des recettes à hauteur de 109,7% des prévisions et un taux d'accroissement de 23,56% par rapport à juin 2008. Cette situation est consécutive à une augmentation sensible des recettes fiscales qui se situent en dépassement de 9,7% par rapport aux prévisions. Cet état de fait illustre les efforts entrepris dans le recouvrement des impôts et taxes, notamment des autres droits et taxes, ainsi que la mise en œuvre d'une bonne politique d'octroi des exonérations et de gestion des crédits TVA. Les recettes non fiscales ont également enregistré elles aussi une bonne performance notamment par rapport à la même période de l'année précédente.

Les dons mobilisés à fin juin 2009 se sont élevés à 76,6 milliards, soit en retrait de 14,7 milliards FCFA par rapport aux prévisions estimées à 91,3 milliards FCFA. Ils sont cependant en nette amélioration par rapport à juin 2008 où ils ressortaient à 50,8 milliards FCFA. L'évolution favorable des dons traduit la reconnaissance par les partenaires financiers des efforts fournis par le Mali dans sa lutte contre la pauvreté.

Les dépenses totales et prêts nets, à fin juin 2009, se sont élevées à 405,9 milliards de FCFA, contre une prévision de 510 milliards FCFA, soit un gap de 20,41% et une réalisation de 332,5 milliards FCFA à fin juin 2008. L'écart entre les réalisations et les prévisions des dépenses de fin juin 2009 résulte de la lenteur observée dans la réalisation des dépenses en capital et d'investissements sur financements extérieurs et surtout à la forte affluence des dépenses moins consommatrices de ressources pendant les deux premiers trimestres de l'année.

Au total, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldé par un déficit base engagement hors dons de 38,8 milliards de francs CFA soit 1,8% du PIB en rythme annualisé contre 2,0% du PIB à la même période de l'année précédente. A part la faiblesse des recettes fiscales, les autres indicateurs budgétaires ont évolué dans le sens du programme de convergence macroéconomique de la CEDEAO.

Pour l'ensemble de l'année 2009, le renforcement des dépenses d'investissement devrait contribuer à aggraver le déficit public. Le déficit global hors dons devrait atteindre près de 10% du PIB contre un ratio de 5,9% en 2008.

Tableau 3.22 : Evolution de quelques postes budgétaires (Variation en %)

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONNS	9,5	7,1	1,3	19,3
RECETTES BUDGETAIRES	9,4	2,8	6,6	3,6
Recettes fiscales	7,5	1,8	6,7	16,1
Recettes non fiscales	59,9	-14,3	-5,9	24,4
DONS	10,0	25,4	-17,3	89,9
DEPENSES TOTALES	15,6	11,3	-6,9	24,1
DEPENSES COURANTES	9,6	6,1	4,9	20,0
Traitements et salaires	7,3	10,1	13,9	17,0
DEPENSES EN CAPITAL	24,7	16,1	-22,7	57,3
Sur ressources intérieures	15,3	49,9	-22,7	36,7
Sur ressources intérieures (en % des RF)	21,8	23,4	34,5	25,0
SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	14,7	13,9	-15,9	80,1

Source : BCEAO/AMAO

Secteur extérieur

Par rapport aux transactions avec l'extérieur, il est attendu une réduction du déficit courant qui, rapporté au PIB, devrait se situer à 7,0% contre 7,9% en 2008. Cette amélioration devrait se faire en liaison avec l'orientation favorable de la balance commerciale qui sera quelque peu atténuée par l'évolution défavorable des autres composantes du compte courant. En effet, le déficit des revenus se creuserait alors que l'excédent des transferts devrait s'amenuiser en raison de la baisse des envois de fonds des migrants. Toutefois, le compte de capital et d'opérations financières devrait connaître une importante progression due à l'augmentation des tirages sur emprunts publics.

Tableau 3.23 : Quelques indicateurs de la Balance des paiements du MALI (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	1,2	-4,1	-5,5	-2,4
Export FOB dont :	25,3	21,8	22,4	21,4
Import FOB	-24,1	-25,8	-27,9	-23,8
2-Balance des services	-5,9	-5,6	-5,5	-5,4
3-Balance des revenus	-4,2	-4,1	-2,8	-3,4
4-Balance des transferts courants	5,3	5,6	5,8	4,2
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-3,6	-8,1	-7,9	-7,0
b-COMPTÉ DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	7,0	7,4	7,2	7,1
5-Transferts de capital	36,9	4,5	3,8	4,5
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0
7-Opérations financières	-29,9	2,9	3,4	2,7
Investissements directs	1,3	0,9	2,1	0,7
Investissements de portefeuille	-0,1	-0,1	0,1	0,1
Autres investissements	-31,1	2,1	1,2	1,9
d - SOLDE GLOBAL	2,7	-0,3	-0,8	0,2
Taux de couverture : Export/Imports	86,7	73,7	71,8	76,9
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB	65,6	63,8	66,6	59,3
Balance courante/PIB	-3,6	-8,1	-7,9	-7,0
Balance courante hors dons/PIB	-4,9	-9,0	-8,5	-7,8
Solde global/PIB	2,7	-0,3	-0,8	0,2

Source : BCEAO/AMAO, (*) estimation (**) Prévisions

Secteur monétaire

S'agissant de l'évolution des agrégats monétaires, la masse monétaire au sens large a progressé de 2,5% au cours du 1^{er} semestre 2009. Cette création monétaire est à la fois d'origine interne et externe. Les avoirs extérieurs nets se sont renforcés de 2,5% pour atteindre l'équivalent de 775,5 millions d'euros. Cet accroissement des avoirs extérieurs ne concerne que les banques commerciales qui ont vu leurs avoirs

augmenté de près de 50%. Les avoirs de la Banque Centrale sont restés quasiment stables en termes nets au cours de la période sous-revue. Quant au crédit intérieur net, il a progressé de 8,0% essentiellement du fait de l'accroissement des concours au secteur privé. Au total, l'évolution de la masse monétaire s'est traduite par un renforcement de 12,3% des dépôts à terme au détriment de la circulation fiduciaire qui a reculé de 4,5%.

Tableau 3.24 : Evolution semestrielle de la situation monétaire (en %)

	2006		2007		2008		2009
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	-6,3	16,1	-5,8	15,9	-0,9	1,5	2,5
Masse monétaire (M1)	-9,0	19,7	-5,4	6,9	-0,6	4,8	-1,4
Circulation fiduciaire	-11,8	13,0	-6,9	1,3	6,7	-7,9	-4,5
Dépôts à vue	-5,6	27,0	-3,9	12,1	-6,7	16,9	1,0
Quasi-monnaie	1,8	6,1	-6,9	43,8	-1,6	-5,9	12,3
Autres postes (nets)	193,4	-42,0	-105,4	-238,1	-406,9	37,1	-233,6
AVOIRS							
Crédits net au Gouvernement	220,8	40,6	10,4	-12,7	9,2	14,9	-7,9
Banque centrale	-115,2	10,5	200,0	-99,7	-2500,0	179,2	-286,6
Banques commerciales	-10,1	44,1	-6,5	12,2	11,3	17,8	-19,5
Crédit au secteur privé	-2,4	22,2	-7,0	15,6	1,7	6,8	4,4
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	-2,4	22,2	-7,0	15,6	1,7	6,8	4,4
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	15,3	6,8	-7,8	9,0	-3,8	-2,0	2,5
Banque centrale	14,8	0,3	6,8	-6,3	0,9	0,5	-0,4
Banques commerciales	23,4	98,8	-112,8	-903,7	-36,7	-29,7	48,5

Source : BCEAO/AMAO

3.1.5.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

L'amélioration d'ensemble des fondamentaux macroéconomiques enregistrée par l'économie malienne s'est répercutée sur le niveau de performance d'ensemble en matière de convergence. En effet, huit (08) objectifs ont été réalisés au cours du 1^{er} semestre 2009 contre seulement trois (03) à la fin de l'année 2008. C'est la meilleure performance en matière de convergence enregistrée par l'économie malienne depuis 2003.

Tableau 3.25: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU MALI

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	? 4%	9,0	9,6	6,9	5,3	7,0	7,3	7,6	8,1	1,0	5,9	0,9	9,7
ii) Taux d'inflation	? 5%	-0,7	5,2	5,0	-1,3	-3,1	3,4	3,6	2,2	10,3	7,8	0,4	2,6
iii) Financement BC	? 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	? 6 mois Imports	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	8,5	8,7	6,1	5,3	7,4	4,5	4,6	7,9
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	? 20%	12,3	12,7	12,5	14,2	14,8	15,4	14,9	14,2	14,5	13,1	15,5	13,9
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	? 35% RF	31,3	29,1	30,6	27,7	31,2	31,0	30,9	33,4	33,4	35,7	30,9	36,0
iv) Investissements interres/Recettes	? 20% RF	25,7	22,0	20,5	24,5	22,8	21,8	23,4	34,5	13,3	25,0	12,3	29,4
v) Taux d'intérêt réel	> 0	1,0	-1,7	-0,6	8,5	2,0	0,1	-0,1	1,3	-6,8	-4,3	3,1	0,9
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	3,6	4,8	1,1	-2,9	3,1	-1,3	0,5	-2,9	8,0	-4,0	0,4
Nombre de critères respectés		7	5	7	8	8	7	6	8	6	3	8	7

Source: BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

Au niveau des critères de premier rang, tous les objectifs ont été atteints au cours du 1^{er} semestre 2009. Le déficit budgétaire hors dons s'est situé à moins de 2% du

PIB en rythme annualisé. Si l'amélioration de la mobilisation des recettes a contribué à ce résultat, ce dernier reste essentiellement lié au faible niveau d'exécution des dépenses (80% des prévisions). Les résultats en matière de stabilité de prix sont également bons. En effet, les pressions inflationnistes qui ont été très fortes en 2008, se sont dissipées au cours du 1^{er} semestre 2009. Ainsi, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 0,4% à fin juin 2009.

Au titre des critères de second rang, quatre (04) critères sont également respectés en 2009 contre un (01) seul cours de l'année 2008. La lenteur dans l'exécution de certaines infrastructures publiques n'a pas permis d'avoir un niveau suffisant d'investissements sur ressources internes. Par ailleurs, même en forte progression, le niveau de mobilisation de recettes fiscales reste encore faible au regard des exigences du programme de convergence. Toutefois, la progression sensible des recettes a permis de maintenir le ratio masse salariale sur recettes fiscales dans la limite communautaire. De même, la baisse des tensions inflationnistes a favorisé le maintien d'un taux d'intérêt réel positif et la réalisation de la stabilité du taux de change réel.

Pour le reste de l'année, les projections indiquent que le Mali ne pourra respecter que sept (07) objectifs de convergence. Par rapport au 1^{er} semestre, les objectifs en matière de déficit budgétaire et de masse salariale ne pourront pas être respectés. Par contre, celui relatif aux investissements publics sera réalisé. En effet, le rattrapage dans l'exécution de certaines dépenses en capital pourra contribuer à creuser le déficit et à accroître la masse salariale mais favorisera le respect du critère sur les investissements financés sur ressources internes.

3.1.6 LE NIGER

En 2009, la croissance de l'économie nigérienne devrait se situer à 3,0%. En effet, beaucoup d'investissements devraient être réalisés suite à des initiatives importantes dans les secteurs agricoles, miniers, routiers et énergétiques. La réalisation des différents projets initiés dans le secteur secondaire contribuerait à dopper la croissance du secteur. Il s'agit essentiellement de l'exploitation d'une mine de charbon, de la construction connexe d'une centrale électrique, du démarrage des investissements pour la mise en exploitation d'une mine d'uranium et du gisement de pétrole d'Agadem, des travaux d'une raffinerie de pétrole et d'un pipeline de 500 kilomètres reliant le gisement à la raffinerie, de la poursuite des investissements dans le secteur de l'énergie ainsi que les projets routiers de l'administration. Le secteur de l'uranium devrait prendre de plus en plus d'importance, les entreprises françaises et chinoises s'étant engagées à développer de nouvelles mines. L'impact de ces nouveaux projets sur la croissance va toutefois être atténué par le déclin de la demande mondiale pour les matières premières. La crise financière survenue au cours de la deuxième moitié de 2008 a, en effet, commencé à se manifester avec la baisse des cours internationaux de ces produits, incluant l'uranium.

3.1.6.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

3.1.6.1.1 Secteur réel

La croissance économique du Niger sera soutenue en premier par le secteur primaire en 2009. Ce dernier, qui représenterait 43,8 % du PIB en 2009, contre 43,7% en 2008. Comme l'année précédente, cette situation serait essentiellement le fait de la bonne pluviométrie enregistrée et des effets attendus des programmes d'irrigation.

Le secteur secondaire constitue le maillon faible de l'économie nigérienne. Il ne représente que 14,1 % du PIB. Il est composé à plus de 47 % d'informel, et les activités d'extraction minière, notamment d'uranium, constitueraient plus du tiers de sa valeur ajoutée. En 2009, ce secteur devrait continuer sa légère reprise avec un taux de croissance de 0,9 % comme en 2008, contre une baisse de 1.1 % en 2007. Cette évolution est imputable au rebond de la production énergétique et au dynamisme des activités du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). En revanche, malgré la bonne orientation des prix de l'uranium, la production minière pourrait enregistrer un recul comme les deux années passées en volume atténuant ainsi la croissance du secteur secondaire. Le Niger est supposé commencer ses activités d'extraction pétrolière dès 2009.

Le secteur tertiaire représentait 42,2 % du PIB en 2009, et enregistrerait une croissance de 6,5 % en 2009, contre 9,6 % en 2008. Cette évolution est imputable, notamment, aux performances attendues des activités de transport (4.9 %) et de communication (6 %).

Du côté de la demande, la croissance a été impulsée par une forte augmentation de la consommation. La consommation finale privée reste la composante la plus importante des emplois du PIB et représenterait 77,5 % en 2009. Cela ne favorise pas la mobilisation d'une épargne suffisante pour financer des investissements productifs. Cette consommation finale privée devrait enregistrer une hausse de 9,5 % en 2009, contre 21,8 % en 2008. La consommation finale des administrations

publiques poursuivrait son accélération, avec une hausse de 6,9 % en 2009 contre 11,7 % en 2008, en rapport avec la progression des dépenses en capital.

On enregistre également une hausse du côté des investissements avec un taux de 6,4 % en 2009. La raison de cette augmentation est, entre autres, la poursuite des investissements dans les domaines de la recherche minière, notamment uranifère et pétrolière, de l'énergie et des communications.

En 2009, les échanges extérieurs se caractériseraient par une hausse de 12,2 % des importations, lesquelles représentent 38,1% du PIB. Cette progression est liée à l'augmentation des besoins en biens d'équipement et à la progression de 6,9 % des exportations – d'uranium et de produits agro-pastoraux – qui pèsent 18,7% dans le PIB. Cette évolution se traduirait par un recul du taux de couverture des importations par les exportations, qui se situerait à 49,2 % en 2009 contre 51,7 % en 2008.

Tableau 3.26 : Evolution du secteur réel entre 2007 et 2009

RUBRIQUES	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			VARIATION EN % DU PIB		
Consommation publique	12,5	11,7	6,9	15,8	15,0	15,0
Consommation privée	4,8	21,8	9,5	73,2	75,7	77,5
Formation brute de capital fixe	10,1	29,9	6,4	23,3	25,7	25,6
Variation des stocks	-65,5	306,9	13,4	0,3	1,1	1,2
Exportation de biens et services	17,1	22,5	6,9	18,0	18,7	18,7
Importation de biens et services	10,7	39,4	12,2	30,6	36,3	38,1
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	1,6	26,1	7,1	40,8	43,7	43,8
Secteur secondaire	31,1	20,0	7,2	13,8	14,1	14,1
Secteur tertiaire	5,6	9,6	6,5	45,4	42,2	42,1
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	-0,6	1,9	2,0	89,01	90,70	92,53
Investissement	0,1	13,6	-0,1	23,61	26,82	26,79
Epargne intérieure	5,0	-15,4	-19,7	10,99	9,30	7,47

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**) :Prévision

La hausse des prix des biens alimentaires (20,5 %) en 2008 devrait changer en 2009, grâce à la bonne récolte et la chute de la pression inflationniste sur les cours mondiaux des aliments et de l'énergie. L'inflation se situe en fin juin 2009 à 7,1 % en 2009 contre 13,6% en fin 2008 et pourrait davantage baisser avant la fin de l'année.

3.1.6.1.2 FINANCES PUBLIQUES

En fin 2008, le Niger a bénéficié d'une augmentation importante de l'aide budgétaire, de l'ordre de 53,5 %, qui a porté son niveau à 35,2 % des recettes totales (recettes fiscales et dons). Les recettes fiscales ont progressé de 20,6 % par rapport à l'année précédente. La loi de finances rectificative du 2 juin 2008 a corrigé à la baisse les prévisions de recettes douanières, après l'adoption de la mesure de suspension des droits et taxes d'importation sur le riz et le lait, et la réduction de 17 % de la valeur taxable du sucre et de la farine de blé. En 2009, les recettes budgétaires baisseraient de 31,1% pour représenter 12,2% du PIB contre 17,5% en 2008, en raison de la baisse du niveau des recettes non fiscales.

Du côté des dépenses, le capital a représenté 47,2 % des dépenses totales et 22,2 % du PIB. Le financement des dépenses d'investissements repose en grande partie sur

des ressources extérieures. Une situation qui présente un risque pour la soutenabilité des dépenses non contrôlées du gouvernement. Ce risque sera encore plus élevé en 2009 en raison de la baisse probable des transferts et des aides internationales que ne manquera pas d'induire la crise financière. En 2009, les dépenses totales augmenteraient de 12,7% pour atteindre 26,2% du PIB contre 21,9% en 2008. Cette évolution se justifierait par les deux composantes des dépenses mais essentiellement par les dépenses en capital qui connaîtraient une croissance de 23,7% contre 11,3% pour les dépenses courantes.

Le solde budgétaire hors don serait détérioré et se situerait à -11,7 % du PIB en 2009, contre -4,0% en 2008. En cause, il y a, entre autres, l'augmentation des dépenses et la baisse des recettes budgétaires du fait de la crise financière généralisée.

Tableau 3.27: Evolution des finances publiques entre 2006 et 2009

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONS	5,1	25,9	36,6	-16,8
RECETTES BUDGETAIRES	30,8	24,9	43,1	-31,1
Recettes fiscales	12,5	14,4	20,6	2,6
Recettes non fiscales	685,7	84,9	123,0	-91,1
DONS	-31,2	28,5	19,7	27,7
DEPENSES TOTALES	5,0	18,6	20,2	12,7
DEPENSES COURANTES	5,4	37,4	17,3	2,6
Traitements et salaires	7,9	6,2	16,1	11,3
DEPENSES EN CAPITAL	4,7	2,4	23,7	23,7
Sur ressources intérieures	1,0	43,1	46,1	-33,2
Sur ressources intérieures (en % des RF)	28,1	25,3	31,6	38,3
SOLDE GLOBAL (base engagement hors dons)	-23,7	6,4	-31,1	216,6
<i>En % du PIB</i>	-6,8	-6,8	-4,0	-11,7

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**) : Prévvision

3.1.6.1.3 SECTEUR EXTERIEUR

La balance commerciale nigérienne serait détériorée en 2009. Elle enregistre un déficit de -8,8% du PIB en 2009, contre 8,5 % en 2008. Une situation qui reflète la hausse des importations (25,5 %) malgré le bon comportement des secteurs d'exportation (16,7%). Par ailleurs, le pessimisme prévaut pour la demande mondiale pour 2009. Les exportations attendues d'uranium pourraient davantage baisser, entraînant une plus forte détérioration de la balance commerciale en 2009.

Le solde de la balance des services et des revenus serait dégradé, en 2009, respectivement de -10,5 % et -0,3% du PIB. Les transferts courants enregistraient une progression de 5,8% du PIB. Ce flux s'est principalement manifesté à travers des aides budgétaires. Le déficit courant ne pourrait pas connaître en 2009 une amélioration en se fixant à 13,8% du PIB contre 13,6% en 2008.

TABLEAU 3.28 : Evolution de la balance des paiements du Niger (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
Balance commerciale	-6,6	-5,9	-8,5	-8,8
➤ Export FOB	13,9	15,6	16,6	16,7
➤ Import FOB	-20,5	-21,5	-25,1	-25,5
Balance des services	-6,5	-6,7	-9,1	-10,5
Balance des revenus	0,0	0,0	-0,3	-0,3
Balance des transferts courants	4,5	4,4	4,2	5,8
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-8,6	-8,3	-13,6	-13,8
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	13,7	12,0	16,4	14,0
Transferts de capital	46,1	5,0	4,7	4,9
Opérations financières	1,6	1,3	5,1	0,0
➤ Investissements directs	-34,0	5,7	6,5	9,1
➤ Investissements de portefeuille	1,4	2,8	5,2	6,6
➤ Autres investissements	-0,1	-0,1	-0,1	0,4
SOLDE GLOBAL	-35,3	3,0	1,5	2,1
Taux de couverture : Export b&s/Imports b&s	55,6	58,8	51,7	49,2
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/PIB	45,9	48,6	55,0	56,8
Balance courante/PIB	-8,6	-8,3	-13,6	-13,8
Balance courante hors dons/PIB	-9,6	-9,6	-15,1	-17,2
Solde global/PIB	4,6	3,4	2,4	0,2

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**):Prévision

3.1.6.1.4 SITUATION MONETAIRE

En juin 2009, les avoirs extérieurs nets du système bancaire baisseraient de 12,6%, contrairement en 2008 où ils ont augmenté de 47,2 %. Un chiffre principalement imputable à la mobilisation de revenus de 300 millions de dollars (USD) avec la concession d'un permis d'exploitation pétrolière à la China National Oil and Gas Exploration and Development Corporation.

Une amélioration de la position nette du gouvernement (PNG) auprès du système bancaire et une augmentation des crédits au secteur privé sont notées en juin 2009. La masse monétaire a connu une expansion de 14,1% due principalement à l'accroissement des crédits nets au secteur privé. Ceci résulterait de l'augmentation à la fois des dépôts bancaires (+31,7%) et de la circulation fiduciaire (+11,8%).

Tableau 3.29 : Evolution semestrielle de la situation monétaire du Niger (en %)

RUBRIQUES	2 006		2 007		2 008		2009
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	11.4	4.3	3.7	18.9	3.3	8.5	14.1
Masse monétaire (M1)	13.1	5.2	0.7	17.0	1.3	6.9	21.7
Circulation fiduciaire	20.5	1.8	-6.5	7.2	1.4	9.3	11.8
Dépôts à vue	3.6	10.3	10.7	28.3	1.3	4.5	31.7
Quasi-monnaie	5.7	1.0	14.9	25.2	9.3	13.4	-6.7
Autres postes (nets)	-14.9	44.4	-26.4	-17.9	59.1	91.4	-54.0
AVOIRS	-12.7	-9.5	3.6	-9.6	-62.3	175.7	50.2
Crédits net au Gouvernement	-67.0	-133.9	168.6	135.0	254.4	-35.1	-32.1
Banque centrale	-58.0	-98.1	-1733.3	213.3	416.0	-39.3	-41.4
Banques commerciales	80.4	2.4	34.4	67.9	-4.1	1.6	16.0
Crédit au secteur privé	19.1	10.6	11.8	7.6	20.1	14.0	14.2
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	19.1	10.6	11.8	7.6	20.1	14.0	14.2
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	70.3	27.4	0.3	44.5	47.2	-14.0	-12.6
Banque centrale	123.4	20.7	10.1	31.9	44.6	-12.2	-2.7
Banques commerciales	-196.6	-49.6	274.1	-58.5	-20.0	70.8	228.5

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**):Prévision

3.1.6.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Le niveau des performances d'ensemble du Niger serait constant en 2009 par rapport à 2008. Le pays réaliserait sept (07) objectifs, dont trois critères de premier rang.

3.1.6.2.1 Critères de premier rang

A la fin de l'année 2009, le Niger réaliserait trois (3) objectifs de premier rang à savoir la couverture des importations de biens et services par les réserves brutes, l'inflation et le financement du déficit budgétaire par la banque centrale.

Le ratio du déficit public hors don serait passé de 4,0% en 2008 à 11,7% en 2009. Cette dégradation des finances publiques s'expliquerait principalement par la crise internationale qui s'est traduit par une baisse des recettes et une hausse des dépenses. Les recettes budgétaires ont baissé de 31,1% pour représenter 12,2% du PIB contre 17,5% en 2008, en raison de la baisse du niveau des recettes non fiscales tandis que les dépenses surtout celles en capital, ont progressé de 23,7%.

Le Niger a également été touché par la spirale inflationniste mondiale en 2008. Toutefois cette situation serait à la baisse en 2009.

3.1.6.2.2 Critères de second rang

En fin 2009, quatre critères de second rang pourraient être respectés par le Niger à savoir la non accumulation des arriérés intérieurs, l'investissement financé par les ressources internes, le niveau de la masse salariale et la stabilité du taux de change effectif réel.

Le Niger n'a pas enregistré une accumulation d'arriérés intérieurs en 2009. Comme en 2008, le ratio des recettes fiscales/PIB s'est quelque peu dégradé en 2009 et reste toujours à un niveau préoccupant compte tenu de l'objectif communautaire fixé à 20%. Les recettes fiscales se situeraient à 11,3% du PIB en 2009 contre 11,7% en 2008. Cette évolution est imputable essentiellement à la baisse des recettes fiscales internes notamment de la fiscalité de porte à cause des mesures prises par le gouvernement pour le désarmement tarifaire et douanier sur certains produits de grande consommation dans le cadre des accords de la CEDEAO. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est conforme aux normes de la communauté. La masse salariale enregistrerait une hausse de 14,9% passant de 29,8% en 2008 à 32,4% des recettes fiscales en 2009. Les dépenses en capital progresseraient de 23,7% en 2009. Elles ont représenté 47,2 % des dépenses totales et 22,2 % du PIB. Le financement des dépenses d'investissements repose en grande partie sur des ressources extérieures. Néanmoins, les investissements publics sur ressources internes représenteraient 24,93% en 2009 contre 38,8% en 2008. Le niveau d'inflation restant toujours élevé au Niger n'a pas permis d'avoir un taux d'intérêt réel positif. Le niveau plus ou moins élevé des prix a contrarié l'émergence de taux d'intérêt réel positifs susceptible de booster les efforts de mobilisation de l'épargne intérieure. Un tel niveau ne semble pas pouvoir être redressé à la fin de l'année 2009 en dépit de la baisse attendue de l'inflation. Toutefois il connaîtrait une importante amélioration par rapport à 2008 en passant de -10,1% en 2008 à -0,4% en 2009. Le cumul d'inflation par rapport aux pays partenaires commerciaux reste à un seuil acceptable, ce qui assure une appréciation modérée et une stabilité relative du taux de change effectif réel (niveau de fluctuation de 0,5%).

Tableau 3.30: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU NIGER

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										Juin	Dec	Juin*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	8,9	8,0	8,5	7,8	8,4	9,6	6,8	6,8	-5,1	4,0	14,9	11,7
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	2,9	4,0	2,6	-1,6	0,2	4,2	0,3	4,7	10,5	13,6	7,1	3,9
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports B/S	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	4,0	4,4	4,4	5,7	6,7	5,3	5,0	4,9
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	2,6	0,0	3,2	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	9,1	8,9	10,5	10,5	11,0	10,3	10,7	11,5	12,1	11,7	11,6	11,3
iii) Masse Salariale/RF	≤ 35% RF	50,4	40,2	38,2	37,5	35,3	34,7	33,3	31,0	31,6	29,8	34,4	32,4
iv) Investissements interres/RF	≥ 20% RF	7,9	20,0	18,7	26,6	20,3	28,1	25,3	31,6	17,5	38,8	11,2	24,9
v) Taux d'intérêt réel	> 0	0,6	-0,5	2,9	5,0	3,3	-0,7	3,2	-1,2	-7,0	10,1	-3,6	-0,4
vi) Stabilité du TCRI	± 5%	-	2,3	2,0	3,7	0,6	4,4	-3,1	0,9	-2,3	9,5	-3,9	0,5
Nombre de critères respectés		5	6	5	7	6	5	7	7	6	5	5	7

Source: BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

3.1.6.3 Conclusions et recommandations

L'impact négatif de l'activité économique et financière mondiale s'est beaucoup ressenti sur l'activité économique nigérienne. Le taux de croissance réel du PIB passerait de 9,5% en 2008 à 3,0% en 2009. En effet, en dépit de la bonne campagne agricole en vue et la poursuite des investissements dans les secteurs de l'électricité, des BTP, des transports, télécommunications et des mines, la performance économique a fortement baissé. Les finances publiques se seraient également dégradées avec un déficit budgétaire de 11,7% du PIB.

S'agissant de la convergence macroéconomique, le niveau de performance d'ensemble du Niger serait constant en 2009 par rapport à 2008. Le pays réaliserait sept (07) objectifs, dont trois de premier rang, comme en 2008. La situation des finances publiques connaît une nette dégradation imputable principalement à la crise financière mondiale. Cette situation est surtout visible au niveau de l'évolution disproportionnée des recettes et des dépenses. Les recettes non fiscales qui avaient beaucoup servi à l'amélioration des finances publiques en 2008, baisseraient beaucoup en 2009 alors que les dépenses, surtout en capital, augmenteraient. De même, le déficit des transactions courantes hors dons s'est aggravé 13,8% du PIB. Ainsi, les performances macroéconomiques du Niger restent mitigées. Des efforts supplémentaires devraient être déployés dans le sens du renforcement de la situation macroéconomique actuelle. En particulier, les autorités devraient :

1. poursuivre les actions précises portant sur l'élargissement de l'assiette et l'amélioration du recouvrement des recettes budgétaires par la consolidation des mesures préconisées dans les plans d'actions des régies financières ;
2. poursuivre et renforcer les réformes structurelles et sectorielles en vue de favoriser la réalisation d'une croissance économique forte et durable ;

3. encourager la production alimentaire locale afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et l'exposition du pays aux tensions sur le marché international ;
4. promouvoir les produits d'exportation par une politique de sensibilisation et d'incitation à la diversification productive afin d'accroître les sources d'une amélioration de la balance des paiements.
5. poursuivre la mise en œuvre des programmes d'irrigation et de réhabilitation des aménagements hydro agricoles pour conforter la production agricole en vue d'assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre l'inflation ;
6. diversifier la production par le développement des filières des produits alimentaires et celles des produits destinés à l'exportation afin de renforcer les bases de la croissance économique.

3.1.7. LE SENEGAL

Les objectifs de développement économique et financier à moyen et long terme du Sénégal restent d'augmenter la contribution encore faible des exportations à la croissance économique et de ramener, à long terme, le déficit du compte extérieur courant hors dons en dessous du seuil de 5%. Le Sénégal compte oeuvrer également à maintenir et consolider la stabilité économique et financière en ramenant à court terme, le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal à un niveau positif avec un taux d'inflation faible

Les perspectives macroéconomiques en 2009 reposent sur la poursuite des objectifs de croissance et d'un ensemble de mesures prévues dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de seconde génération. La croissance réelle du PIB, initialement projetée à 3,5%, a été revue à la baisse à 3,1%. La croissance économique de 2009 devrait reposer sur l'hypothèse de la consolidation des performances du secteur primaire, d'un redressement du secteur secondaire, du dénouement des problèmes de retard de paiement, de la poursuite de la baisse du prix du pétrole et du maintien du dynamisme du secteur tertiaire.

3.1.7.1 Principaux développements macroéconomiques

3.1.7.1.1 Secteur réel

Les indicateurs conjoncturels montrent qu' à fin juin 2009, le secteur primaire a évolué positivement même si les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche font face à certaines difficultés en enregistrant des baisses respectives de 5,5% et 6,9%.

Le secteur secondaire a enregistré une légère hausse de 0,7% sur la période, du fait de la reprise des activités extractives et surtout des huileries. La baisse observée dans les sous-secteurs de l'énergie et des BTP a atténué ces performances. Les principales contraintes, citées par les entreprises en juin 2009, portent essentiellement sur l'environnement des affaires notamment le déficit dans l'approvisionnement en électricité, la faiblesse des cours mondiaux de certains produits et la contrefaçon. L'insuffisance de la demande intérieure et extérieure, consécutive à la crise mondiale, a affecté la croissance des activités industrielles.

Dans le secteur tertiaire, dont la part dans le PIB en 2009 serait de 65,2 %, les télécommunications représentent une activité importante avec une forte progression de la téléphonie mobile et du commerce. Pour 2009, on s'attend à une croissance de 5,6 % du secteur tertiaire, principalement sous l'impulsion des activités commerciales, des transports et des postes et télécommunications.

La part de la formation brute de capital fixe (FBCF) dans le PIB progresserait légèrement de 26,6 % en 2008 à 27,0 % en 2009. Cette évolution positive est due à la mise en œuvre du programme d'amélioration de la mobilité urbaine (Pamu) et du programme d'amélioration des infrastructures. Il y a également le fait que l'action du groupe Arcelor Mittal (numéro1 de la sidérurgie et de l'acier au niveau mondial) prévoit d'investir 1,67 milliard d'euros afin d'exploiter les mines de fer de la Falémé, dans le sud-est du Sénégal. Le projet envisage de construire un port minéralier à Bargny et un chemin de fer reliant la mine au port de Bargny. En décembre 2008, Israël a décidé d'investir 7,8 millions d'euros dans un complexe agro-industriel à Koubalan, en Casamance. La croissance des investissements privés devrait fléchir de 8,5 % en 2008 à 2,2 % en 2009.

La projection de la consommation finale donne une tendance à la baisse, autour de 88,17 % du PIB contre 94,21 % en 2008 ; ce qui donne un taux d'épargne intérieure brute de 11,83%. Globalement, les investissements devraient être essentiellement financés par l'extérieur à travers notamment les investissements directs étrangers (IDE).

Tableau 3.31: Evolution du secteur réel entre 2007 et 2009

SENEGAL	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			VARIATION EN % DU PIB		
Consommation publique	-5,8	5,5	6,5	15,1	14,5	14,6
Consommation privée	27,3	8,5	-2,2	80,9	79,7	73,6
Formation brute de capital fixe	13,4	8,8	7,3	26,9	26,6	27,0
Variation des stocks	-124,3	-300,1	29,1	-0,5	0,9	1,1
Exportation de biens et services	0,1	18,2	-7,4	23,2	24,9	21,8
Importation de biens et services	17,0	12,7	-13,7	45,6	46,7	38,0
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	1,1	21,5	10,4	11,8	13,0	13,6
Secteur secondaire	10,1	14,4	6,8	20,3	21,1	21,2
Secteur tertiaire	14,1	6,7	4,8	67,9	65,9	65,2
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	8,1	-1,8	-6,4	95,98	94,21	88,17
Investissement	-8,4	4,3	1,9	26,43	27,56	28,09
Epargne intérieure	-64,1	43,8	104,4	4,02	5,79	11,83

Sources : AMAO, BCEAO

Concernant l'inflation, en glissement annuel, au mois de juin 2009, les prix à la consommation ont enregistré un repli et se situe à -1,2% contre 4,3 en décembre 2008, en raison principalement des produits alimentaires. Les prix des produits locaux et importés ont baissé de plus de 2%.

3.1.7.1.2 Finances publiques

Le déficit global hors don serait estimé à 4,6 % du PIB en 2009 contre 4,9% en 2008. Ce déficit est stimulés par deux phénomènes notamment une politique accrue des subventions non ciblées pour l'énergie et les produits alimentaires et la mise en place d'un programme d'investissement ambitieux dont les plans de financement n'étaient pas suffisamment maîtrisés. L'impact négatif pourrait être amplifié par la propagation de la crise financière mondiale.

La gestion budgétaire au titre du premier semestre 2009 s'est traduite par une légère hausse de 0,2% des recettes budgétaires. Par rapport aux objectifs de recettes budgétaires révisés du programme à fin juin 2009, il ressort une moins-value provisoire de 64,3 milliards de F CFA due en partie au non recouvrement des recettes du Fonds de Sécurisation des Importations des Produits Pétroliers (FSIPP), aux arriérés de droits et taxes dus par la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) mais également aux effets de la poursuite du ralentissement de l'activité économique. Quant aux dépenses, elles progresseraient de 9,6% des dépenses totales et prêts nets.

Ainsi, le solde global base ordonnancement (dons compris) est estimé en déficit de 95,4 milliards de F CFA à fin juin 2009. Quant au solde de base (y compris Pays pauvres très endettés (PPTe) et Initiative allègement de la dette (IADM)), il est estimé un déficit de 39,5 milliards, contre un objectif de déficit de 60 milliards de F CFA à fin juin 2009.

Tableau 3. 32: Evolution des finances publiques entre 2006 et 2009 (en %)

	2006	2007	2008	2009
RECETTES ET DONNS	8,4	23,4	-4,2	24,2
RECETTES BUDGETAIRES	9,4	18,3	-0,4	20,5
Recettes fiscales	8,4	18,0	-1,4	24,1
Recettes non fiscales	38,4	25,3	19,6	-42,6
DONNS	-2,9	89,4	-35,3	70,0
DEPENSES TOTALES	19,8	15,0	-3,3	15,2
DEPENSES COURANTES	31,2	6,2	5,7	8,1
Traitements et salaires	12,2	14,3	6,4	11,6
DEPENSES EN CAPITAL	4,4	27,2	-16,4	28,3
Sur ressources intérieures	17,5	16,0	-10,0	10,2
Sur ressources intérieures (en % des RF)	33,7	36,6	35,9	32,8
SOLDE GLOBAL (base engagement hors dons)	65,6	-5,9	-13,5	-0,1
(en % du PIB)	-7,3	-6,2	-4,9	-4,6

Sources : AMAO, BCEAO ; * projection

3.1.7.1.3 Secteur extérieur

Au plan extérieur, le déficit du compte courant connaîtrait une baisse 24,7% en 2009 par rapport à l'année 2008 et se situerait à 8,3% du PIB. Cette amélioration serait liée à la relance des exportations notamment celle des produits agricoles et chimiques (acide phosphorique des ICS). Selon la direction de la Prévision du Sénégal, la situation cumulée sur le premier semestre 2009 s'est traduite par une progression de 2,8% des exportations et une baisse de 14% des importations. Ainsi, il ressort une amélioration du déficit de la balance commerciale.

Le compte de capital et d'opérations financières connaîtrait une hausse de 5,3% en 2009 due aux transferts de capital et de la hausse des investissements directs étrangers. Au total, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 15,0 milliards de F CFA contre un déficit de 89.2 milliards enregistré en 2008.

Celle-ci pourrait entraîner, au Sénégal, un fléchissement des flux d'aide, des envois de fonds des travailleurs immigrés et des exportations, et avoir des répercussions sur le système financier.

Tableau 3.33 : Evolution de la balance des paiements du Sénégal (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
1 - Balance commerciale	-17,3	-22,1	-20,7	-15,5
Export FOB dont :	17,2	14,8	15,4	13,6
Import FOB (1)	-34,5	-36,9	-36,1	-29,0
2-Balance des services	-0,4	-0,3	-1,0	-0,8
3-Balance des revenus	-0,7	-0,7	-0,6	-0,7
4-Balance des transferts courants	9,0	11,4	10,8	8,7
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-9,3	-11,6	-11,6	-8,3
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	11,2	12,8	10,1	8,5
5-Transferts de capital	24,5	1,8	1,3	1,7
6-Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	1,2	0,0	0,0
7-Opérations financières	-13,2	9,9	8,9	6,8
Investissements directs	2,3	2,4	2,2	1,2
Investissements de portefeuille	-0,3	0,5	0,0	0,0
Autres investissements	-15,2	6,9	6,6	5,5
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	2,0	1,3	-1,5	0,2
Taux de couverture : Export/Imports	59,5	53,2	53,4	57,3
Degré d'ouverture : (import + export)/PIB	69,4	73,3	71,7	59,8
Balance courante/PIB	-9,3	-11,6	-11,6	-8,3
Balance courante hors dons/PIB	-9,5	-12,6	-12,3	-9,1
Solde global/PIB	2,0	1,3	-1,5	0,2

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**):Prévision

3.1.7.1.4 Secteur monétaire

S'agissant de la situation monétaire, elle est caractérisée au premier semestre 2009 par un léger accroissement des avoirs extérieurs nets de 2,1%, un accroissement du crédit net au gouvernement de 142,7% et une hausse de 3,0% du crédit net au secteur privé par rapport à la période correspondante en 2008 (cf. Tableau ci-dessous). En effet, il est important de noter, au cours de la période, une expansion de 0,9% de la masse monétaire, une hausse des dépôts de 12,2% ainsi que une diminution de la circulation fiduciaire 1,0%.

Tableau 3.34 : Evolution de la situation monétaire du Sénégal (en %)

	2006		2007		2008		2009
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	2.0	9.7	6.4	5.8	-3.1	5.0	0.9
Masse monétaire (M1)	1.3	11.0	9.6	4.6	-4.1	3.1	7.2
Circulation fiduciaire	0.7	15.7	-3.4	10.4	-13.4	13.3	-1.0
Dépôts à vue	1.7	8.0	18.7	1.3	1.7	-2.3	12.2
Quasi-monnaie	3.2	7.4	0.8	8.2	-1.3	8.3	-9.7
Autres postes (nets)	6.2	14.3	0.1	34.3	18.1	-6.6	36.2
AVOIRS	-3.1	12.3	6.1	11.1	6.3	4.3	5.6
Crédits net au Gouvemt	149.9	-112.4	82.5	359.8	-12.0	-65.7	142.7
Banque centrale	-60.6	36.8	-100.7	-18233.3	-19.7	-131.6	-389.9
Banques commerciales	2.5	-72.2	-160.7	88.5	-1.2	9.4	-32.7
Crédit au secteur privé	2.0	2.1	5.3	5.1	7.7	8.7	3.0
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	2.0	2.1	5.3	5.1	7.7	8.7	3.0
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	10.8	6.9	5.6	3.4	-12.6	2.4	2.1
Banque centrale	20.1	-2.2	15.4	-1.9	-3.7	5.2	5.7
Banques commerciales	-15.1	42.9	-20.9	24.4	-40.4	-11.5	-19.9

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**):Prévision

3.1.7.2 Situation de la convergence macroéconomique

Au premier semestre 2009, la performance du Sénégal a connu une augmentation de trois critères par rapport à décembre 2008. Ainsi, le Sénégal respecte neuf (9) critères de convergence. Le seul critère qui n'a pas été respecté est celui relatif au ratio recettes fiscales / PIB.

3.1.7.2.1 Critères de premier rang

Au premier 2009, le Sénégal a respecté tous les critères de premier rang. Le déficit budgétaire s'est situé à 2,2% contre 2,4% à la même période de 2008, soit une amélioration de 0,2% montre une légère amélioration de la gestion budgétaire. Quant au taux d'inflation, il s'établit à -1,2% contre 5,9% au premier semestre 2008. Cette déflation s'explique par, principalement, la baisse des prix des produits alimentaires et des produits importés.

3.1.7.2.2 Critères de second rang

Les indicateurs liés aux arriérés intérieurs, à la masse salariale, aux investissements sur ressources propres, le taux d'intérêt réel et à la stabilité du taux de change réel ont été respectés au premier semestre 2009. Le taux de pression fiscale est passé de 18,6% au premier semestre 2008 à 15,4 % à la même période 2009. Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales s'est établi à 30.2% au premier semestre 2009 contre 31,6% un an plus tôt. Cette situation s'explique par une progression moins importante des recettes fiscales que celle de la masse salariale. Les dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales est resté au dessus du seuil communautaire fixé à 20%, en s'établissant à 38.7 au premier 2009 contre 27.7% à la même période en 2008. Le critère du taux d'intérêt réel serait respecté au premier semestre 2009 du fait de la déflation constatée au cours de la période. Le critère portant sur la stabilité du taux de change réel a été aussi respecté au cours de la période considérée.

Tableau 3.35 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DU SENEGAL

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										Juin	Dec	Juin*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	1,6	3,8	1,8	3,2	5,5	4,7	7,3	6,2	2,4	4,9	2,2	4,6
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	0,7	3,0	2,3	0,0	0,5	1,4	4,0	6,1	5,9	4,3	-1,2	3,6
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports B/S	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	5,2	4,3	4,2	3,9	3,8	3,8	4,7	4,2
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	17,3	16,6	16,9	16,8	17,4	18,6	19,0	20,1	18,6	18,0	15,4	21,1
iii) Masse Salariale/RF	≤ 35% RF	32,7	30,7	31,7	30,1	29,5	30,0	31,0	30,1	31,6	32,4	30,2	29,2
Iv) Investissements publics/RF	≥ 20% RF	19,8	20,5	23,5	24,1	30,0	33,7	36,6	35,9	27,7	32,8	38,7	29,1
v) Taux d'intérêt réel	> 0	2,8	0,5	2,1	5,0	1,8	2,1	-0,5	-2,6	-2,4	-0,8	4,7	-0,1
vi) Stabilité du TCR	± 5%	-	1,8	2,8	1,8	0,1	-1,2	-0,1	5,3	-1,6	4,2	-3,7	-0,2
Nombre de critères respectés		7	9	9	9	8	7	5	5	7	6	9	8

Source: BCEAO, UEMOA, Ministère des Finances et AMAO

* Estimations ** Prévisions

3.1.7.3 Harmonisation des politiques et Arrangements Institutionnels

- Harmonisation des statistiques

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'harmonisation des statistiques de la CEDEAO, le Sénégal procède actuellement à l'harmonisation de la méthode de calcul des Indices de Prix à la Consommation. Il a effectué aussi le test du logiciel PRIMA et a constaté une différence entre la méthode de calcul de l'IHPC par PRIMA et CHAPO qui est utilisé par les pays de l'UEMOA.

- Comité National de Coordination (CNC)

Dans la zone UEMOA, le rôle du CNC est joué par le Comité National de Politique Economique (CNPE). Au Sénégal les dispositions sont prises en vue d'élargir, par une disposition légale, la composition du CNPE à toutes les structures identifiées par la Décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO portant création des CNC.

Libre circulation des personnes et des biens

Les dispositions en matière de libre circulation des biens et des personnes seraient strictement appliquées selon les autorités Sénégalaises dans leur pays. Il en serait de même dans les autres pays de l'UEMOA qui entretiennent des relations de libre échange entre eux mais certaines difficultés persistent néanmoins dans la mise en œuvre des protocoles et accords de la CEDEAO relatifs à cet aspect.

3.1.7.4 Conclusions et recommandations

La croissance économique du Sénégal serait projetée en 2009 à 3,1 %, après un taux de 2,5 % en 2008 et une moyenne de 4,9 % pour la période 1996-2007. À l'origine de cette reprise, la bonne saison des pluies, avec des précipitations et l'impulsion de la Grande offensive agricole nationale et pour l'abondance (GOANA) initiée par le gouvernement.

S'agissant de la convergence, en 2009, le profil des critères s'améliorerait avec le respect de huit critères. Toutefois, le pays continue à avoir des problèmes avec la norme sur le déficit budgétaire. Ce dernier n'est pas respecté depuis 2004. Cette situation est principalement due aux dérapages budgétaires importants constatés ces deux dernières années, stimulés parfois par une politique des subventions non ciblées pour l'énergie et les produits alimentaires concernant les années 2006, 2007, et 2008 et la mise en place d'un programme d'investissement ambitieux dont les plans de financement n'étaient pas suffisamment maîtrisés. A cet égard, les Autorités sénégalaises devraient, en particulier, donner la priorité aux mesures suivantes :

1. Renforcer les programmes tel que GOANA en vue d'accroître la production vivrière de manière à assurer l'autosuffisance alimentaire et par conséquent réduire la dépendance extérieure et encourager les exportations;
2. Approfondir la restructuration et le redressement des rendements des Industrie Chimique du Sénégal (ICS), de la SAR et de la SENELEC afin d'impulser une croissance économique soutenue et durable ;

3. Eviter les longs délais des retards de paiement du gouvernement des créances des entreprises du secteur privé ;
4. Assurer une meilleure maîtrise des dépenses courantes, notamment les transferts et subventions afin de consolider les bénéfices tirés des bons résultats macroéconomiques ;
5. Maintenir une politique fiscale prudente pour préserver la soutenabilité de la dette, limiter les pressions de la demande et encourager le développement du secteur privé.

3.1.8 Le Togo

En 2009, la croissance économique du Togo est projetée à 2,5%. Cette croissance serait tirée principalement par des investissements importants prévus par le gouvernement dans les infrastructures économiques. L'inflation se situerait à 4,3% en 2009, parallèlement à la baisse des cours internationaux. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire hors don est projeté à 5,6% en 2009. Quant au secteur extérieur, le déficit du solde courant est prévu à 10,9%. Concernant le domaine de la monnaie, sa croissance connaîtrait un ralentissement du fait du durcissement de la politique monétaire au sein de l'Union.

Avec les réformes structurelles engagées en 2009, le pays pourrait commencer à retrouver ses niveaux de production antérieurs. Notons également que le Togo a atteint, en novembre 2008, le point de décision de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) renforcée. Lorsqu'il aura atteint le point d'achèvement, il pourrait avoir accès sans tarder à des allègements au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

3.1.8.1 PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS MACROECONOMIQUES

3.1.8.1.1 Secteur réel

En 2009, l'activité économique enregistrerait une reprise pour se situer à 2,5% contre 1,6% en 2008, à la faveur des effets positifs de la mise en œuvre satisfaisante d'un train de réformes économiques contenues dans le programme FRPC. Cette croissance de l'activité serait soutenue par les différents secteurs économiques.

Le secteur primaire, dont la composante essentielle est l'agriculture, représenterait 39,5 % du PIB et croîtrait de 19,5% en 2009. Pour une croissance durable de la production agricole, les autorités se sont engagées à encourager l'accès au financement, à promouvoir la maîtrise de l'eau, à améliorer la fertilité des sols et à faciliter l'accès aux semences améliorées.

Le secteur secondaire, avec un taux de croissance de 20,7, participerait au PIB à hauteur de 18,4% en 2009. Les évolutions de ce secteur seront soutenues par le secteur minier principalement par la production de phosphates, du ciment, nickel, du chrome, du cuivre, du zinc et de l'uranium. Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) et celui de l'énergie bénéficierait du renouvellement de l'aide des bailleurs de fonds dans le cadre des efforts visant à reconstruire les infrastructures détruites par les inondations de 2008.

Avec un taux de croissance estimé à 20,6%, le secteur tertiaire représenterait près de la moitié du PIB. Croissance serait soutenue par le fait que le Togo continuera à profiter des opportunités que lui offrent les sous secteurs des transports et du tourisme.

Du côté de la demande, la croissance serait tirée par la formation brute de capital fixe en 2009 même si la consommation privée est estimée à plus de 90% du PIB. La FBCF a évolué de 16,6% en 2009 et la consommation privée de 3,7%. Le Togo s'appuie sur des dons extérieurs et des prêts à conditions préférentielles pour financer une grande partie de son investissement public. Grâce au renouvellement

du soutien des donateurs et à la hausse planifiée des dépenses d'infrastructure dans les régions touchées par les inondations de 2008, l'investissement public pourrait stimuler la croissance en 2009 et contribuer à la croissance du PIB en volume.

Tableau 3.36 : Evolution du secteur réel entre 2007 et 2009

RUBRIQUES	2007*	2008*	2009**	2007*	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE	EVOLUTION EN %			VARIATION EN % DU PIB		
Consommation publique	-5,4	7,6	8,0	11,1	10,0	10,4
Consommation privée	2,0	16,8	3,7	92,9	91,1	90,9
Formation brute de capital fixe	-10,4	25,4	16,6	14,4	15,1	17,0
Variation des stocks	-111,1	-294,9	864,3	-0,1	0,1	0,9
Exportation de biens et services	-13,7	7,2	0,6	36,1	32,5	31,5
Importation de biens et services	-16,7	6,9	7,8	54,5	48,8	50,7
COMPOSITION DU PIB						
Secteur primaire	1,8	14,8	19,5	36,0	39,7	39,5
Secteur secondaire	4,7	2,5	20,7	18,6	18,4	18,4
Secteur tertiaire	2,1	-3,9	20,6	45,4	41,9	42,1
AFFECTATION DU PIB						
Consommation	-3,0	-2,8	0,2	04,05	101,13	1,35
Investissement	-17,2	6,4	17,4	4,30	15,22	17,87
Epargne intérieure	-44,3	-72,2	19,8	(4,05)	(1,13)	1,35)

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**):Prévision

3.1.8.1.2 FINANCES PUBLIQUES

La restructuration de l'administration fiscale et douanière a permis d'accroître les recettes budgétaires, d'améliorer nettement la maîtrise des dépenses et de réduire largement les arriérés de paiement. Le budget 2009 table sur une hausse pour l'ensemble des recettes de 3,5%. Cette hausse découlerait de la poursuite des réformes de l'administration, de la réduction des exonérations fiscales, de la majoration des taxes sur l'alcool et le tabac et de l'extension de la base d'imposition au secteur informel. Les dépenses devraient évoluer aux environs de 19,7%, puisque l'augmentation des dépenses en capital serait partiellement compensée par la légère hausse des dépenses courantes. Grâce au réengagement de la communauté des bailleurs, le Togo pourra investir dans ses infrastructures publiques, qui ont été négligées durant toute une décennie d'isolement.

Le déficit budgétaire devrait se situer à environ 5,6 % du PIB en 2009 contre 2,8%. Les inondations ont contribué pour une part importante à la détérioration de la position budgétaire.

Tableau 3.37 : Evolution des finances publiques entre 2006 et 2009

RUBRIQUES	2006	2007	2008*	2009**
RECETTES ET DONS	12,8	5,6	11,7	24,8
RECETTES BUDGETAIRES	12,1	3,8	8,5	3,5
Recettes fiscales	10,6	9,4	7,8	2,0
Recettes non fiscales	31,3	-56,0	27,0	38,3
DONS	22,1	27,5	43,6	184,6
DEPENSES TOTALES	11,1	-2,4	9,4	19,7
Traitements et salaires	20,5	8,4	5,6	14,9
DEPENSES EN CAPITAL	29,2	-70,4	256,4	88,2
Sur ressources intérieures	-52,9	25,0	241,3	13,2
Sur ressources intérieures (en % des RF)	3,6	4,1	12,9	14,3
SOLDE GLOBAL (base engagement hors dons)	7,1	-27,5	14,9	108,2
<i>En % du PIB</i>	-4,2	-2,9	-2,8%	-5,6

Sources: AMAO, BCEAO (*) estimation (**): Préviation

3.1.8.1.3 SECTEUR EXTERIEUR

Le déficit de la balance des opérations courantes serait creusé à 10,9 % du PIB en 2009, contre 7,5 % en 2008. Cette aggravation du déficit courant résulterait de la dégradation du solde de la balance commerciale et des revenus nets. La balance commerciale connaîtrait un déficit de 16,3% du PIB en 2009 contre 13,7% en 2008. Les exportations baisseraient 1,9% du principalement à la baisse de la performance des filière coton et phosphate. En revanche, les importations augmenteraient de 7,4% du principalement à la hausse des importations de biens d'équipement.

Le compte capital et des opérations financières connaîtrait une amélioration. Cette amélioration serait due principalement au développement des autres investissements notamment les tirages auprès du FMI et les investissements publics.

Le l'encours ratio de la dette extérieure totale par rapport au PIB serait ramené de 46,8% en 2008 à 42,7 en 2009. Il convient de souligner également que le FMI et ses partenaires ont convenu, en novembre 2008, que le Togo réunissait les conditions requises pour bénéficier d'une assistance au titre de l'initiative PPTE. A ce titre le pays bénéficierait d'un allègement substantiel de sa dette.

TABLEAU 3.38 : BALANCE DES PAIEMENTS DU TOGO (en % du PIB)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2008*	2009**
Balance commerciale	-14,3	-15,6	-13,7	-16,3
➤ Export FOB	28,3	26,7	23,9	22,6
➤ Import FOB	-42,7	-42,4	-37,6	-38,9
Balance des services	-2,9	-2,7	-2,7	-2,9
Balance des revenus	-1,7	-1,2	-0,8	-0,8
Balance des transferts courants	11,0	11,0	9,6	9,1
BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	-7,9	-8,5	-7,5	-10,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES	13,3	8,0	9,8	11,2
Transferts de capital	2,9	2,9	19,6	4,9
Opérations financières	10,5	5,1	-9,9	6,3
➤ Investissements directs	4,1	2,0	2,8	2,7
➤ Investissements de portefeuille	2,6	0,2	0,2	-0,2
➤ Autres investissements	3,7	2,9	-12,8	3,7
SOLDE GLOBAL	6,0	0,0	2,7	0,3
Taux de couverture : Export b&s/Imports b&s	69,0	67,0	66,5	62,1
Degré d'ouverture : (import b&s+ export b&s)/PIB	94,0	92,9	81,3	82,1
Balance courante/PIB	-7,9	-8,5	-7,5	-10,9
Balance courante hors dons/PIB	-9,4	-9,9	-8,9	-12,3
Solde global/PIB	6,0	0,0	2,7	0,3

3.1.8.1.4 SECTEUR MONETAIRE

Au premier semestre 2009, en raison des difficultés économiques et d'un durcissement de la politique monétaire, la croissance de la masse monétaire s'est considérablement ralentie (0,4 %, contre 5,3 % à la même période en 2008). Ce ralentissement s'observe au niveau de l'évolution de la circulation fiduciaire et des dépôts à vue qui a été négative. Le crédit net à l'État s'est légèrement accru de 1,3% tandis que les crédits au secteur privé ont augmenté de 7,4%. Les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont connu une baisse de 9,2% au premier semestre 2009.

Tableau 3.39: Evolution semestrielle de la situation monétaire du Togo (en %)

RUBRIQUES	2006		2007		2008*		2009**
	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin	Déc	Juin
ENGAGEMENTS							
Masse monétaire (M2)	8.1	13.6	10.7	5.5	5.3	12.3	0.4
Masse monétaire (M1)	11.0	21.0	11.5	-0.1	1.7	18.7	-12.1
Circulation fiduciaire	11.1	42.8	7.7	13.2	-5.2	11.7	-15.9
Dépôts à vue	10.9	9.8	14.0	-8.5	7.0	23.5	-9.8
Quasi-monnaie	3.8	2.0	9.2	16.1	11.2	2.8	21.9
Autres postes (nets)	17.9	-25.4	-75.8	190.9	-28.9	218.7	-16.6
AVOIRS	-14.9	17.8	7.5	23.0	-3.5	26.7	5.9
Crédits net au Gouvernement	6.2	-20.6	-129.9	-1108.4	-151.5	-1971.4	1.3
Banque centrale	-408.5	-37.9	8.8	-47.3	230.8	-39.9	21.3
Banques commerciales	-748.7	-35.6	-14.2	14.0	35.4	335.6	4.6
Crédit au secteur privé	-15.2	18.6	9.4	18.8	1.2	-5.8	7.4
Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-
Banques commerciales	-15.2	18.6	9.4	18.8	1.2	-5.8	7.4
Avoirs extérieurs nets							
Système bancaire	43.2	5.0	6.1	-8.1	14.7	4.6	-9.2
Banque centrale	74.2	5.7	11.4	-4.8	1.7	14.3	-16.5
Banques commerciales	-5.9	3.0	-10.0	-20.3	72.7	-20.9	18.6

Sources : AMAO, BCEAO (*) estimation (**) :Prévision

3.1.8.2 ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au premier semestre 2009, le Togo a respecté sept (7) contre six critères à la période correspondante en 2008. Ce progrès s'explique par la baisse de la flambée des prix des produits alimentaires et des cours du pétrole.

3.1.8.2.1 Critères de premier rang

Les trois critères de premier rang respectés par le Togo sont relatifs à l'inflation, au financement du déficit et à la couverture des importations. La situation des finances publiques est caractérisé au premier semestre 2009 par une dégradation du solde budgétaire hors don se situe à 7,8% contre un sur plus de 3,9% à la période correspondante. L'inflation a baissé significativement au cours de la période

3.1.8.2.2 Critères de second rang

Au premier semestre 2009, le Togo a satisfait quatre critères de second rang en rapport avec les arriérés intérieurs, la masse salariale, le taux d'intérêt et la stabilité du taux de change réel.

Le taux de pression fiscale est passé de 15,7% au premier semestre 2009 à 16,0% à la période correspondante en 2008, reflétant une légère réduction. Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales serait de 6,2% en 2009 largement inférieur à la norme communautaire de 20%.

Tableau 3.40 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DU TOGO

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										Juin	Dec	Juin*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	5,0	2,3	1,0	1,8	-0,6	4,1	4,2	2,9	-3,9	2,8	7,8	5,6
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	1,9	3,9	3,1	-0,9	0,4	5,5	1,5	3,4	8,4	10,2	2,4	4,3
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports B/S	6,1	6,7	7,6	6,0	6,8	5,7	5,6	6,0	6,0	5,7	6,1	6,0
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	3,9	1,8	3,4	3,4	3,7	4,6	3,9	2,7
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs			17,6	15,1	19,8	26,1	22,0	20,6	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	11,0	10,5	11,5	13,9	15,7	14,6	15,4	16,2	16,0	14,6	15,7	14,3
iii) Masse Salariale/RF	≤ 35% RF	53,9	51,0	44,7	34,7	32,0	30,4	33,1	32,8	29,8	32,1	33,6	36,2
iv) Investissements interres/RF	≥ 20% RF	3,1	2,5	2,6	1,7	1,9	8,4	3,6	4,1	5,6	12,9	6,2	14,3
v) Taux d'intérêt réel	> 0	1,6	-0,4	2,0	4,4	3,1	-2,0	2,0	0,1	-4,9	-6,7	1,1	-0,8
vi) Stabilité du TCR	± 5%	-	3,3	3,7	2,2	1,3	3,2	-1,0	0,8	-1,8	6,1	-3,2	0,5
Nombre de critères respectés		4	5	6	7	7	3	5	7	6	4	7	5

Source : BCEAO, UEMOA et AMAO

* Estimations ** Prévisions

3.1.8.3 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En 2009, l'activité économique togolaise enregistrerait une reprise pour se situer à 2,5% à la faveur des effets positifs de la mise en œuvre satisfaisante d'un train de réformes économiques contenues dans le programme FRPC, d'un important réaménagement de la dette extérieure. S'agissant de la convergence le Togo a enregistré un progrès significatif par rapport au nombre de critère réalisés. Toutefois, ce progrès reste marginal par rapport à la période correspondant en 2008. Cependant, le Togo doit faire des efforts pour améliorer ses performances en matière de politique budgétaire.

Par conséquent, les recommandations suivantes pourraient être mises en œuvre par les Autorités togolaises :

1. poursuivre les réformes structurelles nécessaires à la modernisation des régies financières, notamment, leur mise en réseau informatique en vue de l'accroissement des ressources fiscales ;
2. poursuivre les réformes des administrations fiscale et douanière, en prenant des mesures relatives à la réduction des exonérations fiscales et douanières ainsi que l'augmentation des droits d'accise sur les alcools et le tabac ;
3. prendre les dispositions appropriées en vue d'une relance de la production vivrière pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur ;
4. accélérer les mesures de restructuration des entreprises publiques des secteurs du coton (SOTOCO), du phosphate (SNPT) et de l'énergie électrique

(CEET), pour maintenir la reprise de la croissance économique au Togo, améliorer les exportations et renforcer les avoirs extérieurs;

3.1.9 L'harmonisation des politiques au sein de l'UEMOA

En ce concerne l'harmonisation des politiques au niveau des pays de l'UEMOA, il faut souligner que durant ce premier semestre 2009, seuls les systèmes de paiement ont connu une évolution majeure. La zone UEMOA, en dehors du succès enregistrée dans l'harmonisation et le bon fonctionnement de son système de paiement, continue la consolidation des acquis à travers l'adoption du programme de fusion des deux composantes du système monétique (GIM et CTMI), le passage bientôt de la version 2 à la version 3 de la télécompensation qui est actuellement en cours de test qui facilitera l'enregistrement électronique des traces des chèques selon les standards internationaux. Un fonds de garantie est mis en place pour faire face aux éventuelles défaillances de certains participants du système de paiement.

Les prochains défis à relever par les autorités monétaires de la zone UEMOA porteront sur l'exécution de la compensation en temps réel au lieu de 24 heures actuellement, l'amélioration du contrôle et de la surveillance pour le respect des procédures et le bon fonctionnement du système. La sensibilisation constitue l'autre défi majeur à relever en vue de populariser l'utilisation de plus en plus accrue des moyens de paiement électroniques à la place des espèces.

3.2 PAYS DE LA ZONE MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ZMAO)

3.2.1 La Gambie

L'objectif principal de la politique macroéconomique de la Gambie, tel qu'indiqué dans le programme récemment conclu avec le FMI et appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), vise la réalisation d'une croissance économique forte destinée à réduire la pauvreté. Des discussions sont en cours dans les milieux politiques pour la négociation d'un programme de remplacement, soit dans la forme d'une autre (RPPC) ou d'un Instrument de Soutien Politique (ISP). Des développements importants dans les secteurs réel, fiscal, monétaire et extérieur, la situation d'une convergence macroéconomique et les questions d'harmonisation politique sont détaillées ci-dessous.

Développements Macroéconomiques

i. Développements du Secteur Réel

L'objectif essentiel de la politique macroéconomique de la Gambie est la réalisation d'une croissance économique forte permettant la réalisation des objectifs en matière de réduction de la pauvreté dans un environnement de prix stables.

Au départ, la croissance économique de la Gambie a été projetée à 3.6% pour 2009 comparée aux 6.1% enregistrés en 2008. Toutefois, compte tenu de la pluviométrie élevée et équitablement répartie et de la projection d'une croissance de la production agricole, la prévision de la croissance a été ramenée à 5.0%.

Tableau 3.41: Indicateurs Macroéconomiques Importants de la Gambie

Indicateurs /Année	2004	2005	2006	2007	2008:H1	2008	2009: H1	2009
PIB Nominal (Dalasi)	12394.3	13174.0	14333.0	15732.0	8950.5	17901.0	11011.7	22023.4
PIB Nominal (Mill US \$)	415.9	469.9	511.7	749.1	389.7	779.3	408.9	817.8
Inflation (Flin de Période)	8.0	4.9	0.4	6.0	2.2	6.8	5.4	6.0
Deficit Fiscal (% du PIB)	-9.9	-8.4	-2.7	-1.1	-2.1	-4.2	-3.3	-4.3
Reserves (mill US \$)	84.0	96.6	118.6	141.6	153.0	112.6	119.7	128.3
Reserves (en mois d'importations)	4.7	5.2	4.9	4.4	5.8	4.3	5.5	4.7
Solde global (% du PIB)	-2.8	-8.0	-2.2	-4.7	4.2	4.3	3.2	3.2
Solde du Compte courant (% du PIB)	-7.3	-9.4	-12.8	-9.3	-3.1	-6.2	1.5	1.5
Encours dette extérieure (% du PIB)	158.4	146.5	144.2	106.5	na	50.6	na	44.8
Compte de Capital et financier (% du PIB)	10.1	17.4	15.0	14.0	-1.1	1.9	-4.6	-4.6
Taux de change Réel (changement de %)	-1.2	6.4	-0.2	9.7	-0.6	14.4	3.0	0.3
M2 (croissance)	18.3	13.1	26.2	6.7	8.5	18.4	21.2	10.9
Taux de croissance du PIB Réel	6.6	6.9	7.7	6.9	5.6	6.1	5.0	5.0

Sources: Autorités Gambiennes et estimations de L'AMAO

De 6.8% en fin décembre 2008, les tensions inflationnistes ont baissé à 5.4 % en juin 2009. Les principaux facteurs responsables du déclin des tensions inflationnistes sont le retrait temporaire des droits de douane à l'importation sur le riz et la subvention implicite des prix à la pompe de produits pétroliers.

ii. Secteur des finances publiques

Les opérations fiscales du Gouvernement au cours du premier semestre de 2009 ont eu comme résultat un déficit de D359 millions (3.3% du PIB) comparé aux D184.6 millions (2.1% du PIB) de la période correspondante de 2008 et aux prévisions budgétaires de D100 millions de l'année. Les revenus de la première moitié de 2009 étaient de D2054.6 millions (23.0 pour cent du PIB); comprenant les impôts sur le revenu de D1849.0 million (20.7 pour cent du PIB) et d'autres revenus non fiscaux de D205.6 millions (2.3 pour cent du PIB). Constituées de dépenses courantes de D1640.5 (ou 18.3% du PIB) et d'investissements de D613.8 millions

(ou 6.9% du PIB), les dépenses totales durant cette période ont été de D2413.6 (27.0% du PIB). Les dépenses courantes expliquent les 75% des dépenses totales. Les services de la dette qui se sont élevés à D408.9 millions durant la période représentent les 24.9% des dépenses courantes. Pour ramener le service de la dette à un niveau plus maîtrisable, il est peut être nécessaire d'allonger la structure de l'échéance de la dette locale, qui est essentiellement constituée de bons du trésor de 91-jours. La Banque Centrale a pensé à la même chose d'autant qu'elle envisage l'introduction des obligations d'une durée de 5 ans ou plus.

iii. Secteur Monétaire

L'objectif de la politique monétaire en 2009 a été le maintien d'une inflation faible, la stabilité du taux de change et la croissance durable. Pour contrôler les tensions inflationnistes, la Banque Centrale de la Gambie a maintenu sa politique monétaire restrictive. A cette fin, la BCG a maintenu le taux de réescompte (son taux directeur) inchangé à 16% depuis la seconde moitié de 2008.

L'argent au sens large a augmenté de 21.2% contrairement aux 8.5% enregistrés dans la première moitié de 2008. L'expansion des avoirs intérieurs nets (principalement des bonds de trésor) a été grandement responsable de la croissance de la masse monétaire au sens large. Les avoirs intérieurs nets du système bancaire ont augmenté de 24.1% au cours de la période sous-revue comparée aux 12.7% de la période correspondante de 2008. Tandis que le crédit net accordé au Gouvernement a augmenté de 45.9%, le crédit accordé au secteur privé a seulement augmenté de 10.8%, ce qui semble suggérer qu'il y a eu un effet d'éviction du secteur privé dans l'allocation du crédit. Il est remarquable que les dépôts en devises étrangères constituent environ 21.6 % de la masse monétaire, reflétant un changement des actifs locaux vers les avoirs extérieurs puis que la proportion de la période correspondante de 2008 était de 12.4%.

Généralement, les taux d'intérêt ont suivi une tendance haussière, résultat d'une position de politique monétaire restrictive de la Banque Centrale ainsi que de l'emprunt du Gouvernement au marché monétaire. Toutefois, en raison de l'augmentation du nombre de banques et la compétition accrue dans l'industrie, la différence élevée entre le prêt et les taux de dépôt observés au cours des dernières années est en train de baisser, ce qui démontre l'amélioration de l'efficacité du système bancaire. Néanmoins, la structure des taux d'intérêt a été influencée par le recours du gouvernement à l'utilisation de bons du trésor pour financer ses activités et les rendre attractives ; à cette fin, le taux du bon de trésor est resté élevé. Ceci est un peu inquiétant du fait que l'inflation a été fortement réduite. En outre, le taux des bons de trésor peut handicaper les crédits accordés au secteur privé.

La Banque Centrale est en train d'augmenter ses mécanismes de régulation et de supervision et a ouvert récemment un bureau de crédits de référence et une Unité Financière de Renseignement (UFR). Il existe des efforts notables destinés à doter ces unités de ressources humaines et financières adéquates pour améliorer leurs opérations.

iv. Secteur Extérieur

Le secteur extérieur a été affecté par les récents développements de l'économie internationale, surtout la crise économique mondiale qui a conduit à la récession dans les pays industrialisés. Bien que le pays ait enregistré un surplus sur son

compte courant de D163.48 millions ou 1.5% du PIB comparé à un déficit de D276.09 millions (ou -3.1% du PIB), le capital et le compte financier se sont aggravés résultant en un déficit de D511.92 millions (-4.6% pour cent du PIB) dans la première moitié de 2009 après un déficit de D100 millions (-1.1% du PIB) un an auparavant. Il y a eu une réduction visible dans les afflux de capitaux étrangers notamment les investissements directs étrangers (IDE) et les recettes tirées du tourisme. Par exemple, les investissements directs étrangers ont baissé à D525.45 millions dans la première moitié de 2009 contre D822.82 millions à la période correspondante de 2008 (une réduction de 36%). A la fin de juin 2009, la dette extérieure en suspens était restée à D366.5 millions. Ceci était composé surtout de dettes dues aux institutions de Bretton Woods et à la Banque Africaine de Développement.

Le solde global de la balance de paiements a décliné très légèrement avec un surplus de D348.48 millions (3.2% du PIB) durant la période avec au départ un surplus de D476.53 (4.2% du PIB).

v. Situation de la Convergence Macroéconomique

La Gambie a rempli quatre (04) critères au cours de la période sous-revue comparée aux cinq (05) de la période correspondante de 2008. Il s'agissait de deux (02) critères primaires et de deux (02) critères secondaires comme détaillés ci-dessous.

Tableau 3.42: Statut de convergence de la Gambie

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	3,6	9,8	9,1	5,2	9,9	8,4	2,7	1,1	2,1	4,2	3,3	4,3
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	0,2	8,1	13,0	17,6	8,0	1,8	1,4	6,0	2,2	6,8	5,4	5,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	80,7	22,0	63,1	0,0	0,0	0,0	0,0	27,5	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	7,5	7,2	2,9	3,1	4,7	5,2	4,9	4,4	5,8	4,3	5,5	4,7
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	23,3	19,2	14,1	13,8	22,4	17,2	18,8	19,4	18,2	17,6	16,8	15,9
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	30,6	40,1	38,0	33,3	23,1	24,3	24,2	22,3	27,6	31,2	28,7	30,2
iv) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	6,1	6,1	7,5	11,0	14,2	4,8	3,1	6,3	8,6	16,3	14,0	20,7
v) Taux d'intérêt réel	> 0	8,8	0,9	-4,0	-5,1	6,8	3,2	3,6	-1,0	1,8	-1,8	-0,4	0,0
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	-12,2	-17,5	-28,5	-1,2	6,4	-0,2	9,7	-0,6	14,4	3,0	0,3
Nombre de critères respectés		7	2	0	1	4	4	6	3	5	2	4	5

* Estimations ** Prévisions

Source: ZMAO, Banque Centrale de Gambie

Performance sous les Critères Primaires

Le déficit fiscal, qui était de 3.3% pendant la première moitié de 2009, comparé à 2.1% de la période correspondante de 2008, était dans les limites des critères. Les tensions inflationnistes ont augmenté de 2.2 en juin 2008 à 5.4%, manquant ainsi l'objectif requis.

Apparemment, la Banque Centrale n'a pas financé le déficit budgétaire pendant la première moitié de 2009. Toutefois, des signes indiquent que la Banque Centrale a accordé un important découvert au Gouvernement durant la période sous-revue. Ceci n'est pas reflété dans le bilan extrêmement globalisé de la Banque Centrale et a dû être subsumé sous d'autres points nets.

Les réserves extérieures brutes en termes d'importations mensuelles étaient de 5.5 mois durant la période sous-revue, comparées aux 5.8 de la première moitié de 2008. Ceci pourrait être attribué au déclin de la performance des exportations, des envois de fonds faibles des travailleurs émigrés et des recettes du tourisme.

Performance sous le Second Critère

Le taux de pression fiscale a été 16.8% au 1^{er} semestre 2009, ce qui est un peu plus faible que celui de la période correspondante de 2008 (18.2%) et largement au dessous de la norme. La Gambie a besoin d'approfondir sa stratégie de développement conduite par le secteur privé afin d'accroître sa performance sur ce critère.

En ce qui concerne le critère masse salariale/impôt sur le revenu, la performance de la Gambie était encourageante d'autant que le pays a rempli constamment ces dernières années l'objectif requis à savoir un maximum de 35.0% des recettes fiscales mobilisées.

Toutefois, le niveau des investissements financés à partir des ressources locales est resté faible des exigences communautaires. Malgré une amélioration notable par rapport au 1^{er} semestre 2008, les dépenses en capital sur ressources propres n'ont représenté que 14.0% des recettes fiscales au cours de la période sous-revue.

Il y a eu une prévalence d'un taux d'intérêt négatif réel (-0.4) qui n'est pas de nature à encourager la mobilisation des ressources locale. Avec une tranche de fluctuation de $\pm 5.0\%$, le taux de change réel est resté stable durant la période sous-revue à 3.0%.

vi. Arrangements Institutionnels et Questions d'Harmonisation de Politiques

a) Comité National de Coordination

Le Comité National de Coordination de la Gambie a été officiellement mis en place et les efforts sont faits pour doter le CNC d'un personnel adéquat. En particulier, les processus de recrutement d'un macroéconomiste et d'une secrétaire bilingue ont commencé.

b) Développement du Système des Paiements

En ce qui concerne le système de règlement, les paiements relatifs aux détails ou à d'importantes valeurs sont encore effectués manuellement. Les transactions interbancaires au marché monétaire sont exécutées avec les instruments de paiement de la Banque Centrale, offrant ainsi les mêmes jours de valeur aux fonds de la Banque Centrale. En moyenne, trois jours sont nécessaires pour compenser les chèques locaux alors qu'il faut sept jours pour la compensation des chèques non-urbains.

Au niveau de la ZMAO, un projet de création de systèmes de paiement financé par l'AfDB et avec la contribution de quelques partenaires est en train d'être mis en place pour la Gambie, la Guinée Bissau et la Sierra Leone. Le projet proposé implique l'amélioration des systèmes de paiement des trois pays à un niveau comparable à ceux du Ghana et du Nigeria.

Le consultant sélectionné a déjà commencé à travailler sur le projet dont la date d'achèvement est prévue d'ici 2011. Ayant déjà entrepris les études préliminaires ainsi que les spécifications futures des infrastructures appropriées, le comité

national du système des paiements attend actuellement les propositions des soumissionnaires potentiels pour la fourniture de l'équipement et du logiciel.

Le travail est déjà en cours pour créer la Société Gambienne de Cartes Bancaires (Gambia National Switch) qui doit être terminée d'ici fin 2009. Avec l'achèvement de la société nationale de cartes bancaires (national switch), il sera possible aux clients d'utiliser leurs cartes bancaires pour retirer de l'argent de n'importe quel distributeur automatique de billets.

c. Harmonisation Statistique

La Gambie s'est entièrement conformée à la classification de la Consommation Individuelle par But (Individual Consumption by Purpose) et a progressé du Système des Comptes Nationaux (System of National Account) de 1968 au SCN de 1993. Le pays a récemment publié les estimations du nouveau PIB couvrant la période 2004-2007 en termes de prix courants et de prix constants utilisant 2004 comme année de référence. Les efforts sont également en train d'être faits pour réunir les données concernant l'emploi d'ici fin 2009. La couverture de l'IPC a aussi été élargie à vingt quatre points de vente (24) de marché répartis dans tout le pays ainsi qu'à 207 objets concernant le panier du consommateur.

d) Libéralisation du Compte de Capitaux, Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO (TEC) et EPAs.

La Gambie a totalement libéralisé son compte capital et a également fait d'importants efforts envers la mise en application de la libre circulation des biens, des personnes et des droits de résidence telle que consacrée par les protocoles de la CEDEAO.

A la fin de 2007, la Gambie a adopté en grande partie le Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO et aligné quelques rubriques du tarif au TEC. Toutefois, le pays a encore d'autres rubriques du tarif qui ont besoin d'être alignées au Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO. La CEDEAO doit organiser une réunion (pour la négociation) concernant la liste des exonérations de type B devant aider à finaliser l'alignement au TEC. La Gambie se prépare actuellement pour la négociation des produits qu'elle va inclure dans la cinquième bande.

e) Conclusions et Recommandations

L'économie gambienne est restée performante malgré quelques défis importants découlant de la crise mondiale et dont les effets doivent encore diminuer. Par conséquent la stabilité macroéconomique, qui a été préservée ces dernières années, a décliné légèrement dans la première moitié de 2009 comparée à la même période en 2008. La réduction de l'investissement étranger direct peut continuer d'affecter les services et les secteurs de la construction.

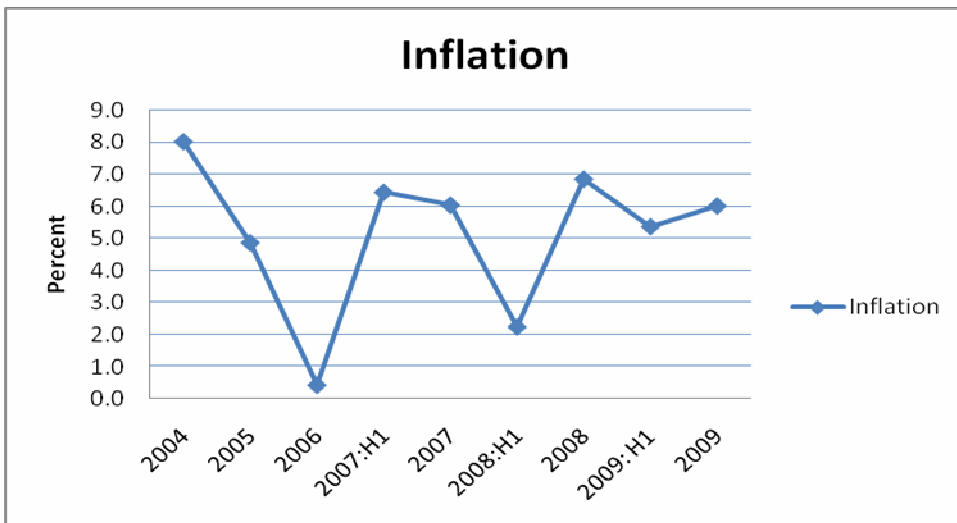
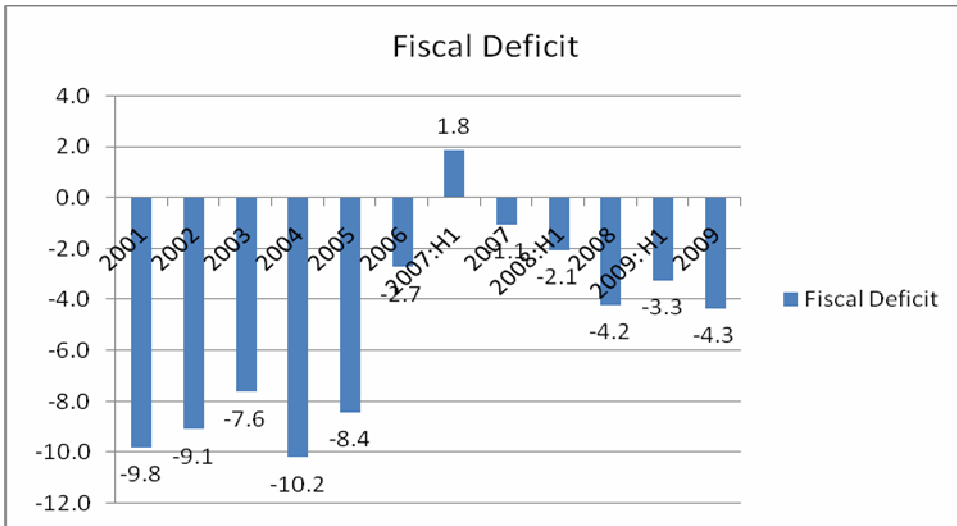
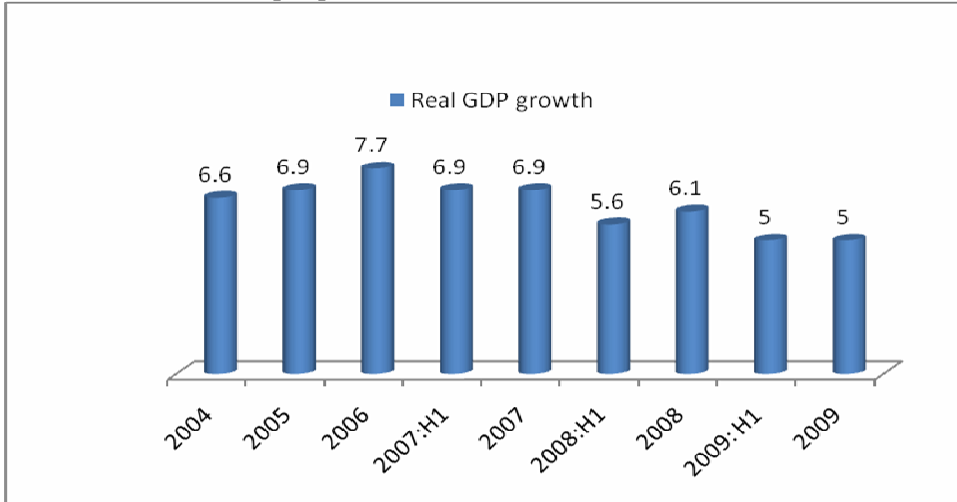
Compte tenu des développements susmentionnés, le gouvernement a besoin d'adhérer aux politiques fiscales et monétaires prudentes adoptées ces dernières années afin de soutenir dans l'ensemble le niveau des activités économiques et de la stabilité macroéconomique.

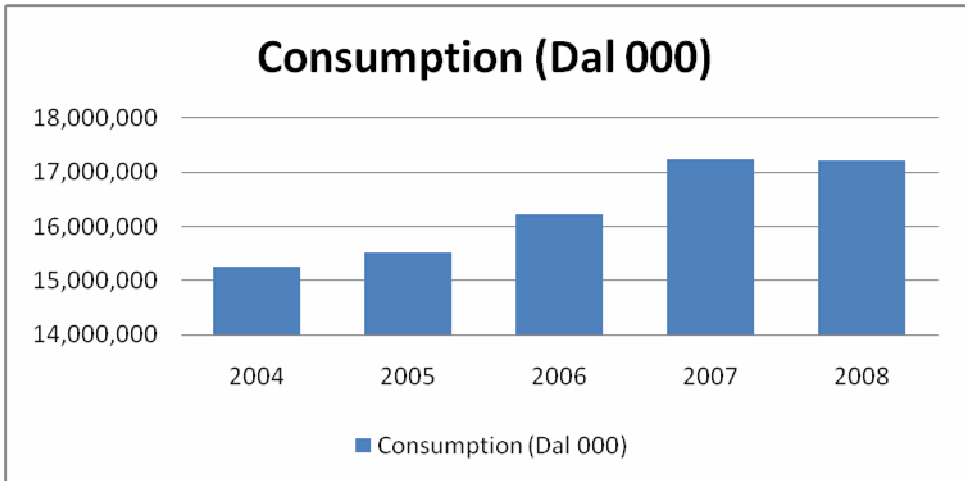
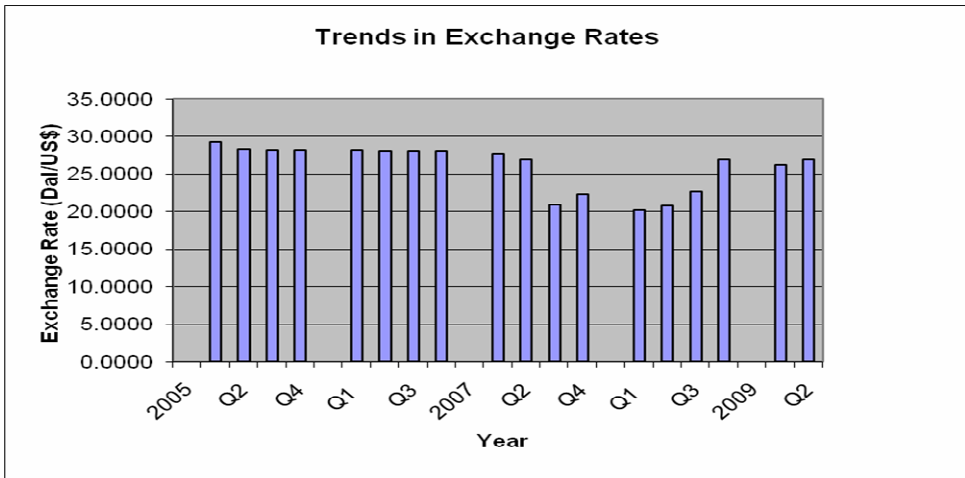
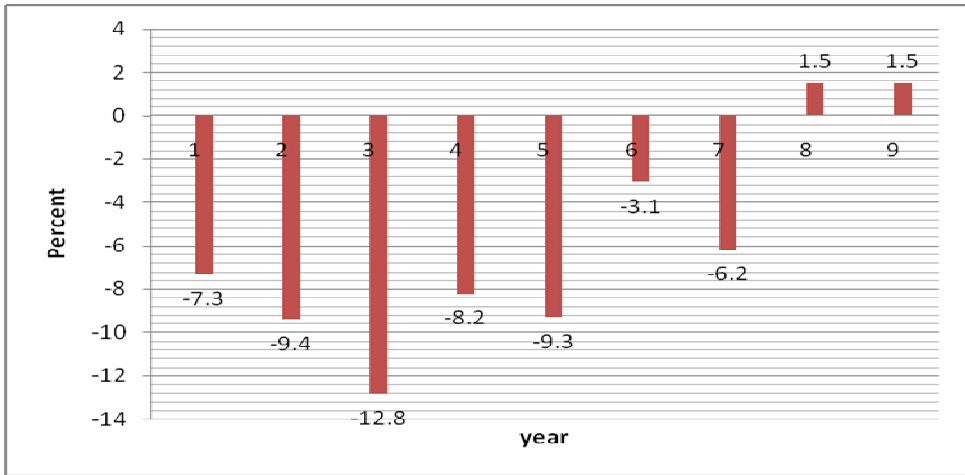
En plus, le secteur réel manque d'infrastructures adéquates telles que les barrages d'irrigation, les facilités de stockage et autres intrants pour stimuler une production plus élevée de la consommation locale des exportations, ce qui accroîtrait la capacité du pays à gagner des devises étrangères. Il est aussi nécessaire pour la

Gambie d'accélérer ses mesures d'harmonisation politique, particulièrement, dans le domaine de la création d'un système de paiements et d'interconnexion. Les recommandations suivantes ont été proposées.

- 1) améliorer le taux de pression fiscale en introduisant un impôt sur la valeur ajoutée, continuer à renforcer l'appareil de recouvrement des impôts et élargir l'assiette fiscale;
- 2) faciliter le développement du secteur privé en accroissant l'accès au crédit et en améliorant le développement des infrastructures telles que les routes, les services publics et les télécommunications ;
- 3) consentir des efforts consciencieux pour augmenter le niveau des investissements publics financés par les sources locales ;
- 4) diversifier la base de la production pour faire face à la grande dépendance du pays de quelques produits de matières premières d'exportation ;
- 5) améliorer le potentiel de revenu en devises étrangères à travers la promotion des exportations ;
- 6) créer un accord possible avec le gouvernement du Sénégal afin de faciliter le commerce transfrontalier et accélérer la réalisation de tous les aspects des ETLs et TEC; et
- 7) dans le cours terme, le Gouvernement doit considérer la rationalisation des dépenses et dans le moyen et long terme augmenter les revenus mentionnés ci-dessus dans la recommandation (1).

Annexe: Liste des Graphiques





3.2.2 LE GHANA

Le nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir en janvier 2009 s'est engagé à assurer une stabilité macroéconomique même s'il soutient l'élan actuel de la croissance économique et de développement. Le gouvernement a l'intention de réaliser ces objectifs à travers la mobilisation effective de ressources et la coordination correcte de politiques, la modernisation de l'agriculture, la réanimation des activités de fabrication et l'expansion des infrastructures spécialement dans les domaines de l'énergie, du transport, de l'eau et des communications. Cette stratégie sera réalisée grâce à une discipline fiscale reposant sur une gestion prudente des dépenses publiques, une stricte adhésion aux règles d'achat public, une mobilisation efficace des revenus locales. La politique monétaire sera axée sur une réduction sensible des tensions inflationnistes et une stabilisation des prix et des taux de change.

Prenant en compte ces ambitions, le gouvernement s'est fixé les objectifs macroéconomiques suivants dans son programme budgétaire de 2009 :

- une croissance réelle du PIB de 5.9%;
- un objectif d'inflation moyenne de 15.3%;
- une inflation de fin de période de 12.5%;
- un déficit budgétaire global équivalent à 9.4% du PIB ;
- des réserves brutes de changes de plus de deux mois d'importation de biens et services.

Les données provisoires montrent que le Ghana s'est heurté à d'importants défis dans la première moitié de 2009 avec une instabilité macroéconomique et un ralentissement des activités économiques. Le Ghana a vécu une situation macroéconomique instable caractérisée par des déficits fiscaux importants, une dette publique en hausse et une inflation élevée. Les tensions inflationnistes qui ont monté en flèche au cours de l'année précédente sont restées fortes, avec une inflation de fin de période atteignant 20.7% en mi-2009. Le taux de change a fluctué largement contre les principales monnaies internationales.³ Les taux d'intérêt ont amorcé une tendance à la hausse durant la période concernée, reflétant les croissantes tendances inflationnistes et les perspectives peu rassurantes.

Secteur Réel

La croissance du PIB réel a été estimée à 5.9% comparée au taux de croissance de 7.3% enregistré lors de l'année précédente. Les données provisoires et les analyses basées sur l'indice diversifié des activités économiques confirment le ralentissement des activités économiques, influencées en partie par les baisses des demandes des entreprises et des consommateurs. En temps réels, la croissance annuelle de

³ La monnaie locale (le cedi) s'est déprécié de 18.8%, 15.6% et 12.6% contre la livre sterling, le Dollar US et l'Euro respectivement dans la période des six mois. Elle s'est déprécié de 6.3%, 8.8% et de 19.1% contre ces monnaies dans la même période de 2008

l'indice a été de 2.2% comparée à une hausse de 25.6% enregistrée à la période correspondante de 2008. Quelques uns des secteurs qui continuent d'être affecté par la mauvaise orientation de l'activité économique sont la construction, la production industrielle et le tourisme. A l'inverse, les secteurs d'exportation ont contribué positivement à la croissance de l'indice.

L'inflation s'est accéléré de 18.4% à la fin de 2008 à 20.7 % à la mi-2009. Les tensions inflationnistes ont été attribuées à la dépréciation rapide de la monnaie locale et en partie à un ajustement vers le haut des prix des produits pétroliers, spécialement dans le second trimestre de l'année.

Le nouveau gouvernement a l'intention d'insister sur la production agricole. A cet égard, il a fourni un soutien financier aux jeunes agriculteurs. D'autres encouragements et programmes dans ce secteur comprennent les subventions de l'engrais et du carburant pour la pêche ainsi que d'autres intrants comme les machines et les équipements pour les cultures et les récoltes. En plus, le gouvernement s'est aussi engagé dans des programmes extensifs relatifs à la réhabilitation des barrages d'irrigation et de production de riz et maïs dans des endroits stratégiques du pays.

Secteur Fiscal

Un des objectifs principaux du budget de 2009 a consisté à faire face aux dépenses excessives auxquelles on a assisté en 2008 et de ramener l'économie sur le chemin de la consolidation fiscale. A cet égard, la politique fiscale a consisté à améliorer le recouvrement des recettes fiscales en introduisant des réformes dans l'administration des impôts et à rationaliser la gestion des dépenses dans le but de minimiser les dépenses improductives.

Les données provisoires montrent que les recettes intérieures totales de la première moitié de 2009 équivalait à 22.3% du PIB comparé aux 23.5% de la période correspondante de 2008. Les subventions totales reçues des partenaires au développement du pays étaient de 5.5% du PIB comparées aux 6.1 % de la même période de 2008.

D'autre part, les dépenses totales ont baissé en termes relatifs de 39.4% du PIB dans la première moitié de 2008 à 33.8% dans la période sous-revue. La réduction des dépenses totales était surtout attribuée à une diminution des investissements publics qui constituaient 28.8% des engagements totaux comparés aux 32.6% de la période précédente. Les paiements d'intérêt et le poids des salaires du secteur public, ce qui représentait une grande proportion des dépenses courantes, ont continué à poser un défi important aux autorités fiscales⁴.

⁴ Les paiements d'intérêt ont représenté environ 12.4 pour cent des dépenses totales, augmentant de 22.2 pour cent sur les frais encourus sur cet objet dans la première moitié de 2008. De manière similaire, la masse salariale, ce qui représentait 30.4 pour cent des frais encourus, a augmenté de 14.0 pour cent pendant la période sous-revue.

Par conséquent, les opérations financières du gouvernement ont entraîné un déficit budgétaire dans l'ensemble (excluant les subventions sur la base d'engagement) de 11.7 %, ce qui a montré une amélioration relative sur la position de déficit de 15.8% enregistré dans la précédente période. Prenant en compte les subventions, le déficit équivalait à 5.8% comparé à 9.7% de la précédente période correspondante. Le déficit budgétaire dans l'ensemble (y compris les subventions) a été principalement financé à partir de sources locales (65.7%), spécialement, la Bank of Ghana.

Développements du Secteur Monétaire

La politique monétaire de la Bank of Ghana était généralement sujette aux contractions dans la première moitié de 2009. La base monétaire a baissé de 7.1% comparé à la réduction marginale de 1.2 pour cent de la précédente période correspondante. Conformément à la position politique, la Banque a intensifié sa fonction de gestion de liquidités entraînant comme résultat un déclin relatif de la masse monétaire au sens strict (comprenant la circulation fiduciaire et les dépôts d'argent)⁵. Par conséquent, la croissance de l'offre de monnaie au sens large (M₂₊) était de 6.9 %, plus faible que les 7.5% d'expansion enregistrée dans la première moitié de 2008.

Les avoirs extérieurs nets ont eu un effet d'adoucissement sur la création de liquidités surtout à cause du déclin relatif des réserves de devises étrangères de la Banque Centrale. Néanmoins, la croissance modérée de l'ensemble de la liquidité durant la période de sous-revue a été conduite par des développements des avoirs intérieurs nets (AIN, particulièrement, concernant les réclamations nettes des systèmes bancaires sur les institutions gouvernementales et du secteur privé⁶. La performance effective de la Banque Centrale en effaçant l'excès de liquidité a eu comme contrainte les emprunts excessifs du gouvernement. Par conséquent, la tenue par la Banque Centrale des bons de trésors, des actions et des obligations a augmenté de manière significative pendant la période sous-revue.

Tableau 3.42 DEVELOPPEMENTS DANS LES AGREGATS MONETAIRES CLES

CONTRIBUTION A L'OFFRE D'ARGENT AU SENS LARGE	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009 June
						June	Dec.	
Avoirs extérieurs nets (NFA)	44.0	17.9	6.3	20.3	8.2	-9.2	-6.0	-2.8
Crédits nets au Gouvernement (NCG)	-7.2	24.5	2.6	5.3	-7.7	9.4	21.4	5.5
Crédits au secteur privé (CP)	14.2	8.5	17.5	20.4	28.8	11.9	27.0	10.0
Crédits aux Entreprises publiques (CPUB)	5.0	3.5	2.2	3.7	10.7	-1.5	4.3	0.6
Autres éléments nets (OIN)	-20.2	-26.5	-14.6	-10.7	-3.7	-1.7	-6.9	-5.7
Croissance de la masse monétaire au sens large (M ₂₊)	35.8	27.7	14.3	38.8	36.3	7.5	39.8	6.9
CROISSANCE DANS LES AGREGATS CLES								
Base monétaire	33.4	18.5	11.2	32.3	30.5	-1.2	27.1	-7.1
Masse monétaire au sens strict (M ₁)	34.8	31.7	6.3	35.1	40.7	-5.4	29.0	-9.1
Circulation Fiduciaire	35.7	15.2	9.9	27.0	29.3	-14.3	26.2	-15.9
Dépôts	42.0	44.6	2.8	43.7	51.5	1.9	31.2	-3.8
Quasi Money	45.3	22.5	30.6	47.5	48.1	12.4	33.7	14.7
Dépôts en devises étrangères	28.8	24.1	16.1	36.8	10.0	36.6	83.0	30.1

⁵ La proportion de monnaie fiduciaire par rapport à l'offre d'argent au sens large (M₂₊) a baissé de 18.2% à la mi-2008 à 16.2% à la mi-2009. La circulation fiduciaire et la demande des dépôts ont baissé de 15.9% et 3.8% respectivement dans la première moitié de 2009

⁶ NDA a augmenté de 48.2% au premier semestre de 2009 contre 47.3% dans la même période en 2008.

Il était aussi nécessaire que, en dépit des activités soutenues de création de liquidités du système bancaire et de la relative production de la monnaie en circulation (en dehors du système bancaire), les dépôts ont diminué de 3.8% pendant la première moitié de 2009. Ceci suit un ralentissement du taux de la croissance des dépôts de 51.5% en 2007 à 31.2% en 2008, un développement qui a été attribué à une substitution de demandes de dépôts libellée en monnaie locale en faveur des dépôts en monnaies étrangères en raison d'appréhensions entourant les élections de 2008⁷. Toutefois, l'analyse de la période sous-revue a indiqué une préférence croissante pour les investissements des institutions des secteurs financiers et privés (y compris le public en général) pour les actifs financiers à court terme, spécialement, les bons de trésors et les dépôts à terme de 91 jours et 180 jours. Les crédits totaux accordés au secteur privé ont augmenté de 43.0% même s'il a été fait à un taux plus faible que celui du record de croissance de la période précédente.

Les taux d'intérêt ont eu une tendance à la hausse durant la période de la revue. Le taux d'escompte bancaire préférentiel de la Bank of Ghana a augmenté de 17.0% à 18.5%. Le taux d'escompte sur les bons de trésor de 91 jours du gouvernement ont aussi augmenté plus de 24.7% à 25.8%, reflétant un emprunt gouvernemental croissant des secteurs privés bancaire et non bancaire. Les taux des dépôts à terme ont aussi augmenté de 75.0 points à 16.3%. De façon similaire, le taux interbancaire a aussi augmenté de 19.0% à 22.5%. Néanmoins, le taux moyen d'épargnes a baissé très légèrement de 20.0 points à 8.9% pendant que le taux moyen de prêt a augmenté de 550.0 points à 32.8%, aggravant ainsi la différence du taux d'intérêt qui est déjà large.

Les taux d'intérêt croissants, la dollarisation et la substitution des dépôts en faveur des actifs financiers à court terme représentent des risques de baisse de la stabilité financière. Les risques ont trait aux possibilités de risques croissants des dépôts d'argent dans les banques, la dépréciation de la monnaie locale, les sorties de capitaux aggravant l'intermédiation financière et un engagement croissant du gouvernement à respecter les paiements d'intérêt élevé. Ce sont des questions qui exigent l'attention immédiate des autorités monétaires.

Secteur Extérieur

La pression sur la balance des paiements s'est atténuée légèrement durant la période sous-revue en dépit de développements favorables sur le compte courant. Les transactions sur les comptes extérieurs ont eu comme résultat dans l'ensemble un déficit de la balance globale équivalent à 8.2% du PIB comparé à 8.7 % de la période correspondante en 2008.

⁷ 5 Les dépôts de devises étrangères ont constitué 27.8% de l'offre d'argent au sens propre (M2+) en mi- 2009 comparé aux 21.8% de la mi-2008.

Le déficit du compte courant s'est amélioré sensiblement de 16.1% du PIB à 3.8 %. Cette amélioration a été attribuée à une croissance modérée des exportations et à une réduction considérable des importations. Les exportations totales de la première moitié de la période de 2009 se sont élevées à US\$ 3 056,3 millions comparées aux US\$ 2 845,8 millions de la même période précédente, représentant une croissance de 7.4%. Les exportations à la fois traditionnelles et non traditionnelles expliquent ce développement positif. D'autre part, les importations ont baissé de US\$ 5000,9 millions dans la première moitié de 2008 à US\$ 4 002,7 millions dans la période correspondante de 2009. Les importations de produits non pétroliers, qui expliquent les 85.7 pour cent des importations totales, ont aussi décliné de 6.7 % à US\$3 428,6 millions. Les importations de pétrole ont décliné drastiquement de US\$ 1 326,5 millions à US\$574.1 millions à cause d'une combinaison de facteurs, y compris, des prix plus faibles sur le marché international, un changement des éléments de dosage de la production d'électricité du thermique à l'hydro ainsi qu'une contraction de la demande. Les envois privés reçus durant la première moitié de l'année sont restés élevés à US\$ 4 226,0 millions, quoi que les afflux destinés aux individus aient connu une tendance à la baisse.

Le solde du compte des capitaux a baissé durant la période sous-revue d'autant que les transferts de capitaux nets ont atteint un total de US\$ 145.4 millions comparés à US\$ 248.2 millions dans la précédente période. En particulier, le compte financier a connu une sortie nette de US\$ 194.23 millions comparé aux afflux nets de US\$ 596.9 millions enregistrés dans la période correspondante en 2008, émanant surtout des inversions dans les portefeuilles et autres investissements (net) à cause des appréhensions des investisseurs en rapport au désarroi financier mondial.

Les transactions sur la balance de paiements durant la période a eu comme résultat la réduction des actions des réserves extérieures de US\$ 2 036,2 millions en fin 2008 à US\$1 705,22 millions à la mi-2009, représentant 2,4 mois de couverture d'importations. Les réserves de devises étrangères en déclin ont eu un impact négatif sur la monnaie locale (le cedi), qui a déprécié de 18.8 %, 15.6% et 12.6% contre la livre sterling, le dollar US et l'euro respectivement durant la période sous-revue.⁸ Avec un paiement des services de la dette constituant 3.5 % du PIB, contre le seuil du FMI de 25.0 %, la position de la dette extérieure du pays est viable.

Statut de la Convergence

La revue a indiqué que la performance du pays au titre de la convergence macroéconomique s'est dégradée durant la première moitié de 2009. Le Ghana n'a rempli qu'un seul critère au cours du 1^{er} semestre 2009 à savoir le taux de pression fiscale.

Critère Primaire

Bien que les restrictions dans les dérapages budgétaires aient eu comme résultat une baisse importante du déficit budgétaire, il reste encore élevé à environ 7.7

⁶ Le cedi a déprécié de 6.3%, 8.8% et de 12.6% contre la livre sterling, le dollar US et l'Euro dans la correspondante période de 2008.

pourcentage de points au-dessus du critère de 4.0 pour cent. Les tensions inflationnistes élevées se sont accélérées davantage. Le financement du déficit budgétaire de l'Etat par la Banque Centrale était de 25.7 %, les réserves extérieures brutes étaient de 2.4 mois de couverture d'importations, au-dessous de la limite des 6.0 mois.

La performance sous le second critère n'était pas aussi encourageante d'autant que le résultat des différentes références a montré des divergences avec les références rétablies. Les données relatives aux arriérés intérieurs n'étaient pas disponibles. Néanmoins, une revue des opérations financières du gouvernement a indiqué des efforts louables envers la liquidation des arriérés existants d'autant que les paiements en espèces ont dépassé les engagements effectués durant la période. Le pays a atteint l'objectif en matière de taux de pression fiscale même si l'on note une baisse des performances par rapport à la même période en 2008. Le poids des salaires du secteur public a continué à augmenter à cause de la baisse des déclarations de revenus. A 17.8% le niveau des investissements était au dessous de la référence qui est de 20.0 %.

Tableau 3.43 GHANA: STATUT DE CONVERGENCE

	Cible	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
							JUNE	DEC	JUNE	DEC
Critères Primaires:										
i) Déficit Budgétaires/PIB	≤4%	7.7	9.5	6.9	12.6	14.5	15.8	19.5	11.7	18.0
ii) Taux d'inflation	≤5%	23.6	11.8	13.9	10.9	12.8	18.4	18.4	20.7	29.8
iii) Financement du Déficit Budgétaire	≤10%	0.0	1.6	0.0	0.0	0.0	33.8	36.0	25.7	15.5
iv) Réserves Extérieures Brutes	≥6m	4.1	3.7	4.0	3.7	3.9	2.9	2.2	2.4	2.3
Critères Secondaires :										
	=0	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
i) Arriérés intérieurs	≥20%	19.3	22.4	20.8	21.1	23.7	21.2	25.4	20.4	23.9
ii) Recettes fiscales /PIB	≤35%	44.4	38.9	44.4	53.1	51.5	52.7	53.8	58.3	49.5
iii) Mass Salariale/ Recettes fiscales	≥20%	18.8	18.4	18.8	26.5	27.3	33.5	35.8	17.8	6.0
iv) P. Invest/Recettes fiscales	≥0	-13.9	-2.3	-7.5	-6.2	-11.8	-16.4	-16.2	-18.7	-19.8
v) Taux d'Intérêt Réel Positif	±5%	0.8	-1.4	0.0	7.1	1.5	4.5	9.1	5.6	7.6
vi) Taux de change Réel **										
Nombre Total de critères atteints		2	3	3	3	4	3	2	1	1

Perspectives

Les perspectives paraissent très stimulantes. Il est attendu que les investissements injectés dans le secteur réel aideraient à revigorer l'économie. Le Taux de croissance du PIB réel pourrait être supérieur à celui initialement projeté. En effet, la tendance des indicateurs conjoncturels montre que le pays est sur le chemin de réaliser les 5.9 pour cent du taux réel de croissance du PIB projeté pour l'année.

En dépit de l'amélioration de la gestion de la politique fiscale, les autorités rencontrent encore un nombre de défis. Le déficit budgétaire est excessivement élevé et les projections montrent que la situation s'aggraverait dans la seconde moitié de l'année. Les contraintes en vigueur ont trait au fardeau salarial élevé du secteur public, les taux d'intérêt croissants et la liquidation des arriérés en suspens provenant des engagements faits durant la précédente année.

Toutes choses étant égales par ailleurs, les perspectives montrent que les tensions inflationnistes observées dans la première moitié de l'année peuvent persister durant la seconde moitié. L'indice des prix à la consommation a augmenté considérablement de 15.9% dans la période sous-revue, indiquant une inflation projetée au dessus de 21.0% pour l'année. L'amélioration relative dans les opérations fiscales au cours de la première moitié de l'année faciliterait aussi le

processus de ralentissement. Cependant, l'existence de certains facteurs de risques poserait de sérieux défis aux autorités. Premièrement, les tensions inflationnistes peuvent continuer de subsister durant le troisième trimestre de 2009 à cause des effets retardés relatifs à l'adaptation fiscale entreprise dans la première moitié de l'année. Deuxièmement, les incertitudes concernant les tendances à court terme des prix du pétrole brut peuvent fournir un risque de baisse aux efforts à l'endroit de la stabilisation des prix. Troisièmement, les tensions inflationnistes peuvent être aggravées encore par une dépréciation de la monnaie locale, à être influencés par deux importants facteurs ayant trait au déclin des réserves extérieures brutes et au phénomène d'une substitution d'une monnaie émergente.

La position tendue des réserves extérieures devrait s'atténuer légèrement au 2^{ème} semestre à cause du volume croissant d'exportations et des politiques fiscales prudentes qui sont en train d'être mises en place pour minimiser le déficit du compte courant. Toutefois, les contraintes sur le capital et les comptes financiers représentent des questions d'intérêt qui ont besoin d'être abordées aussi tôt que possible.

En ce qui concerne les critères de convergence, les projections indiquent que la performance continuerait à être difficile au cours de la seconde moitié de l'année 2009 d'autant que le pays maintiendrait le second critère relatif au taux de pression fiscale. Le déficit budgétaire et l'inflation resteraient élevés à cause de l'instabilité budgétaire. En dépit d'une atténuation attendue du potentiel de revenu des devises étrangères, les contraintes dans le secteur extérieur ne permettraient pas la réalisation du critère sur les réserves extérieures. Réaliser les objectifs sur la masse salariale et les investissements publics à partir des sources domestiques serait aussi difficile.

STATUTS DES ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET HARMONISATION DES POLITIQUES

Comité National de Coordination (CNC)

L'AMAO a reçu la confirmation de la création du Comité National de Coordination (CNC) du Ghana sous la Présidence du Directeur des Analyses de Politiques Economiques et de la Division de la Recherche, du Ministère des Finances et de la Planification Economique. A cet égard, un compte bancaire a été ouvert dans lequel la Commission de la CEDEAO alloue une subvention annuelle de USD 7 500,00.

En plus, le Président a établi un Secrétariat au Ministère des Finances et de la Planification Economique et a reçu un équipement informatique ainsi que des accessoires de la Commission de la CEDEAO. Le Président est en train actuellement de faire des arrangements pour recruter un Macroéconomiste et une Secrétaire Bilingue pour gérer les opérations du Secrétariat au jour le jour, conformément aux directives de la Commission de la CEDEAO.

Toutefois, le CNC n'a pas été actif depuis sa création d'autant qu'il lui reste toujours à organiser une réunion officielle et à élaborer un programme d'activités et à remplir d'autres fonctions conformément à la décision (A.DEC.17/12/01 de 2001) de l'Autorité des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO.

Suivant les discussions avec les officiels de haut rang avec les départements comme le Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Régionale, la Bank of Ghana et le Service des statistiques du Ghana, les institutions concernées ont donné leur

accord pour activer le CNC pour lui permettre de jouer efficacement son rôle sous le Mécanisme de Surveillance Multilatérale. Le Ministre Délégué des Affaires Etrangères et celui de l'Intégration Régionale se sont engagés à appuyer le Ministère des Affaires Etrangères à faire les contacts nécessaires avec toutes les institutions correspondantes membres et d'autres arrangements afin de garantir le fonctionnement effectif du CNC.

Les Systèmes de Paiements

Le Ghana a avancé dans les réformes de ses systèmes de paiements en 2008 et 2009. Le pays a créé le système de Règlement Brut en Temps Réel (RBTR) et le Système de Règlement des Titres (SRT) pour fournir des plateformes pour des paiements de grande valeur et en temps réel. En plus, la Bank of Ghana a créé la Ghana Interbank Payment and Settlement Systems Limited (GhIPSS) en 2007 comme un corps subsidiaire pour gérer les paiements et règlements interbancaires. La Banque of Ghana a amélioré la technique de compensation du MICR dans le but de renforcer son efficacité et sa vitesse de traitement.

En mai 2009, GhIPSS a lancé un ATM biométrique pour compléter le terminal de point de vente simple (PVS) du système électronique national de cartes de paiements (switch) qui a été introduit en 2008. Ce dispositif est destiné à renforcer l'interopérabilité au sein des fournisseurs de services comme cela permettrait aux détenteurs de cartes du switch National à avoir accès aux banques et services de paiement à n'importe quel PDV appartenant à n'importe quelle banque ou négociant. Suivant la création du switch national, beaucoup de dispositifs de PDV ont été déployés dans les écoles, hôpitaux, pharmacies, restaurants, supermarchés, boutiques, etc. pour encourager les paiements en base de cartes et les transferts de fonds.

En outre, la Central Securities Depository Bill fut votée comme loi (Loi733) pendant la période sous revue afin de fournir le cadre juridique et réglementaire pour la création, l'opération et la régulation des dépôts pour la création et la promotion d'un marché monétaire primaire et secondaire de capitaux dynamique au Ghana.

Les travaux relatifs à la Chambre de Compensation Informatisée et Codeline Clearing and Truncation System (pour remplacer le système actuel de compensation des chèques) sont aussi très avancés. Ces projets ont actuellement atteint la phase pilote avec l'espoir qu'ils deviennent complètement opérationnels d'ici la fin de septembre 2009. Quand ils seront terminés, ces systèmes vont permettre aux opérateurs des systèmes de paiement de réduire le temps de traitement et de raccourcir le cycle de compensation de l'actuel maximum de T+2 à T+1. Les systèmes vont faciliter aussi les échanges de dossiers au sein des banques de dépôts possibles pour les banques qu'il s'agisse de débits en gros ou de paiements de crédit à travers un système de compensation électronique.

D'autres projets en cours comprennent la création de zones de compensation régionale, des liens de règlement interrégionaux et la collatéralisation des risques dans les banques de compensation. Des arrangements sont également en cours pour résoudre certains défis liés aux télécommunications et plans de réparation en cas de catastrophes.

Schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC) et Tarif Exterieur Commun (TEC)

Le Ghana a complètement mis en application les dispositions du SLCC en 2007 et s'est totalement conformé au protocole sur la libre circulation des biens et des services. Toutefois, les obstacles principaux et les défis auxquels le pays est confronté ont trait entre autres aux règlements complexes d'origine, de procédures lourdes pour les produits industriels, des systèmes de compensation inefficace, l'existence continue de barrières commerciales, y compris d'inutiles barrages routiers et d'autres procédures frontalières qui prennent du temps, l'imposition d'emballages et des exigences spéciales de santé et dans d'autres pays de la CEDEAO, des décisions anti-commerce unilatérales par certains pays de la CEDEAO et l'existence de deux systèmes de libéralisations du commerce (CEDEAO et UEMOA).

En ce qui concerne le TEC, le Ghana n'a pas encore mis en application les principes de base requis sous ce système. Les autorités sont actuellement engagées dans les négociations avec le Comité de Gestion de CEDEAO-UEMOA sur la liste des marchandises appartenant au Type B des Exemptions. Les autorités sont également en train de faire les arrangements nécessaires pour aligner le Type A des Exemptions aux taux TEC appropriés, adopter le cadre juridique approprié et la 5ème bande proposée de 35.0% et entreprendre les programmes de sensibilisation nécessaire pour faciliter la mise en application du TEC.

Harmonisation Statistique

Le Ghana est beaucoup en avance sur le programme d'harmonisation statistique. Le pays s'est conformé depuis 2006 à la plateforme commune pour la détermination et le calcul de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) qui couvre tout le pays et se base sur le panier de la ménagère comprenant 273 produits. Le Service des Statistiques a aussi révisé la méthode de pesage en utilisant les informations obtenues de l'enquête sur les niveaux de vie. En suivant la fin des enquêtes appropriées, le Service des Statistiques a changé l'année de référence de l'IPC de 1997 à 2004.

Les Services des Statistiques sont actuellement engagés dans l'harmonisation des Comptes Nationaux. La méthode COICOP de classification a été adoptée et les arrangements sont en cours pour passer de l'actuelle méthode SNA 68 de présentation au SNA 93 d'ici la fin de 2009. En ce qui concerne la base de données de l'ECOMAC, les Services Statistiques ont adopté l'IPC, les Comptes Nationaux et les Statistiques Commerciales jusqu'à 2007. En outre, les Services des Statistiques ont l'intention de créer une base de données sur le commerce informel. Pour réaliser cet objectif, un Consultant a été engagé pour établir le cadre nécessaire.

L'absence de fibre optique crée des difficultés dans le téléchargement des données en utilisant le système téléphonique. Pour aborder ce problème, les arrangements sont faits pour créer un modem qui sera appelé 'la Ghana Community Network Services' basé sur la technologie de fibre optique. Les Services des Statistiques font également face à quelques autres défis relatifs aux difficultés dans la production des données telle que : des données inadéquates sur les activités de certains fournisseurs de services, une mauvaise classification des points de transactions entre les dépenses d'investissement et de consommation, la consommation intermédiaire et finale, les transactions de commerce en gros et de détail etc. Les arrangements sont en cours pour intensifier la formation dans ces domaines. Le Service a aussi souligné le problème de la coordination des données parmi les différentes institutions et exprimé le besoin d'un point central de collecte de données.

Conclusions et Recommandations

L'économie du Ghana qui était en expansion pendant ces dernières années a ralenti au cours de la période sous-revue conformément aux prévisions liées à la crise mondiale. En dépit d'un déclin relatif à la confiance dans les affaires et la confiance des consommateurs, les autorités ont indiqué que le taux de croissance de 5.9% projeté pour l'année serait atteint.

Toutefois le gouvernement fait face à d'importants défis concernant la stabilisation de l'économie. Les tensions inflationnistes qui sont montées en flèche en 2008 ont continué de persister, entretenues par une combinaison de facteurs comprenant les effets retardés des récents déséquilibres budgétaires, le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale, la croissante dollarisation de l'économie et la dépréciation continue de la monnaie locale. Les difficultés budgétaires ont eu des contraintes sur l'efficacité de la politique monétaire malgré les efforts de la Bank of Ghana à se défaire de l'excès de liquidité. Les taux d'intérêt ont montré une tendance vers la hausse durant la période sous-revue reflétant les tendances inflationnistes élevés et une exigence croissante de l'emprunt du gouvernement. En dépit d'une amélioration relative dans le compte courant, le secteur externe connaît aussi quelques contraintes dues à des réserves inadéquates provenant des flux de devises étrangères en baisse, y compris les paiements privés et les inversions dans les portefeuilles d'investissement.

Les difficultés macroéconomiques ont affecté la performance du pays sur la plupart des critères de convergence, surtout, le déficit budgétaire, le financement du déficit, l'inflation, les réserves externes brutes, les taux d'intérêt réels positifs et la stabilité du taux de change réel. Les perspectives ont indiqué que le pays continuerait à lutter pour satisfaire aux critères dans la seconde moitié de 2009. Néanmoins, le programme d'harmonisation statistique et le schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO progressent graduellement. Les autorités ont besoin de renforcer les arrangements institutionnels, particulièrement, le CNC, pour faciliter la réalisation rapide des programmes appropriés.

Il est recommandé que le pays mette en application les politiques qui soutienne la demande globale de l'économie sans engendrer une expansion fiscale excessive, des taux d'intérêt élevés et un déséquilibre externe. Ceci souligne le besoin d'une combinaison de politiques correctes alors que le pays aspire à atteindre une croissance élevée destinée à la réduction de la pauvreté et atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

1. Adopter une politique de dépenses basée sur les encaissements et prioriser les dépenses discrétionnaires comme moyens de contrôle des dépassements budgétaires ;
2. Encourager les investissements dans les actifs financiers de longue durée libellés en monnaie étrangères de manière à minimiser la série d'inversions dans le portefeuille d'investissements étrangers qui affecteraient la stabilité du système financier,

3. Veiller à un strict respect des normes prudentielles par les banques afin d'empêcher une accumulation des actifs non performants des banques de dépôts ;
4. Prendre des mesures appropriées pour réduire le poids de la masse salariale du secteur public en rationalisant le secteur public de manière à renforcer sa productivité ;
5. La Banque Centrale devrait éviter l'arrangement des déficits fiscaux en explorant le financement externe à travers les subventions et les emprunts à tarif préférentiel étant donné l'espace fiscal fourni par la position de la dette extérieure viable ;
6. En plus des mesures de politique mentionnées dans la loi des finances, le gouvernement du Ghana devrait dresser un programme compréhensif de court et à moyen terme présentant les stratégies visant à remplir les critères de convergence macroéconomique établis;
7. Les Ministères des Finances, des Affaires Etrangères et de l'Intégration Régionale devraient assurer une opérationnalisation du CNC pour faciliter le traitement efficace des aspects techniques du Programme Economique et de Coopération Monétaire du Ghana.

3.2.3 GUINEE

Pour l'année 2009, la politique macroéconomique du Gouvernement vise à assurer le dynamisme de l'activité économique et la stabilité des prix et du taux de change de façon à garantir la réalisation des objectifs fixés en matière de réduction de la pauvreté. Toutefois, en raison des effets de la crise internationale dont l'impact a été fortement ressenti sur le secteur minier, les finances publiques et la balance des paiements et de l'attentisme lié à la transition que traverse le pays, l'objectif de croissance a été fortement revu à la baisse. Le PIB est attendu en hausse de 0,7% en termes réels contre 5,0% initialement. En dépit de cet environnement difficile, l'activité s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix notamment en raison de la baisse du prix des produits alimentaires et énergétiques sur le marché international combinée à la rigueur dans la conduite de la politique monétaire et budgétaire qui ont favorisé une meilleure stabilité de la monnaie nationale.

3.2.3.1 Principaux développements macroéconomiques à fin juin 2009

Secteur réel

Au cours du 1^{er} semestre 2009, les activités économiques ont été affectées par l'attentisme consécutif au changement de régime et l'impact de la crise internationale sur les secteurs stratégiques. En effet, tout le programme économique du Gouvernement était bâti sur l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE au 31 décembre 2008 qui devrait se traduire par une importante réduction du fardeau de la dette. Par ailleurs, le secteur minier qui est l'un des poumons de l'économie nationale a souffert du ralentissement de la demande mondiale et la baisse du prix des produits exportés. En plus, le fonctionnement de l'administration a été affecté par le changement intervenu à la tête de l'Etat. Etant donné le poids de l'Etat dans l'orientation de l'activité économique nationale, cette situation a dû avoir d'importantes répercussions sur le secteur privé.

Cependant, la faiblesse de la demande intérieure combinée à la détente enregistrée au niveau des prix des produits alimentaires et énergétiques a favorisé une baisse considérable de l'inflation. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 24,6% en juin 2008 à 1,8% en juin 2009. La mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive combinée à une politique budgétaire rigoureuse a également contribué à la baisse de l'inflation.

Finances publiques

L'exécution du Budget de l'Etat s'est traduite par un déficit base engagement hors dons de 0,4% du PIB au 1^{er} semestre 2009. La compression au niveau des dépenses (79% des prévisions) a permis de compenser la moins value enregistrée au niveau des recettes (88% des prévisions). Ce sont surtout les dépenses courantes qui ont connu des coupes importantes. En effet, l'Etat a dû déployer d'importants moyens pour la réalisation de certaines infrastructures. Ainsi, les dépenses en capital sur financement interne ont représenté le double des prévisions au cours du 1^{er} semestre. Cette situation a dû affecter le fonctionnement normal au niveau de certaines administrations.

Situation monétaire

Au niveau de la situation monétaire, l'agrégat M2 s'est contracté de 6,4% par rapport à fin décembre 2008. Cette baisse de la masse monétaire résulte d'une diminution de 10,6% des avoirs intérieurs nets légèrement quelque peu compensée par un renforcement de 11,2% des avoirs extérieurs nets. La baisse des avoirs intérieurs nets résulte d'une contraction simultanée du crédit à l'Etat et au secteur privé. Quant au renforcement des avoirs extérieurs nets, il profite essentiellement à la Banque Centrale dont les réserves internationales sont passées de 64,07 millions de dollars à 129,50 millions de dollars. En effet au cours du 1^{er} semestre, la BCRG a encaissé USD 71,8 millions de dollars au titre du redressement fiscal de certaines sociétés notamment minières.

Secteur extérieur

S'agissant de la Balance des paiements, le 1^{er} semestre s'est soldé par un déficit courant de 194,1 millions de dollars soit l'équivalent de 4,5% du PIB contre 4,7% à la même période de l'année précédente. Etant donné que la balance commerciale est ressortie excédentaire pour USD 103,5 millions, le déficit courant se situe au niveau des services et des revenus. Le déficit courant a été compensé par une entrée nette de capitaux à hauteur de USD 230 millions de dollars. Ces entrées concernent notamment les investissements directs dans le secteur minier. Grâce à cet afflux de capitaux, le solde global de la balance des paiements a été excédentaire. Ce qui a favorisé une reconstitution des avoirs extérieurs.

En matière de taux de change, le franc guinéen s'est apprécié de 9,9% au cours du 1^{er} semestre 2009 par rapport au dollar US. Toutefois, l'écart par rapport au marché parallèle commence à dévier. A fin juin 2009, il a dépassé 5% contre moins de 2% auparavant.

3.2.3.2. Situation de la convergence

Au titre du 1^{er} semestre 2009, la Guinée a enregistré une performance exceptionnelle en satisfaisant à un total de sept (7) critères dont trois (3) de premier rang. Cette performance est d'autant remarquable que depuis 2000, la Guinée n'a jamais dépassé cinq objectifs communautaires.

Tableau 3.44 : Situation de la Convergence de la Guinée au 1^{er} semestre 2009

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec*	June	Dec*
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	? 4%	5,2	3,4	6,2	8,8	5,9	1,6	2,0	0,9	0,1	1,7	0,8	2,9
ii) Taux d'inflation	? 5%	7,2	5,2	6,1	12,9	27,6	29,7	39,1	12,8	24,6	13,5	1,8	7,7
iii) Financement BC	? 10% RF n-1	24,0	-0,7	24,5	14,6	26,2	-8,8	54,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0
iv) Reserves brutes de change	?6 mois Imports	2,2	2,8	2,3	1,6	1,2	1,1	0,8	0,4	0,5	1,1	1,2	1,8
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs	? 0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ii) Recettes fiscales/PIB	? 20%	10,2	11,4	12,0	10,5	9,5	12,2	14,8	13,5	14,4	14,7	15,3	15,5
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	? 35% RF	38,2	32,0	31,0	34,3	32,5	23,2	18,4	25,9	24,8	28,0	32,4	36,7
iv) Investissements interets/Recettes	?20% RF	7,7	5,5	10,2	12,1	16,1	12,6	12,0	11,9	14,5	12,9	20,0	16,9
v) Taux d'intérêt réel	> 0	0,7	2,8	1,3	-8,3	-19,2	-23,0	-20,0	1,8	-9,9	-0,5	5,2	-0,7
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-22,5	-11,1	-0,7	-8,7	-23,1	-21,2	-9,9	4,8	4,9	4,9	3,2	4,6
Nombre de critères respectés		1	4	3	1	1	3	2	5	4	4	7	3

Source: Banque Centrale, IMAO et AMAO

Au niveau des critères primaires, le ratio déficit budgétaire base engagement sur PIB s'est situé à 0,8% en rythme annuel. Cette performance a été rendue possible par une contraction drastique des dépenses courantes. De même, il a réussi à

maintenir son endettement auprès de la Banque Centrale à un niveau marginal. Quant à l'inflation, elle s'est située en net repli par rapport à la tendance observée ces dernières années. Le taux d'inflation s'est établi à 1,8% en glissement annuel contre 13,5% en décembre 2008 et 24,6% à la même période de l'année précédente. La performance par rapport à ce critère est d'autant remarquable que la Guinée n'avait jamais réalisé l'objectif de la CEDEAO en matière d'inflation. Pour ce qui est des réserves de change, le niveau reste toujours faible par rapport à la norme communautaire (6 mois d'importations).

Par rapport aux critères de second rang, celui relatif à la masse salariale a été, comme par le passé, réalisé en dépit d'une augmentation significative en raison de la prise en charge de nouveaux fonctionnaires. S'agissant des investissements financés sur ressources internes, le pays a réussi, pour la première fois, à réaliser l'objectif en raison notamment du financement de plusieurs infrastructures par le nouveau Gouvernement. Par ailleurs, la baisse de l'inflation a favorisé un niveau de taux d'intérêt réel positif. De même la relative stabilité de la monnaie nationale a permis d'assurer la stabilité du taux de change effectif réel. Par contre, le niveau de la pression fiscale reste encore faible au regard de l'exigence communautaire. Ce, en dépit des efforts entreprises ces dernières années. En dépit de certains progrès, l'inexistence d'un budget formel reste une préoccupation pour la consolidation de ces performances.

En dépit de l'embellie enregistrée au cours du 1^{er} semestre, la performance du pays pourrait connaître une importante baisse au terme de l'année selon les hypothèses du cadrage macroéconomique de juillet 2009. Au fait, l'inflation devrait se situer un peu au dessus de l'objectif communautaire. Ce qui devrait se traduire par un niveau de taux d'intérêt réel légèrement négatif. En plus, le niveau de la masse salariale devrait se situer au dessus du plafond de 35%. Aussi, le niveau des investissements sur financement interne rapporté aux recettes fiscales pourrait connaître une importante baisse.

3.2.3.3. Harmonisation des politiques et arrangements institutionnels

a- Développements des systèmes de paiements

L'exécution du projet initié par l'IMAO et financé par la BAD est entrée dans sa phase opérationnelle. Les dossiers d'appels d'offres préparés par le Consultant ont été récemment examinés au cours d'une réunion à Accra. Les appels d'offres concernent les lots suivants :

- 1) le système RTGS et de règlement et livraison de titres ;
- 2) la Chambre de compensation automatique et de traitement automatique de chèques ;
- 3) l'application bancaire (CBA).
- 4) L'infrastructure et l'énergie.

Pour ces trois premiers lots un seul opérateur sera retenu pour les trois pays engagés dans ce projet à savoir : la Gambie, la Guinée et la Sierra Leone.

Quant au 4^{ème} lot qui est relatif à l'infrastructure et à l'énergie, l'appel d'offres est local. Les termes de référence ont été élaborés et portent notamment sur :

- la mise à niveau et la reconfiguration ;
- l'énergie et la sécurité des salles informatiques ;
- le réseau internet.

Tous les contrats devront être signés avant le 4 décembre 2009.

b- Comité National de Coordination (CNC)

Tous les textes réglementaires pour la mise en place et le fonctionnement du CNC ont été signés par le Premier Ministre en mai 2009. Le macroéconomiste et la Secrétaire bilingue ont été également recrutés. Les équipements et le local sont disponibles pour assurer le secrétariat de la structure. L'Etat a également prévu une ligne budgétaire pour subvenir au fonctionnement du CNC.

c- Tarif Extérieur Commun (TEC)

La Guinée a aligné son tarif sur celui de l'UEMOA depuis juillet 2005 conformément aux recommandations de la CEDEAO. Toutefois, quelques exceptions ont été retenues pour protéger les secteurs prioritaires comme l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Pour ce qui est du TEC CEDEAO proprement dit, les discussions portent actuellement sur les produits à inscrire sur la 5^{ème} bande. La Guinée a établi une liste provisoire qui sera transmise à la Commission de la CEDEAO après discussions et amendements par les différentes structures impliquées dans le dossier.

d- Prélèvement Communautaire

Entre janvier 2004 et juillet 2009, la Direction Nationale de la Douane a collecté un montant total de 34,8 milliards de francs guinéens au compte des prélèvements communautaires. Les fonds en question ont été transférés à la Direction Nationale du Trésor conformément à la procédure nationale.

e- Libre circulation des personnes et de leurs biens

Sur la base des estimations effectuées, la Guinée entretient un commerce très dynamique avec les pays voisins. Il existe vingt (20) points de passage avec les six pays voisins. Le problème est que l'essentiel des échanges se font à travers les circuits informels. Les autorités rencontrées indiquent que le pays se conforme aux directives de la CEDEAO en matière de libre circulation de personnes et biens.

Pour l'année 2008 et les huit premiers mois de 2009, les opérations qui ont fait l'objet de demande d'importation et d'exportations au Ministère du commerce, se présentent comme suit :

Tableau 3.45 : commerce intracommunautaire

	2008			2009	
	Exportations	Importations		Exportations	Importations
Sierra leone	5 031 352 276,00		Bénin		14263431
Guinée Bissau	7 672 053 604,00		Sierra leone		2 682 116 518,00
Bénin	32 251 577,00		Guinée Bissau	21 576 287 233,00	
Gambie	596 069 272,00		Gambie	467 610 469,00	
Ghana		5 876 202 306,00	Ghana		1 200 038 496,00
Côte d'Ivoire	171 268 479,00	900 149 785 503,10	Côte d'Ivoire	192 795 928,00	167 932 006 195,00
Sénégal	1 602 177 894,00	40 236 922 317,00	Sénégal	8 974 625 077,00	17 294 585 952,00
Mali	18 676 609 060,00	1 224 063 409,29	Mali	18 169 686 992,00	242 442 768,00
Nigeria		52 188 727 210,00	Nigeria		246 823 717,00
Liberia	119 568 992,00		Liberia	13 267 141 789,00	
Burkina Faso	41 219 424,00		Burkina Faso		11 813 600,00
Total en GNF	33 942 570 578,00	999 675 700 745,39	Total	62 648 147 488,00	189 609 827 246,00
Total en dollars US	7 383 635,11	217 462 627,96	Total en dollars US	13 329 393,08	40 342 516,44

Source : Ministère du Commerce

A l'exportation, en 2009, les principaux partenaires commerciaux de la Guinée sont la Guinée Bissau, le Mali, le Liberia et, dans une moindre mesure, le Sénégal. Alors que les principaux fournisseurs sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Sierra Leone, le Ghana et le Nigeria.

3.2.3.4. Conclusion et recommandations

La Guinée a dû faire face aux effets de la crise internationale qui a notamment affecté le secteur minier qui est la principale source de recettes publiques. En plus, le pays a souffert de l'attentisme lié à la période transitoire que traverse actuellement le pays. Malgré cet environnement difficile le pays a enregistré des performances remarquables sur le plan budgétaire et monétaire. Ces performances se sont traduites par un niveau exceptionnel de réalisation des critères de convergence de la CEDEAO. Cependant, les performances demeurent fragiles et l'absence de financements extérieurs n'est pas soutenable à moyen terme. C'est pourquoi, les mesures suivantes s'avèrent indispensables :

1. la poursuite de la lutte contre les fraudes et l'évasion fiscale dans le but d'accroître le taux de pression fiscale ;
2. l'élaboration et l'exécution du budget formel de l'Etat respectant les principes budgétaires et les normes comptables ;
3. la rationalisation des effectifs de la fonction publique de façon à préserver le respect du critère relatif à la masse salariale;
4. l'amélioration de la gestion et de la transparence des finances publiques en réduisant les dépenses improductives et les marchés de gré à gré ;
5. la création d'un environnement propice et rassurant pour les investisseurs nationaux et étrangers;
6. la poursuite de la politique de réajustement des taux d'intérêt en fonction du niveau d'inflation en vue de maintenir un taux d'intérêt réel positif ;
7. le renforcement des capacités dans le secteur minier en vue de tirer le maximum de profit des potentialités du pays dans ce domaine ;
8. l'application stricte de la réglementation en matière de rapatriement des recettes d'exportation de façon à renforcer les avoirs en devises ;
9. mettre en place un programme de sensibilisation efficace en matière de développement rapide des systèmes de paiements facteur important de promotion des échanges.
10. la prise de dispositions utiles pour l'organisation, dans les meilleurs délais, des élections libres et transparentes dans le but de garantir un retour rapide à l'ordre constitutionnel et par ricochet des bailleurs de fonds.

3.2.4 NIGERIA

L'objectif du budget Fédéral de 2009 est de réduire la pauvreté, développer les infrastructures physiques (particulièrement dans les secteurs de l'énergie et du transport routier) et d'améliorer la capacité dans les secteurs non pétroliers (agriculture et industrie) dans le but de contribuer à une croissance économique soutenue et plus durable. A cet effet, le Budget Fédéral de 2009 met l'accent sur le renforcement de l'investissement dans les infrastructures physiques clés et dans le développement humain. Le Budget de 2009 a été conçu en tenant compte des cibles suivantes, entre autres:

- Une production de pétrole de 2,292 million de barils jour (mbpj) (2008b:2,245 mbpj)
- Un Prix de référence du pétrole de 45\$ US/baril (2008b:US\$59)
- Un Taux de Croissance Réel du PIB de 8.9 % (2008b:9.3%)
- Un taux d'inflation de 8.2 % (2008b:8.5%)

Les données provisoires indiquent qu'en dépit de la crise financière mondiale, l'économie nigériane est restée très active, enregistrant un taux de croissance réel du PIB de 5.7 % au premier semestre de 2009. Les pressions inflationnistes subies en 2008 se sont considérablement réduites, influencées à la fois par une contraction dans la demande globale et une augmentation relative dans la production, reflétant les règles prudentielles budgétaires et l'efficacité des politiques monétaires mises en œuvre durant la période couverte par l'étude. Les taux d'intérêt sur les dépôts à court terme ont poursuivi leur tendance haussière, reflétant les conditions de liquidité restrictive dans le marché financier. Cependant, la dépréciation de la monnaie locale s'est accélérée à cause des développements financiers défavorables au niveau mondial, réduisant les réserves de devises et une substitution accrue des avoirs libellés en devises étrangères au profit des avoirs libellés en monnaie locale.

Secteur Réel

Pour améliorer la production dans le secteur réel, le Gouvernement Fédéral a défini dans le Budget de 2009 un nombre de projets à mettre en oeuvre dans les secteurs clés de l'économie. Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement a facilité le développement des surfaces à emblaver, augmenté l'utilisation des terres irriguées et introduit d'autres mesures dont l'objectif est d'améliorer les rendements et la production de poisson. Le Gouvernement a également cherché à améliorer le transport à l'intérieur du pays par la construction de nouvelles routes et la réhabilitation des réseaux routiers existants. D'autres mesures de politique concernent le développement du Delta du Niger, y compris le renforcement de la sécurité, l'accessibilité et le renforcement des compétences des jeunes dans des domaines pertinents.

Le niveau de l'activité économique s'est accru de 5.6 % durant le premier semestre de l'année 2009 comparé aux 5.2 % de croissance enregistrée dans la même période en 2008. La croissance a été tirée essentiellement par le secteur non pétrolier qui a augmenté de 7.6%. La production dans le secteur du pétrole s'est effondrée de 2.9 % contre une baisse de 5.9% enregistrée dans le premier semestre de 2008. Cette performance était en partie due aux mesures entreprises par le gouvernement pour faire face aux perturbations socio-économiques dans le Delta du Niger mais aussi, en partie, par une plus forte demande des exportations de pétrole brut.

Au taux de croissance de 7.6%, la performance du secteur non pétrolier était assez encourageante même si elle était en dessous des 8,1 % de croissance enregistré pendant la même période en 2008. Le sous secteur de l'agriculture, qui constituait environ 40.1% du total du PIB, est resté très dynamique avec un taux de croissance de 5.9 % contre 6.0% pendant la période précédente. Les commerces de gros et de détail ont également augmenté de 11.4 % comparé au 10.8% de la période précédente. Cependant le niveau d'activité dans le sous secteur de l'industrie, y compris les mines et l'industrie, a baissé considérablement, enregistrant un taux de croissance de 3.2% comparé à 8.7% dans la même période en 2008. Dans le même ordre idée, la performance dans le secteur du bâtiment des Travaux Publics (BTP) et des sous secteurs des services ont enregistré des baisses dans l'activité économique. La performance sous optimale dans l'industrie, les BTP et des secteurs des services était causée par la faiblesse des installations infrastructurelles, particulièrement la fourniture d'électricité.

L'inflation a baissé de manière continue tout au long de la période sous-revue passant de 15.1 % en Décembre 2008 à 11.2 % en juin 2009. L'inflation à la fin du premier semestre de 2008 était de 12.0%. L'inflation sous-jacente de base, y compris tous les articles à l'exception des produits agricoles et énergétiques, était de 9.3% alors que l'indice sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées s'est accrue de 13.0 %.

Secteur budgétaire

Les recettes totales pour le premier semestre de l'année 2009 étaient égales à 18.1 % du PIB comparées à 32.7 % dans la période correspondante en 2008. Cette baisse de recettes était causée par un manque à gagner dans les recettes issues du pétrole suite aux perturbations dans la production locale de pétrole et à la chute des prix du pétrole brut. Les recettes issues du pétrole représentent environ 69.2 % du total des recettes. En conformité avec les règles budgétaires sur le pétrole, 60.7% du total des recettes était retenu pour financer les opérations budgétaires du gouvernement. Il faudrait souligner que le Fédéral Inland Revenue Service (le service Fédéral en charge des recettes) avait initié des mesures de politiques visant à améliorer le niveau des recettes non pétrolières, y compris le renforcement de la loi sur les impôts, l'intensification du recouvrement des arriérés, des mécanismes de contrôle et l'informatisation des opérations fiscales.

D'autre part, le total des dépenses par rapport au PIB a augmenté de 12,2% à 13,8 %, dépassant les dépenses de 2008 de 18.2%. Les dépenses courantes, qui représentaient 64.8% du total des dépenses, a augmenté de 14.4%, au dessus du niveau atteint pendant le premier semestre de l'année 2008. Les augmentations en coûts de personnel et de frais généraux expliquent essentiellement l'augmentation des dépenses courantes.

Les opérations budgétaires de l'état dans la période couverte par l'étude ont entraîné un déficit budgétaire théorique global (base engagements hors dons) de 2.8% comparé au déficit marginal de 1.1 % enregistré dans la même période en 2008. Ce déficit, qui est conforme au cadre de la cible estimée pour le premier trimestre de l'année, était financé à partir des sources domestiques (particulièrement à partir des institutions non bancaires publiques).

Secteur Monétaire

La gestion des opérations de liquidité était arrimé au taux directeur de la politique monétaire, aux opérations du marché ouvert, aux exigences de réserves de même qu'aux interventions sur le marché des devises. Les décisions de politique monétaire ont produit les résultats anticipés du fait que les réserves de monnaie ont baissé de 16.6% durant la période couverte par l'étude comparé aux 27.0% de croissance enregistré dans la période correspondante de l'année précédente. En conséquence, l'offre de la monnaie au sens large (M²⁺) a baissé de 1.0% contre l'augmentation de 36.8% enregistré dans la période précédente. La réduction de la liquidité globale était entraînée par une importante baisse dans les avoirs extérieurs nets du système bancaire, qui était cependant ralenti par les activités créatrice de liquidité des banques de dépôts à travers des crédits étendus au secteur privé. En dépit de l'augmentation de 7.3% dans les paiements nets demandés au gouvernement, le gouvernement fédéral est resté créditeur net du système bancaire.

La gestion des opérations de liquidité de la Banque Centrale a entraîné une réduction dans les composantes de la monnaie au sens strict, particulièrement dans la monnaie en circulation à l'exclusion des banques. Cependant la quasi monnaie et les dépôts de devises ont enregistré des taux de croissance de 6.6% et 19.0% respectivement comparé aux importants développements de 34.4 et 43.7% enregistré dans la même période en 2008. Suite aux augmentations significatives récentes en dépôts de devises, la proportion de dépôts de devises étrangères en monnaie au sens large a augmenté de manière régulière de 8.2% à la fin de 2007 à 12.1% à la fin du premier semestre 2009. Même si l'augmentation de la dollarisation ne soulève pas des préoccupations concernant ses implications possibles sur l'économie, il pourrait être nécessaire pour les autorités de contrôler de très près ce développement.

Dans le but d'aider au maintien de la position de liquidité du système bancaire, la banque centrale a réduit son taux directeur de 9.75 % à 8.0% pendant la période couverte par la revue. Les développements sur le marché financier ont eu diverses implications sur les différents avoirs financiers et les taux d'intérêt avec une préférence générale pour les investissements sur les instruments à court terme. Le taux de dépôt sur les instruments de court terme (de un à douze mois) a augmenté en moyenne de 50.0 points. D'autre part, le taux sur les épargnes, appel de fonds et dépôts de sept jours ont tous baissé de 75.0, 47.0 et 99.0 points respectivement. En conséquence, l'écart entre le dépôt moyen et les taux maximum de prêt s'est creusé de 10.5% points à 8.0% de points dans la période correspondante de la fin du premier semestre de 2008.

Secteur Extérieur

Les pressions dans le secteur extérieur se sont accentuées dans la période couverte par l'étude comme le solde de l'excédent global s'est réduit de manière considérable de 15.0% du PIB dans le premier semestre de l'année 2008 à 6.7 % dans période couverte par l'étude. Les développements défavorables sur le compte courant ont justifié cette détérioration de la performance.

Le solde des opérations courantes a baissé brusquement d'un excédent de 24.3 % du PIB à un déficit de 2.1% dans le premier trimestre de 2009. Cette détérioration de la performance s'explique par les développements défavorables sur le compte des échanges de biens et par une chute dans le total des exportations. Les exportations de pétrole on baissé de 68.6 % à 14 430,2 million de dollars US alors

les exportations de produits non pétroliers ont également baissé de 20.9 % à 916,2 million de dollars US. D'autre part, les importations ont augmenté de 3.0% entraînées essentiellement par une demande accrue des importations de produits non pétroliers. Le compte des services a également chuté de 57.3% à cause des services rendus à l'économie nationale particulièrement, dans les transports, la communication, les technologies de l'information et les services financiers. Les transferts courants à l'économie ont continué leur tendance à la hausse sur le compte des transferts des travailleurs qui a augmenté de 22.3% à 11 254,3 million de dollars US.

Le compte des opérations financières et le compte de capital sont restés positifs suite au résultat d'un prélèvement important dans les réserves extérieures. Les investissements directs étrangers, le portefeuille des investissements et autres investissements ont continué à baisser, reflétant l'impact de la crise financière mondiale⁹. Les contraintes accrues du compte extérieur ont entraîné d'autres baisses dans le stock des réserves extérieures de 43 462,7 million de dollars US (représentant 15.7 mois d'importation couverts) à 53 000,4 million de dollars US à la fin de 2008. Le stock de la dette extérieure à la fin du premier semestre 2009 était de 3 719,2 million de dollars US, représentant 5.4% du PIB.

Le Naira a été sous forte pression durant la période couverte par l'étude. Il s'est déprécié de 21.5 %, 10.6% par rapport à la livre sterling, le dollar Américain et à l'Euro, respectivement. Dans la période correspondante à 2008, il a fluctué de manière marginale par rapport à ces monnaies¹⁰. La pression à la hausse de la monnaie locale était en partie due à la crise financière mondiale, reflétée dans la baisse des tendances dans les flux des devises et une substitution monétaire accrue.

Performance dans le cadre de la Convergence Macroéconomique

Le Nigeria est l'un des pays à avoir réalisé la meilleure performance ces dernières années dans le cadre du programme de convergence macroéconomique. Cependant la performance du pays a chuté durant la période couverte par l'étude dans la mesure où il n'a pu atteindre que quatre objectifs, comparé aux cinq de 2008. Les performances dans les critères primaires et secondaires se présentent comme suit:

Critères primaires

Le Nigeria a rempli trois des quatre critères primaires, à savoir, ceux relatifs au déficit budgétaire, au financement du déficit budgétaire et aux réserves extérieures brutes. Le pays a régulièrement atteint ces critères depuis 2003. Vu les recettes totales élevées, la nature théorique du déficit budgétaire et des réserves extérieures élevées, il est peu probable que le Nigeria puisse continuer à atteindre ces critères dans un avenir prévisible. Même si les pressions inflationnistes ont baissé, l'inflation en fin de période était toujours assez élevée à 11,2 %, environ 6,2 % de points au dessus de la cible maximale requise de 5,0 %.

⁹ Les Investissements Directs Etrangers ont décliné de 23,9% à 1 779,9m de dollars US, le portefeuille des investissements de 46,2% à 742,5m USD et autres investissements de 61,1% à 764,8m de dollars US.

¹⁰ Le Naira s'est déprécié de 0,8% et 0,1% contre la livre sterling et le Dollar US respectivement alors qu'il s'est déprécié de 6,5% contre l'euro.

Les critères Secondaires

La performance par rapport aux critères secondaire n'était pas du tout encourageante comme le pays n'a pas atteint l'objectif requis sur un seul critère (investissement public). Le critère arriérés intérieurs n'a pas été évalué à cause de données indisponibles. Les recettes fiscales ont baissé de 6.0 % à 9.0% du PIB. La réduction des recettes fiscales et l'augmentation des coûts de personnel ont contribué à détériorer d'avantage le ratio de la masse salariale de 24.0% à 42,5 %, manquant ainsi la cible maximale requise de 35,0%. Même avec la réduction des recettes intérieures, le niveau des investissements publics financé à partir des sources propres était maintenu ce qui a entraîné une augmentation dans le ratio de 20.4% à 45.3 %. Les Taux d'Intérêt Réel sont restés négatifs en dépit de la baisse des pressions inflationnistes. Le pays a aussi raté la cible sur la stabilité du taux de change réel.

NIGERIA 3.46 : STATUT DE CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

	Cible	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Juin	Dec. *
						Juin	Dec.		
Critères Primaire:									
Déficit Budgétaire/PIB	<4%	1.7	1.3	0.6	0.6	1.1	0.2	2.8	0.4
Taux d'Inflation	<5	10.0	11.6	8.5	6.6	12.0	15.1	11.2	7.7
Financement du Déficit Budgétaire	<10%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Réserves Extérieures Brutes	> 6m	16.1	13.1	15.1	17.4	22.1	15.3	15.7	14.6
Critères Secondaires:									
Arriérés intérieurs	=0	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Recettes Fiscales /PIB	>20%	19.8	17.2	14.9	12.0	16.0	16.0	9.0	13.5
Masse salariale /Recettes Fiscales	>35%	33.8	17.9	19.5	30.6	24.0	24.2	42.5	24.3
P. Invest/Recettes Fiscales	>20%	18.7	20.6	20.0	30.6	20.4	24.6	45.3	26.4
Taux d'Intérêt Réel	>0	-5.6	-10.1	-6.5	-3.0	-9.0	-12.0	-8.4	-4.9
Taux de Change Réel **	+5%	2.7	15.3	7.3	-1.9	-7.2	10.8	5.2	4.6
Nombre Total de Critères atteints		5	5	5	6	5	5	4	6

Source: CBN; * = Projection

Perspectives

La croissance de 5,7% du PIB réel réalisée au cours du premier semestre était en dessous de 8,9 % défini dans le budget de 2009. Cependant, il y a des indications que le Nigeria pourrait atteindre cet objectif à cause de l'augmentation attendue dans sa production de pétrole brute suite aux importantes initiatives d'investissement consenties par le Gouvernement mais aussi par les efforts vers la résolution des conflits dans le Delta du Niger.

La soutenabilité de la politique budgétaire et la réduction progressive de l'excès de liquidité entrepris par la Banque Centrale du Nigeria aideraient à contenir les pressions fiscales durant le second semestre de l'année. L'augmentation attendue dans la production agricole va entraîner une réduction modérée dans les prix des denrées alimentaires. Cependant, le coût accru du capital et les effets retardés de la dépréciation significative du naira subis dans le premier semestre de l'année va causer un risque de perte en cas de baisse de l'inflation. Les perspectives de l'augmentation des flux de devises issue de la hausse des exportations aideraient à réduire les contraintes sur la balance de paiement, et partant ralentir la dépréciation rapide de la monnaie locale.

En dépit les améliorations attendues dans la stabilité macroéconomique, les projections montrent que la performance dans le cadre du programme de convergence vont s'améliorer de manière marginale dans le deuxième semestre de l'année. Le pays va soutenir sa performance sur les trois critères primaires relatifs à l'infléchissement du budget, au financement du déficit par la banque centrale et les réserves extérieures brutes, toutes choses étant par ailleurs égales, les pressions

inflationnistes vont baisser à un seul chiffre, même si l'inflation de la fin de la période serait toujours au dessus de la référence maximum requise de 5.0%. Le Nigeria sera toujours confronté à ses performances sur le critère secondaire. Cependant, le pays pourrait atteindre le critère sur la stabilité du taux de change, vu les attentes d'une monnaie plus stable, d'une inflation plus faible et améliorer les conditions du commerce extérieur.

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET HARMONISATION DE POLITIQUES

Le Comité National de Coordination

Le Comité de Coordination n'a pas été actif au Nigeria dans la mesure où aucune réunion n'a été tenue durant le premier semestre de l'année. Les autorités du Ministère Fédéral des Finances à Abuja ont indiqué que des dispositions nécessaires avaient été prises pour le recrutement d'un macroéconomiste et d'un (e) secrétaire bilingue pour faire fonctionner le Comité National de Coordination (CNC), qui est logé au Ministère. L'équipe de l'AMAO a demandé aux autorités du Ministère Fédéral des Affaires Etrangères et de l'Intégration régionale de veuille à la mise en place des institutions pertinentes pour assurer le bon fonctionnement du CNC au Nigeria.

Les systèmes de paiement

Les Programmes de Développement des Systèmes Nationaux (Vision 2020) initiés en 2007 ont progressé de manière régulière dans le premier semestre de 2009. La banque centrale a opérationnalisé le système de compensation automatique dans la zone de Kano. Les autorités ont approuvé les directives sur la mise en circuit d'un cadre de transaction réglementaire des services de paiements mobile au Nigéria. En plus, la Banque a déroulé un système informatique intégré de la masse salariale, suite à l'essai pilote réussi en 2008. Ce système permet le paiement des salaires des fonctionnaires et des entrepreneurs de manière électronique.

Harmonisation statistique

Le programme d'harmonisation statistique progresse régulièrement. Depuis 2006, le Nigéria a adopté la classification des consommations individuelles par une nomenclature à objectif (COICOP), la détermination de l'Indice de Prix à la Consommation (IPC) couvre tout le pays avec des points de vente de collection des prix éparpillés à travers les zones rurales et urbaines. Le Bureau National de la Statistique est actuellement en train d'analyser les poids des articles dans le panier de la ménagère et projette de recalculer l'indice en utilisant les résultats de l'enquête sur les conditions de vie de 2003 /4. Concernant la présentation des Comptes Nationaux, le Nigeria a adopté la méthodologie de la SNA 93 et est en train de travailler sur la mise à jour des données du PIB de 2007 en utilisant le nouveau format. Le Bureau a également produit des données trimestrielles de données de PIB.

Schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC), le Tarif Extérieur Commun (TEC) et l'Accord de Partenariat Economique (APE)

Le Programme de Libéralisation du commerce est en train de faire des progrès au Nigéria. Les autorités ont initié un agenda pour réduire le nombre de barrages routiers autorisés à servir de point de contrôle des services de l'immigration, des douanes et de la sécurité le long de chaque route d'entrée dans le pays. L'achèvement de ce programme faciliterait la libre circulation des biens à travers les frontières du pays. Les services de Douanes ont aussi un programme visant à

moderniser les procédures de formalités douanières aux postes frontaliers et aux ports.¹¹ Pour améliorer la coopération entre les états membres de la CEDEAO, les autorités du Ministère Fédéral du Commerce et de l'Industrie ont organisé un forum pour discuter des questions pertinentes du schéma de Libéralisation du commerce de la CEDEAO (SLCC). En outre, les autorités ont demandé le déplacement du programme du Ministère Fédéral chargé des Affaires Etrangères au Ministère du Commerce et de l'Industrie pour assurer une coopération et une mise en oeuvre effective.

Concernant le Tarif Extérieur Commun, le Nigeria a adopté la structure des quatre bandes de la CEDEAO (0.0% pour les produits sociaux de base, 5.0% pour les matières premières, les biens de capitaux et importations spécifiques, 10.0% pour les produits intermédiaires et 20.0% pour les biens de consommation finale). Suite à la conclusion des études pertinentes, le pays a proposé une cinquième bande de 35.0% pour certains produits. Les autorités sont en train de négocier avec la Commission de la CEDEAO pour que tous les pays membres alignent leurs lignes tarifaires sur cette nomenclature à cinq bandes. Les négociations sont également en cours pour harmoniser la classification du pays avec celle recommandée par la CEDEAO. Pour atteindre cet objectif, les autorités ont l'intention de synchroniser les régimes commerciaux et tarifaires et d'atteindre une cohérence politique en veillant à ce que la structure du TEC reflète les classifications de produits, particulièrement les produits sensibles.

Les autorités du Ministère du Commerce et de l'industrie ont également indiqué qu'elles vont revoir les contenus de l'Accord de Partenariat Economique pour déterminer l'opportunité de signer des accords commerciaux. Tout en s'engageant à se conformer à un accord régional, les autorités demandent aux états de la CEDEAO de régler les problèmes liés à l'offre avant d'encourager le commerce avec l'Union Européenne dans le but de renforcer leur capacité à échanger sur des bases égalitaires et de contrôler au besoin tout impact négatif sur le niveau de chômage dans les pays membres.

Conclusions et Recommandations

Vu sa dépendance sur le pétrole brut, le Nigeria a subi une baisse dans ses recettes reflétant une réduction de sa production et un faible niveau de prix du pétrole brut. Néanmoins, la politique budgétaire est restée prudente, permettant de se conformer aux règles budgétaires visant la stabilisation de la demande globale. La politique monétaire a été efficace durant la période, contribuant à un ralentissement des pressions inflationnistes. Cependant, le phénomène émergent relatif à la dépréciation substantielle de la monnaie locale, l'augmentation du coût du capital et une substitution croissante de la monnaie constituent des risques de perte par rapport à la baisse des tendances inflationnistes. Les taux d'intérêt négatifs ont persisté durant la période concernée par l'étude, constituant d'autres risques à l'intermédiation financière et à l'élan d'investissement du gouvernement.

A la lumière des remarques ci-dessus, les recommandations suivantes sont pertinentes:

1. prendre les actions rapides pour développer des produits commerciaux alternatifs pour l'exportation dans le but de diversifier les sources d'acquisition de devises étrangères dans le pays, en conformité avec son document stratégique « Vision 2020 »;

¹¹ Pour éviter les retards liés au logiciel ASYCUDA 2.7, le service a migré à la version actuelle de ASYCUDA 3.0 qui est relativement plus efficace.

2. accélérer le développement des infrastructures, particulièrement l'électricité afin de faciliter les activités dans le secteur réel, et surtout dans le secteur minier, les services et l'industrie;
3. veiller à un fonctionnement effectif du Comité National de Coordination pour aider à renforcer le mécanisme de surveillance multilatéral;
4. faire preuve d'engagement dans le cadre du programme de coopération économique et monétaire en développant un programme à moyen terme visant à atteindre et se conformer aux critères de convergences prescrits, aux protocoles signés et aux initiatives d'harmonisation des politiques; et
5. La Banque Centrale du Nigeria devrait veiller au maintien d'une liquidité adéquate dans le système financier dans le but de modérer l'augmentation accrue du coût du capital.

3.2.5 LA SIERRA LEONE

Les objectifs suivants ont été projetés par le gouvernement pour 2009: une baisse de la croissance du PIB réel à environ 4.00 %, une réduction de l'inflation de 9.0% contre 12.2% et une hausse du déficit du compte courant à 12.3% du PIB.

Une analyse des données et des informations disponibles indique que la performance économique de la première moitié de 2009 a été tout à fait stimulante étant donné les crises mondiales défavorables. Il est prévu que la production croisse à environ 5.1 %, au dessus du taux de croissance projeté de 4.0% mais au-dessous des 5.6% du taux de croissance enregistré en 2008. De 12.3% en décembre 2008, les tensions inflationnistes se sont modérées à 7.8 % en juin 2009. Toutefois, la monnaie locale s'est dépréciée contre certaines monnaies internationales importantes. Généralement, les taux d'intérêt ont tendu vers la baisse à l'exception du taux d'escompte des bons de trésor du gouvernement de 91 jours.

Secteur Réel

Il est prévu que la croissance évaluée à 5.1 % de la production soit conduite par les activités des secteurs de l'agriculture et des services. Durant la période couverte par la revue, le gouvernement a motivé les agriculteurs de l'intérieur du pays à travers la mise à disposition de tracteurs, de motoculteurs, des plants à grand rendement et des services d'extension.

Les données disponibles relatives au secteur agricole montrent que la production de cacao et de café dans la période de Janvier-Avril 2009 était de 7.734 tonnes, présentant une croissance de 39.4% de production sur celle enregistrée dans la même période en 2008. Cependant, le secteur minier a fait une contre performance à cause de la suspension des opérations de la principale compagnie minière (Koidu Holdings) et de l'effondrement d'une drague à la Sierra Rutile Mines. La production de diamants dans la première moitié de l'année a baissé de 4.3% à 199.000 carats. Des réductions similaires de rendement ont été enregistrées dans la production de l'or, de la bauxite et du rutile.

Les développements dans le secteur de la fabrication ont été variés du fait de l'augmentation de la production de certaines matières premières (le ciment et la peinture) et d'activités de construction accrues pendant que les autres (les boissons) ont diminué à cause de la baisse de la demande locale de ces produits à la suite d'une compétition croissante des marques importées.

L'inflation a baissé de 12.3 % à la fin de l'année 2008 à un niveau minimum de 5.4% en avril, mais a pointé en flèche légèrement à 7.8 % vers la mi-2009. En mi-2008, le niveau de l'inflation le plus élevé que le pays ait connu était de 16.6%. La modération relative des tensions inflationnistes était en partie imputée à la baisse des prix des produits alimentaires et pétroliers. Toutefois, la montée en flèche vécue durant les mois de mai et de juin 2009 a été conduite par la dépréciation de la monnaie locale (le Leone) contre les principales monnaies internationales. Il doit

être souligné que l'opération agressive de marché ouvert menée par la Bank of Sierra Leone pendant la période sous-revue a aussi aidé à contenir les tensions inflationnistes.

Secteur Fiscal

La politique fiscale est restée un défi important pour les autorités durant la première moitié de 2009 bien que la production ait montré une amélioration relative. Les opérations fiscales du gouvernement ont eu comme résultat un déficit budgétaire (base d'engagement hors subventions) de 5.6% du PIB comparé à 8.0% dans la même période précédente¹². Ce déficit a été financé essentiellement à partir de sources domestiques (spécialement par la Bank of Sierra Leone) et les prêts non bancaires aussi bien que de sources extérieures (tirages sur les prêts).

En termes comparatifs, les recettes intérieures totales, qui constituait environ 87.0% des ressources budgétaires s'est amélioré de 9.8% du PIB à 12.2 %. Les recettes fiscales ont augmenté pendant que les recettes non fiscales ont baissé de 4.5%. D'autre part, les dépenses totales étaient de 17.8% du PIB comparé à 15.8 % de la période correspondante précédente. Par conséquent, l'amélioration relative de la politique fiscale était surtout due à une réduction des investissements publics durant la période sous-revue comparée à 23.7% des dépenses totales de la même période de 2008. Les autorités ont reçu des subventions de Le.134 392,0 millions dans la moitié de 2009, ce qui était environ 65.9 % plus élevé que le montant reçu pendant la période correspondante en 2008. A l'exception des paiements d'intérêt et d'autres dépenses non spécifiées¹³, toutes les autres rubriques dépenses courantes ont augmenté, entraînant une croissance nette de 0.5 % sur la période correspondante de 2008.

Secteur Monétaire

Les difficultés budgétaires pendant la période sous-revue ont posé des défis considérables à la mise en application des politiques monétaires d'autant que la Bank of Sierra Leone (BSL) devait satisfaire les besoins financiers du gouvernement, provoqués par des retards dans le déboursement du soutien budgétaire du programme des bailleurs. Néanmoins, pour relever ce défi, la Banque Centrale a signé des accords de prise en pension et a entrepris un assainissement progressif à travers ses opérations de marché ouvert. Afin d'aider à renforcer la gestion de la liquidité, la BSL a introduit les rachats et les accords d'annulation de rachats (RAAR) comme une manière de renforcer son contrôle sur la structure des réserves du système bancaire.

Par conséquent, la base monétaire (l'objectif opérationnel de la Banque Centrale) a diminué de 1.4 % comparé au taux de croissance de 1.7% enregistré dans la période correspondante de 2008. L'offre d'argent au sens large (M_{2+}) a augmenté

¹² Y compris les subventions, le déficit budgétaire était de 1.7% comparé à 5.6% dans la première moitié de 2008.

¹³ Les paiements d'intérêt et autres dépenses non spécifiés ont baissé respectivement de 35.9% et 4.9%.

légèrement de 1.5%. Comme lors de la précédente année, la croissance de la liquidité a été induite par des crédits accordés au secteur privé par les banques de dépôts ce qui a contribué environ à 6.3%. Comme lors de l'année précédente, les développements des avoirs extérieurs nets ont eu un effet d'amortissement sur la croissance de la liquidité d'autant que la position nette de la Banque Centrale a continué de baisser. En dépit de l'adaptation des opérations financières du gouvernement, les réclamations nettes dans l'ensemble du système bancaire sur le gouvernement ont influé négativement sur la croissance de la masse monétaire du fait d'une croissance plus qu'appropriée des dépôts du gouvernement dans les banques commerciales.

TABEAU: 3.47 CONTRIBUTION ET CROISSANCE DANS LES AGREGATS MONETAIRES CLES

CONTRIBUTION	2004	2005	2006	2007	2008		2009 June
					June	Dec.	
Avoirs extérieurs Net (NFA)	20.0	34.4	78.9	25.6	-5.7	-4.7	-1.9
Crédits nets au Gouvernement (NCG)	-10.5	-5.6	10.9	-4.3	-0.8	4.3	-3.7
Crédits au secteur Privé (CP)	9.2	4.4	4.1	8.5	4.9	13.9	6.3
Crédits au Entreprises Publiques (CPUB)	0.0	0.2	0.1	0.4	0.2	0.8	0.5
Créances sur le reste de l'Economie	0.2	1.1	-0.3	-0.8	1.0	1.6	-0.5
Autres éléments Nets(OIN)	1.2	-3.2	-72.3	-6.7	7.4	6.6	0.8
Croissance de la masse monétaire au sens large (M2+)	20.1	31.3	21.4	22.6	7.0	22.5	1.5
CROISSANCE DANS LES AGREGATS MONETAIRES							
Base monétaire	12.8	24.6	10.7	26.0	1.7	7.7	-1.4
Masse monétaire sens strict (M ₁)	17.6	23.1	15.4	12.3	7.5	12.8	-2.6
Monnaie en Circulation	8.6	13.0	19.1	12.5	0.2	9.8	-5.1
Dépôts	33.7	38.0	10.9	12.1	17.0	36.1	-0.1
Quasi Money	20.2	36.6	27.8	29.0	6.2	35.8	6.3
Dépôts en Devises Etrangères	30.4	54.9	32.5	42.5	6.6	12.4	4.9

Source: BSL

Les opérations d'open market de la Bank of Sierra Leone ont été très réussies d'autant que la valeur de la monnaie en circulation a baissé de 5.1%. Le niveau des dépôts est resté virtuellement inchangé en dépit des crédits accordés au secteur privé. Le quasi monnaie (comprenant les épargnes et dépôts à terme) a augmenté de 6.3 pour cent. Un taux similaire avait été enregistré au cours de la correspondante période précédente. Le taux de croissance des dépôts en monnaie étrangère a continué de ralentir durant la période sous-revue¹⁴.

Le mouvement des taux d'intérêt durant la période sous-revue était varié. Suivant le déclin considérable enregistré en 2008 (de 21.1% à 9.1 %), le taux d'escompte sur les bons du Trésor de 91 jours ont remonté, augmentant de 68.0% points à 9.7%. Toutefois, les dépôts d'une durée de 12 mois ont baissé de 12.0 % à 11.2%. De façon similaire, les taux d'épargne moyens et de prêt ont tendu vers la baisse. Les taux d'épargne moyens ont reculé légèrement de 25.0 points à 6.3% pendant que le taux de prêt moyen a baissé de 400.0 points à 23.0%. Ce qui a par conséquent réduit la grande différence entre les taux d'épargne et de prêt.

¹⁴ La proportion de dépôts en devises étrangères dans l'offre de la masse monétaire au sens le plus large comme en mi-2009 était de 24.0%, reflétant une baisse légère de la position de 2008.

Secteur Extérieur

Les estimations provisoires du premier semestre 2009 indiquent que la balance de paiements a continué à se détériorer. Le déficit dans l'ensemble a été estimé à 7.1% comparé à 0.1% dans la période précédente. Il a été également estimé que le déficit du compte courant a augmenté de 13.3 % du PIB de 11.6 %. La détérioration du compte courant est imputable aux développements adverses du compte de commerce de marchandises à cause d'une réduction des exportations de 26.5%, particulièrement, pour ce qui est des diamants, des rutiles et de la bauxite. Le secteur minier, qui sert de base principale à l'exportation du pays, fait face à des difficultés relatives à des problèmes administratifs internes et opérationnels et la baisse des demandes de matières premières d'exportation du pays. Cependant, les factures d'importation ont diminué légèrement du fait de la chute des prix des produits pétroliers. Les comptes des revenus et des transferts connaissent aussi des sorties de devises étrangères nettes dans le compte des investissements et des envois privés. Les déficits des investissements étrangers directs, les subventions et les transferts de capitaux nets connaissent aussi un impact défavorable sur les comptes capital et financiers.

Le développement de la balance de paiements pendant la période sous-revue a contribué à une dépréciation de la monnaie locale contre la somme des principales monnaies internationales, surtout, la livre sterling et le dollar US et une sortie de devises étrangères nette¹⁵. Les réserves extérieures brutes ont baissé de DUS 209.5 millions (4.2 mois de couverture d'importations) à la fin de 2008 à DUS 204.6 millions (3.7 mois de couverture d'importations) à la fin juin 2009.

ETAT DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

La performance de la Sierra Leone sous le programme de convergence macroéconomique est restée faible d'autant que le pays n'a rempli seulement que le critère secondaire sur la stabilité du taux de change réel. Le pays a amélioré sa performance sur certains critères pendant que les autres se sont détériorés.

Critère Primaire

La Sierra Leone n'a rempli aucun des critères primaires de convergence durant le premier semestre de l'année 2009. Les opérations fiscales en 2008 ont eu comme résultat un déficit budgétaire (base d'engagements hors dons) de 5.6%, indiquant une amélioration comparée à la performance enregistrée dans la période correspondante de 2008. La politique monétaire restrictive a rapporté des dividendes d'autant que l'inflation la plus élevée que le pays ait connue à la fin de

¹⁵ La monnaie a déprécié de 18.6 pour cent contre la livre sterling compare à une prise de valeur de 3.4 pour cent dans la période précédente. Contre le dollar US, il a déprécié légèrement de 6.5 pour cent pendant qu'il restait stable contre l'euro avec une dépréciation légère de 1.0 pour cent¹. La monnaie locale a déprécié de 2.1 pour cent contre le dollar US et a pris de la valeur de 1.3% et de 39.4 pour cent contre la livre sterling respectivement en 2008.

période a baissé de plus 12.3% à 7.8%. Toutefois, la Bank of Sierra Leone a financé les opérations financières de l'Etat à hauteur 12.4% des recettes fiscales de l'année antérieure en raison notamment du retard enregistré dans le déboursement du soutien financier des partenaires au développement durant la période sous-revue¹⁶. Les réserves extérieures brutes, mesurées en nombre de mois d'importations, a connu une baisse compte tenu des sorties de devises étrangères nette provenant d'une croissance de la facture des importations et de la baisse des exportations et des transferts des immigrants.

Tableau 3.48 : SIERRA LEONE: STATUS DE LA CONVERGENCE

SIERRA LEONE: STATUS OF CONVERGENCE													
	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June*	Dec**
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	17,3	16,7	16,5	19,4	14,3	9,5	8,5	5,0	9,5	8,6	5,7	8,1
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	-2,8	3,4	-1,3	11,3	14,4	13,1	7,3	13,8	16,6	12,3	7,8	10,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	8,9	0,0	26,4	0,0	0,0	13,3	0,8	0,0	0,3	12,4	0,5
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	2,8	2,3	3,1	1,7	3,3	4,8	4,9	5,1	4,3	4,2	3,7	4,6
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	10,8	13,4	11,4	16,7	13,7	8,1	8,5	7,8	9,8	8,6	8,9	8,3
iii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	62,0	55,0	63,9	59,7	56,0	65,5	61,6	60,9	57,6	53,3	61,3	52,6
iv) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	4,4	6,6	9,4	11,3	8,2	7,9	10,6	9,1	15,9	13,4	8,0	11,8
v) Taux d'intérêt réel	> 0	9,3	1,3	8,1	-5,8	-6,6	-7,2	-1,8	-8,3	-11,1	-8,3	-4,3	-6,0
vi) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-	10,8	-12,4	-20,0	-10,6	-11,5	6,2	1,2	0,0	7,9	0,7	0,5
Nombre de critères respectés		3	3	3	0	1	1	0	2	2	1	1	2

* Estimations ** Prévisions

Source: BSL * projections

Critères Secondaires

La performance sur les critères de second rang n'a pas été satisfaisante d'autant que les résultats sur tous les critères ont été au dessous des prévisions. La performance du pays sur les arriérés intérieurs n'a pas été évaluée à cause de données indisponibles¹⁷. Le revenu sur les impôts s'est légèrement amélioré bien que le volume relatif au PIB reste encore relativement faible, tournant au-dessous de 10.0%. Le fardeau des salaires qui continue de s'aggraver constitue un défi pour les autorités budgétaires. Au 1^{er} semestre, les charges salariales ont représenté près de 61,3% des recettes fiscales contre un ratio de 54.4% à la même période de 2008. Contrairement aux prévisions, le niveau des investissements publics financés par les ressources propres n'ont représenté que 8.0 % des recettes fiscales mobilisées contre un rapport de 15.9% enregistré dans la période correspondante de l'année précédente. Comme d'habitude, les taux d'intérêt réel, mesurés comme étant la différence entre le taux minimum d'épargne et l'inflation, sont restés négatifs, beaucoup contre les exigences des taux d'intérêt réel positif. Avec une tranche de fluctuation de ±5.0 pour cent, le taux de change réel de la monnaie locale (mesuré par les mouvements du taux d'échange effectif) a été stable.

¹⁶ C'est la politique de la Banque Centrale de convertir les réclamations en suspens sur le gouvernement en valeurs à la fin de chaque année.

¹⁷ Ce critère exige l'interdiction de nouveaux arriérés et la liquidation de nouveaux. Il est prévu que le Ministère des Finances et du Développement fournisse les données appropriées sur les périodes futures.

Perspectives

Selon les autorités, la croissance estimée de 5.1 pour cent serait conduite par l'agriculture et les secteurs miniers. Cependant, les autorités seraient confrontées à des défis dans le maintien de la stabilité macroéconomique (particulièrement l'inflation, la dépréciation du taux de change et les taux d'intérêt) qui ont de fortes chances d'amortir les perspectives de croissance. Les tensions inflationnistes qui ont rebondi en avril 2009 peuvent s'intensifier vers la fin de l'année à cause de la demande intérieure globale croissante et la dépréciation accélérée de la monnaie locale. Bien que le gouvernement ait fait des efforts désespérés visant à renforcer les revenus provenant de devises étrangères, la possibilité de prévisions d'affaires pessimistes peut avoir un impact négatif sur la monnaie locale. Avec les 91 jours de bons du Trésor étant l'actif financier principal dans le marché financier, une croissance attendue du taux d'escompte provenant des exigences de l'emprunt croissant du gouvernement peut conduire à des augmentations des taux d'intérêt, surtout, les taux de prêt des banques locales. Ceci représente une source d'inquiétude car la probabilité des taux d'intérêt élevés peut créer des risques de baisse de la croissance.

En ce qui concerne les critères de convergence, l'analyse montre que la performance de la Sierra Leone ne s'améliorerait pas considérablement dans la seconde moitié de l'année, bien que le pays puisse remplir le critère primaire du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale en plus de celui concernant la stabilité du taux réel de 'change. Il est attendu que le déficit budgétaire s'élève à 8.1% en dépit d'une réduction programmée des dépenses de capitaux. La projection montre que l'inflation accroitra plus à environ 10.0% d'ici la fin de 2009. Des développements exogènes relatifs à un déboursement de fonds prévu des bailleurs et la sécurisation des crédits accordés au gouvernement permettraient au pays de remplir l'objectif du financement du déficit budgétaire de la Banque Centrale. Sauf imprévu, les réserves de devises étrangères augmenteraient légèrement suivant une résolution prévue des problèmes administratifs et opérationnels du secteur minier et une reprise future des exportations de diamants et d'autres matières premières. Les recettes fiscales resteraient faibles à cause des dépendances excessives sur les mécanismes d'imposition directe. A cause d'une faible base d'imposition, la performance du pays par rapport aux critères sur la masse salariale et investissements publics financés par de sources internes constituerait des préoccupations nécessitant une attention particulière. Les projections montrent encore que les taux d'intérêt réel resteraient négatifs, une telle persistance soulève des inquiétudes au sujet de l'efficacité soutenue de la fonction d'intermédiation financière du système bancaire.

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET HARMONISATION DES POLITIQUES

Harmonisation Statistique

Suivant la migration réussie de la Sierra Leone vers la classification standard de la consommation individuelle par objectif (COICOP) en 2007 (avec l'adoption d'une année de base révisée de 2003), la Sierra Leone a consacré la période de 2008 et la première moitié de 2009 aux améliorations de la qualité des données statistiques.

A cette fin, la couverture de l'IPC, qui s'est jusqu'ici concentrée sur quatre principaux centres urbains (Freetown, Bo, Kenema et Makebi), a été élargie pour couvrir le district de Kono. Ces cinq centres urbains constituent 80.0 pour cent de la consommation des ménages urbains de la Sierra Leone. Avec une capacité adéquate, Statistiques de Sierra Leone, a l'intention de couvrir tout le pays. Actuellement, les autorités sont en train de considérer l'harmonisation de la méthodologie avec le standard de la CEDEAO, ce qui impliquerait l'utilisation du logiciel PRIMA. A cet égard, des cadres reçoivent la formation requise à travers des cours et des détachements dans d'autres pays. En outre, les autorités envisagent de développer un indice IPC national harmonisé, conformément à la méthodologie suggérée par la Commission de la CEDEAO. D'autres projets ont trait à l'augmentation du panier de l'IPC actuel avec 251 produits à environ 400 articles.

En ce qui concerne l'harmonisation de la présentation du PIB, la Sierra Leone a adopté la plateforme de la CEDEAO basée sur le SNA 93. Pour aider à améliorer encore plus la qualité des statistiques, Statistiques Sierra Leone envisage d'améliorer l'administration des données, d'introduire l'indice des prix du producteur en 2008 et de considérer la possibilité d'obtenir des informations sur certaines transactions qui n'ont pas jusqu'ici été enregistrées (transactions du secteur informel). Actuellement, une étude intégrée des ménages est en train d'être menée afin de collecter les données appropriées sur les activités économiques afin de faciliter l'expansion de la base de données pour la détermination et l'enregistrement précis du PIB.

Les autorités ont réalisé des progrès considérables dans l'installation du logiciel ASYCUDA pour compléter la structure du logiciel EUROTRACE. Les autorités sont en train également d'explorer la possibilité de centraliser la production des statistiques commerciales. Actuellement, l'Autorité National sur le Revenu, le Ministère du Commerce, la Bank of Sierra Leone et Statistiques Sierra Leone partagent la responsabilité de la production des statistiques dans cette zone. Les négociations visant à harmoniser les méthodologies ont déjà commencé. Par conséquent, la gestion du bureau des Statistiques est en train de se procurer les fonds des bailleurs de fonds de renforcement des capacités. La mise en œuvre et l'informatisation réussie de ce projet éliminerait les divergences entre les données générées séparément par ces institutions.

Développement du Système de Paiements

La Sierra Leone a réalisé de considérables progrès dans son programme de développement de système de paiements. Suivant le déblocage du financement en 2008 par la Banque Africaine de Développement sous le projet ZMAO , la Bank of Sierra Leone a initié un programme élaboré visant à améliorer son infrastructure de système de paiements¹⁸. Le Programme a commencé avec l'établissement du Comité

¹⁸ Ceci impliquerait l'acquisition du système de paiements de gros montants en temps réel (SPGMTR), une chambre de compensation automatisée (CCA), seamless securities settlement (SSS) et d'applications bancaires,

National du Système de Paiements et la création d'une division dans le département de la banque pour superviser le fonctionnement efficace, la gestion et la livraison efficiente de paiements. Certaines activités de la période sous-revue comprennent le recrutement d'un Consultant (Logica Paris) et la signature future d'un contrat de mise en application en avril 2009, la promulgation d'une loi sur les systèmes de paiements en mai 2009 et l'organisation réussie de réunions régulières des actionnaires sur le projet de développement des systèmes de paiements en juin 2009.

Le Consultant a déjà commencé à travailler sur le projet dont la date d'achèvement est prévue d'ici 2011. Ayant entrepris les études préliminaires et les spécifications futures des infrastructures appropriées, le Comité est en train d'attendre actuellement les propositions de potentiels soumissionnaires pour l'approvisionnement des équipements et logiciels requis. La Bank of Sierra Leone a demandé à toutes les banques commerciales de migrer vers les standards de chèques ZMAO récemment adoptés d'ici la fin de décembre 2009.

La Bank of Sierra Leone développe aussi des indications pour réglementer les activités des banques commerciales, y compris les transactions relatives aux paiements électroniques de manière à atténuer les risques systémiques et autres risques associés à de telles transactions. Des discussions sont actuellement en cours au sein des institutions financières explorant les possibilités et l'interconnexion à des points de vente communs à l'intention des clients. En plus, un comité de réforme de loi est en train actuellement de réviser la loi relative aux lettres de change et à un système de factures de paiements.

Schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO (SLCC)

Selon les autorités du Ministère du Commerce, le SLCC n'a pas été utile à la Sierra Leone d'autant que le pays n'a reçu dernièrement la compensation de la Commission de la CEDEAO qu'en 2006 pour la perte de revenus dans le cas des exonérations fiscales. Des négociations pour le remboursement sous le système ont été difficiles car le processus était à la fois complexe et bureaucratique. Les autorités ont aussi introduit des documents douaniers harmonisés, y compris les certificats d'origine, la nomenclature de la douane et les formulaires de déclaration. Toutefois, la Sierra Leone n'a pas encore introduit le certificat de transit routier requis pour faciliter la libre circulation à travers les pays.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La revue a montré que la dominance fiscale reste un problème sérieux en Sierra Leone. Les faibles infrastructures ne supportent pas une mobilisation robuste de revenus. Le désir de revitaliser l'économie a contribué à la croissance des dépenses

la création de réseaux pour une vaste zone métropolitaine y compris l'approvisionnement d'interconnexion de liens à fibres pour les opérateurs des systèmes de paiement.

du gouvernement, ayant comme résultat des déficits budgétaires élevés. La politique monétaire est très souvent sujette à des contraintes et à des excès fiscaux qui sont périodiquement arrangés par la Banque Centrale. Le pays connaît des tensions inflationnistes intermittentes conduites en grande partie par des développements négatifs de l'économie mondiale. Le compte courant est soumis à de considérables tensions à cause de la mauvaise performance du secteur des exportations et d'une forte demande locale d'importations. Un manque de réserves de devises a exercé une pression excessive sur la monnaie locale, un développement qui a favorisé une modification des dépôts de devises étrangères. Le pays est généralement vulnérable aux chocs extérieurs à cause d'infrastructures faibles et la faible capacité de générer des devises étrangères.

Les développements susmentionnés ont eu des impacts négatifs sur la performance de la Sierra Leone au regard des critères de convergence. Néanmoins, le pays accomplit des progrès considérables dans le programme d'harmonisation de politiques relatifs aux statistiques et le développement des systèmes de paiement. Cependant, les autorités devraient rationaliser leurs dossiers sur le commerce intra-régional.

Compte tenu des développements susmentionnés, les recommandations suivantes peuvent être appropriées :

1. renforcer la capacité de mobilisation de revenus des agences en informatisant la collecte des revenus et en élargissant l'assiette des activités imposables ;
2. accélérer les actions concernant l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
3. développer un mécanisme de suivi pour assurer une stricte application du système de budgétisation base caisse adopté en 2007 visant à améliorer la gestion des dépenses publiques ;
4. améliorer la capacité à générer des devises étrangères en diversifiant les exportations ;
5. continuer à réhabiliter les infrastructures productives et stimuler les investissements dans le secteur réel afin de supporter une production élevée ;
6. libéraliser le marché financier et créer les conditions nécessaires à un régime de taux d'intérêt flexible qui refléterait les interactions du marché ; et
7. introduire des actifs financiers additionnels pour renforcer la gestion des liquidités.

3.3 AUTRES PAYS

3.3.1 LE CAP – VERT

Le Cap-Vert est sorti du groupe des pays les moins avancés (PMA) pour rejoindre celui des pays à revenu intermédiaire (PRI) dans le classement des Nations unies. Un résultat remarquable, certes, mais qui n'empêche pas le pays de dépendre encore massivement de l'aide internationale.

Le Cap-Vert est confronté à de multiples défis. Plusieurs facteurs incitent à redoubler de prudence, en période de crise mondiale, tels que le ralentissement de la croissance, un niveau d'endettement toujours élevé, l'arrimage de la monnaie et un lourd déficit de la balance des paiements. La Banque du Cap-Vert (BCV) a revu à la baisse le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) pour 2009 de 5,5% à 4,7%. Au-delà des incertitudes qui planent sur l'année 2009, le pays semble sur la bonne voie à moyen terme. Une vive reprise est attendue dans le tourisme, comme dans les investissements en infrastructures routières et portuaires. Ces investissements devraient libérer encore un peu plus le potentiel productif.

3.3.1.1 Principaux développements macroéconomiques

3.3.1.1.1 Secteur réel

La croissance du PIB réel devrait ralentir à 4,7 % en 2009 contre 5,9% en 2008. Le principal contributeur à la croissance du PIB reste le secteur tertiaire à travers le sous secteur du tourisme.

Dans le secteur secondaire, au premier semestre 2009, le gouvernement a facilité des investissements notamment dans le sous secteur de la construction. Par exemple un projet de cimenterie de 55 millions USD, a été financé par des investisseurs chinois pour satisfaire la demande intérieure et exporter en Afrique de l'Ouest.

L'agriculture, dans le secteur primaire, est minime et la productivité très faible, même avec l'aide extérieure, à cause de l'aridité du climat et de la pauvreté des sols. Les rendements se sont quelque peu améliorés, grâce à l'irrigation au goutte-à-goutte et à de meilleures liaisons avec les marchés urbains. Malgré les pluies abondantes de 2008, l'agriculture n'a contribué qu'à hauteur de 10 % environ du PIB en 2008. Le pays dépend à 80 % des importations pour subvenir à ses besoins alimentaires.

Malgré la volatilité des cours des produits alimentaires et du pétrole en 2008, le pays a su maintenir une croissance économique soutenue, sans forte inflation. Le rattachement de l'escudo Cap-Verdien (CVE) à l'euro (EUR) explique en partie ce résultat, de même que l'abandon de l'indexation des salaires sur l'inflation. Cette dernière est restée modérée.

Tableau 3.49 : Evolution du secteur réel entre 2007 et 2009 (en % du PIB)

	2005	2006	2007	2008*	2009**
COMPOSANTES DE LA DEMANDE					
Consommation publique	21,6	22,9	21,2	19,1	21,1
Consommation privée	83,5	79,6	81,0	77,3	78,7
Formation brute de capital fixe	36,2	40,3	44,0	45,0	43,0
Variation des stocks	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
Exportation de biens et services	16,1	18,4	18,9	18,3	16,6
Importation de biens et services	57,8	61,6	65,4	60,1	59,7
COMPOSITION DU PIB					
Secteur primaire	9,6	7,5	6,2	5,8	-
Secteur secondaire	15,5	16,3	16,8	17,7	-
Secteur tertiaire	66,6	67,9	68,3	66,6	-
AFFECTATION DU PIB					
Consommation	105,07	102,50	102,19	96,47	99,81
Investissement	36,67	40,70	44,35	45,37	43,29
Epargne intérieure	19,2	18,3	16,6	19,0	-

Sources : AMAO, Central Bank of Cap Vert; (*) estimation (**) projection

3.3.1.1.2 Finances publiques

Le budget 2009 prévoit une augmentation de 2.3 % des dépenses, qui atteindront 31.8 % du PIB. Les dépenses d'investissement progresseront de 1 %, à 11.3 % du PIB, à cause du programme d'investissement du gouvernement. Les dépenses courantes devraient elles aussi augmenter de 1 %. Les recettes publiques devraient se maintenir au même niveau qu'en 2008 (28.2 % du PIB). Les engagements des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux devraient atteindre 20 milliards CVE en 2009 (environ 15 % du PIB). Le renforcement de l'administration fiscale a permis un meilleur recouvrement des impôts. Les autorités ont prévu de faire passer le taux d'imposition sur les entreprises et les personnes physiques de 30 à 25 % en 2009. L'impôt sur les petites entreprises devrait lui aussi baisser, passant de 20 à 15 %. Trois codes des impôts devraient être révisés, afin de simplifier la gestion des règlements et des recettes.

En conséquence, le déficit budgétaire (hors dons) devrait se creuser sensiblement en 2009, passant de 1,2 à 3,7 % du PIB.

Tableau 3.50 : Evolution des recettes du Cap - Vert entre 2007 et 2009

	En % du PIB						Evolution en %			
	2007		2008		2009		2008		2009	
	S 1	S 2	S 1	S 2	S 1	S 2	S 1	S 1	S 2	S 1
recettes fiscales	11,0	22,8	11,0	22,7	9,6	-	13,1	12,8	-12,7	-
recettes non fiscales	3,6	6,2	1,7	3,2	1,3	-	-48,2	-42,2	-23,0	-
recettes budgétaires	14,7	28,9	12,7	25,9	10,9	-	-2,0	1,1	-14,1	-
dons	0,9	4,6	1,5	4,9	2,3	-	83,6	21,0	53,2	-
Tal recettes budgétaire et dons	15,6	33,5	14,2	30,8	13,2	-	3,0	3,8	-7,0	-

Sources : AMAO, Central Bank of Cap Vert; (*) estimation (**):Prévision

3.3.1.1.3 Secteur monétaire

En ce qui concerne la situation monétaire, la Banque centrale du Cap-Vert (Banco Central de Cabo Verde – BCV), continue à surveiller la stabilité et la crédibilité de l'arrimage de l'escudo à l'euro. Actuellement, les risques sont minimales, en raison de la petite taille de l'économie et de sa faible exposition aux flux internationaux de capitaux. La parité, contrôlée par une commission, est couverte par une facilité de

crédit du Portugal d'un montant de 150 millions EUR – qui peut être portée à 250 millions si nécessaire.

Le système financier du Cap-Vert semble relativement résistant face à la crise internationale, en raison de ses interactions limitées avec les marchés internationaux de capitaux et le ratio relativement important de dépôts des banques commerciales par rapport à leurs encours de prêts. En 2009, la BCV prévoit d'améliorer sa surveillance des flux externes, dont les dépôts des non-résidents. Elle est prête à intervenir sur les taux d'intérêt pour éviter de déstabiliser les flux de capitaux.

3.3.1.1.4 Secteur extérieur

Les importations alimentaires devraient baisser en 2009, grâce à une bonne campagne agricole et la baisse des cours internationaux.

Le Cap-Vert a néanmoins réduit son niveau d'endettement extérieur ces dernières années. La dette extérieure reste relativement élevée (63 % du PIB contre 70 % en 2007), mais elle est renégociable. Parmi les créanciers figurent surtout des organisations multilatérales et des gouvernements, au premier rang desquels le Portugal. La dette extérieure devrait être ramenée à 48 % du PIB en 2009.

Le système bancaire est exposé à une brusque diminution des dépôts des non-résidents (40 % des dépôts totaux), en raison de la crise. Pour l'essentiel, ces dépôts proviennent des transferts de fonds des expatriés, ce qui limite les risques d'évasion des capitaux puisqu'ils sont moins volatiles que les investissements de portefeuille. Pour autant, les transferts de fonds motivés par des possibilités d'investissement sont hautement improbables actuellement, et un phénomène de rapatriement, même restreint, n'est pas exclu.

La crise internationale n'a pour l'instant pas affecté les IDE à destination du Cap-Vert. Un ralentissement se fera probablement ressentir en 2009, d'importants projets de construction dans le secteur touristique ayant déjà été reportés. En outre, les investissements des migrants dans le pays (également comptabilisés comme IDE) semblent ralentir.

3.3.1.2 Situation de la convergence macroéconomique

Le niveau de performance s'est détérioré au premier semestre 2009 en satisfaisant deux critères contre 4 critères à la même période en 2008. L'état de la convergence se présente comme suit :

a) Critères de premier rang

Concernant ces critères, seul le critère sur le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale a été satisfait au cours de la période considérée. Le taux d'inflation annuelle fin de période, se situe à 5,8% en fin juin 2009 contre 6,8% à la même période en 2008. Cette baisse serait liée à la baisse de l'inflation externe. Le solde budgétaire hors dons rapporté au PIB nominal s'e détériorerait et s'établirait à 5,8% contre 10,0% en 2008. Le critère sur la couverture des importations par les réserves n'a pas été respecté par le Cap – Vert (3,9 mois d'importation contre au moins 6 exigés).

b) Critères de second rang

Seul l'indicateur relatif à la stabilité du taux de change a été respecté au cours de la période revue. Le taux de pression fiscale se situe à 17,7% en fin juin 2009 contre 21,6% en 2008. Cette contre performance pourrait être liée à la faible niveau de la collecte des recettes fiscales qui ont baissé de 12,7% en fin juin 2009. Concernant le critère portant sur les arriérés, aucune donnée n'est disponible pour apprécier la performance par rapport à ce critère. Le ratio de la masse salariale sur recettes fiscales s'est détérioré en se situant 46,4% au premier semestre 2009 contre 42,8% à la même période en 2008. Le ratio investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales est de 2,5% en 2009 contre 7,8% en 2008. Cette faible performance traduit le faible niveau d'effort du Gouvernement dans la poursuite des investissements publics en vue de soutenir durablement la croissance. Le critère portant sur le taux d'intérêt réel n'a pas été respecté.

Tableau 3.51 : Statut de la Convergence du Cap - Vert

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009	
										June	Dec	June	Dec*
Critères de premier rang:													
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	15,0	11,4	10,5	9,1	8,4	11,0	9,7	6,1		5,8		6,2
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	-1,1	4,2	3,0	-2,3	-0,3	1,7	4,7	4,4	10,0	5,1	5,8	5,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF	59,3	0,1	20,7	6,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥6 mois Imports B/S	1,0	1,5	2,0	1,8	2,4	3,4	3,6	4,1		4,1		4,0
										3,7		3,9	
Critères de second rang													
i) Arriérés intérieurs		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	Nd	nd	nd	nd
ii) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	17,3	18,7	19,7	18,6	19,6	21,0	23,0	22,8		22,7		23,9
iii) Masse Salariale/RF	≤ 35% RF	57,3	50,3	46,3	63,2	47,9	47,1	46,0	41,6		38,1	17,7	42,7
iv) Investissements interres/RF	≥20% RF	8,2	4,2	4,8	3,4	3,3	2,9	2,9		42,8		46,4	
v) Taux d'intérêt réel	> 0	4,3	-1,0	0,2	5,5	3,5	1,5	-1,5	2,0	7,8	1,9	2,5	2,4
vi) Stabilité du TCR	± 5%	-3,8	-3,9	-0,2	0,8	-3,1	5,4	3,3	-1,2	4,6	-3,6	-2,6	-1,8
										3,0	-2,9	4,3	0,5
Nombre de critères respectés		3	3	3	4	4	4	4	4	4	3	2	4

Source: Banque Centrale, AFRISTAT et AMAO * Estimations ** Prévisions

3.3.1.3 Harmonisation des politiques et Arrangements Institutionnels

La Cellule nationale de la CEDEAO du Cap-Vert a confirmé que les Autorités du pays ont décidé de ratifier tous les protocoles et conventions de la CEDEAO qui ne sont pas encore faits. De ce fait, les contacts ont été établis avec le Département juridique de la Commission de la CEDEAO pour identifier tous les actes communautaires non encore ratifiés pour leur traduction en Portugais et leur ratification.

Le Comité National de Coordination (CNC)

Pour le Comité National de Coordination (CNC), il vient d'être créé. Le responsable du Comité est en cours de nomination et le compte est ouvert pour recevoir la subvention pour son fonctionnement.

Le Tarif Extérieur Commun (TEC)

La mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun (TEC) est en cours d'étude par le Bureau d'étude BENED de la Côte d'Ivoire et a débuté depuis le 9 septembre 2009. Cette étude permettrait de voir les avantages et coûts de passer de 7 bandes (en vigueur actuellement au Cap-Vert) à 5 bandes en cours de négociation présentement au niveau des Etats membres de la Communauté.

L'Accord de Partenariat Economique (APE)

L'impact de la signature de l'Accord de Partenariat Economique (APE) fait aussi l'objet d'étude pour évaluer le niveau des pertes de recettes douanières et les moyens de compensation de ces pertes. Toutefois, bien que le Cap-vert négocie cet accord dans le cadre global défini par la CEDEAO, il redoute l'effet de cet accord et de ses tarifs communs sur son économie insulaire, dépendante des importations. La perte de rentrées fiscales due à l'abaissement des tarifs représenterait un manque à gagner significatif. Le Cap-Vert souhaiterait à obtenir un statut spécial avant la signature. La libre circulation des personnes prévue dans cet APE ne va pas non plus sans effet.

L'harmonisation des statistiques

L'harmonisation des statistiques évolue également de manière satisfaisante. Ainsi le travail sur l'élaboration du PIB comparable a commencé avec le concours de AFRISTAT et l'assistance de la SUEDE a été sollicitée pour le calcul du PIB sur une base trimestrielle, la base de données ECOMAC pose quant à lui problème en ce qui concerne la maîtrise de sa méthodologie de renseignement, les statistiques du Commerce extérieur sont saisies selon le logiciel EUROTRACE. Pour ce qui est du logiciel PRIMA, il n'a pas été testé au Cap-Vert car les Autorités estiment que le logiciel utilisé par leur pays traite correctement et amplement toutes sortes d'informations statistiques.

3.3.1.4 Conclusion et recommandations

Dans un contexte de la détérioration du cadre économique et financier international toutes les projections du Cap-Vert pour 2009 ont été revues à la baisse. La croissance en valeur réelle du PIB est projetée autour de 4,7%. En ce qui concerne l'inflation, elle reste modérée au cours de la période sous revue. Du côté fiscal, on constate une réduction du niveau du déficit bien qu'il reste toujours élevé. Ainsi, les recommandations suivantes pourraient être prises en considération par les autorités cap verdiennes :

1. diversifier les sites touristiques et mettre en place des politiques qui permettent d'augmenter les retombées du tourisme au niveau local car jusqu'à ce jour cette activité se concentre sur quelques grands sites et les produits consommés par les touristes sont essentiellement importés, si bien que les marchés locaux en profitent peu ;
2. améliorer le niveau de recouvrement des recettes fiscales à travers la maîtrise des exonérations et la modernisation des régies de recettes dans le but de garantir l'élargissement de l'assiette l'administration fiscale en vue d'améliorer ses performances et identifier des mesures devant permettre la maîtrise des dépenses courantes notamment les salaires ;

3. poursuivre la révision du code général des impôts en vue de la mise en place d'un nouveau code d'exonérations fiscales pour mettre fin au dysfonctionnement dû au allègements consentis par le gouvernement en 2007.

3.3.2 LE LIBERIA

En 2008, le gouvernement du Libéria a initié un ambitieux programme sur la stratégie de réduction de pauvreté (S.R.P.) pour accélérer la reconstruction et le développement, et établir un système fiable de gouvernance. Cette stratégie, qui couvre la période 2008-2011, est d'une importance capitale dans la mesure où le Libéria cherche, après une phase de stabilisation post conflit, à créer les bases d'une croissance durable, à réduire la pauvreté, afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Pour atteindre ce but, les objectifs macro-économiques essentiels du gouvernement visent la mise en place de politiques fiscales, monétaires, commerciales et de taux de change pertinentes et capables de stimuler la concurrence, de générer des revenus, de garantir la stabilité des prix, de créer des opportunités d'emplois et d'encourager l'investissement privé. De manière spécifique, le programme de Réduction de la Pauvreté vise à ramener l'inflation à 7%, à augmenter les recettes totales jusqu'à hauteur de 27% du PIB, à stabiliser le taux de change et à réduire la dette extérieure à moyen terme. Dans cette perspective, le gouvernement du Libéria s'est fixé des objectifs suivants pour 2009 : établir un taux de croissance réel du PIB de 10,3 %, parvenir à une inflation de fin de période de 8,5%, un déficit budgétaire global de 12,1%, un équilibre de la balance des paiements de 53 % du PIB et des réserves externes brutes équivalant à 1.1 mois d'importations.

Après la bonne performance réalisée en 2008, les données préliminaires indiquent que l'économie du Libéria a ralenti durant le premier semestre 2009 car la croissance réelle du PIB a été estimée à 4,9%. Ce ralentissement a été attribué d'une part à la crise mondiale et d'autre part aux mauvaises performances de l'agriculture, des entreprises et de l'industrie extractive. L'inflation a été ramenée à un taux à un chiffre (9.4%) vers fin 2008, bien qu'elle ait montré une légère hausse durant la période concernée par l'étude. Les taux d'intérêt moyens sur les prêts ont diminué tandis que les intérêts sur l'épargne ont augmenté modérément ; ce qui augure d'une concurrence grandissante dans le secteur financier. Néanmoins, le secteur extérieur subit les effets défavorables de la crise financière mondiale et la pression de la demande nationale croissante du fait que le déficit commercial qui accroît et que les réserves externes brutes diminuent.

Secteur Réel

Les prévisions tablaient sur un impact positif des développements espérés dans les domaines de l'exploitation des mines, des eaux et forêts, de l'agriculture et des services. Mais, les données disponibles indiquent que les résultats enregistrés dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie sont restés faibles. La production de caoutchouc a chuté d'environ 8% en raison du déficit dans l'approvisionnement en intrants et des clashes sporadiques aux niveau des principales zones d'exploitation. Un déficit a également été signalé dans la production de bois de scie. Cependant, la production de cacao a continué son ascension due à un retour progressif des fermiers déplacés dans leurs communautés d'exploitation agricole. Le secteur de la transformation industrielle continue d'être freiné par l'approvisionnement en énergie électrique insatisfaisant, des infrastructures insuffisantes et des coûts des facteurs de production croissant. Les rapports préliminaires indiquent aussi que les performances réalisées dans le secteur de l'extraction sont plombées par la baisse de la demande des exportations du pays.

Secteur des Finances Publiques

Au cours des trois dernières années, le gouvernement du Libéria s'est lancé dans un vaste programme de réformes fiscales visant la reconstruction du système de gestion des finances publiques. En plus du fait d'instituer un dispositif de contrôle pour éviter l'accumulation des arriérés sur la dette intérieure et assurer un reporting régulier, le gouvernement a proposé le vote d'une loi pour régir la gestion des finances publiques. Compte tenu des contraintes financières du pays, le gouvernement a adopté un système de budget de trésorerie rigoureux qui consiste à ajuster les dépenses par rapport aux recettes ; cela permettra en conséquence de réduire l'inflation et d'établir un équilibre durable de la balance des paiements.

Les données disponibles montrent que la politique fiscale a continué à s'améliorer durant le premier semestre de 2009. Le système de gestion financière mis en place par le gouvernement a eu pour conséquence la constitution d'un excédent budgétaire global (y compris les dons) de 6% du PIB comparé à un excédent de 1,8% pour la période correspondante en 2008. L'excédent budgétaire hors dons, était de 1%, ce qui était encore supérieur au montant de l'excédent de 0,4% enregistré durant la période correspondante en 2008.

Dérivé principalement des impôts sur le revenu et des bénéfices, des biens et services, des prélèvements internes, des recettes douanières et accise, on peut dire que l'ensemble des recettes nationales du Libéria ont augmenté de façon modérée passant de 28,7% à 30,5% du PIB. Les recettes fiscales totales ont augmenté de 9,6 %, du fait de l'amélioration du taux de recouvrement des différents impôts sur les revenus et les bénéfices, les services spécifiques et recettes douanières tirées du commerce international. L'amélioration des recettes fiscales est le résultat des efforts déployés pour élargir l'assiette fiscale et stopper les fuites dans les systèmes de recouvrement et de collecte des impôts. Cependant, les recettes hors impôt ont baissé du fait des réductions au niveau des profits issus des droits de coupe, des charges et des frais administratifs. Les dons ont plus que triplé pour atteindre 23,5 millions de dollars US représentant 16,6% des recettes totales.

Les dépenses totales ont diminué de 26,9 % du PIB à 24,4% à cause des réductions faites sur certaines dépenses courantes, en particulier, sur des biens et services¹⁹ et les taux d'intérêts sur les paiements de la dette nationale et extérieure. Les dépenses d'investissement qui ont représenté 17,3% des dépenses totales ont augmenté de manière significative de 73.9 % sur les dépenses de capitaux durant le premier semestre de 2008. Les dépenses totales ont été principalement financées sur ressources nationales, en effet, la contribution des partenaires techniques et financiers s'élève à environ 20,7%.

Secteur Monétaire

La banque centrale du Libéria a continué à renforcer la politique monétaire pour assurer la stabilité du taux de change en vue de contenir l'inflation. Durant le premier semestre 2009 il y a eu un ralentissement du taux de croissance relative dans l'offre d'argent au sens large, en effet, il a augmenté de 10,7% comparé à 16,7 % pour la même période de l'année précédente.

¹⁹ Les dépenses de carburants et de lubrifiants ont baissé de 7.5%, les services sociaux de base (électricité) de 67.3%, dépenses de fonctionnement de 68.1%, les voyages intérieurs de 48.7%, les voyages extérieurs de 12.8% et les locations et baux de 74.9%.

TABLEAU 3.52 : CONTRIBUTION A L'AUGMENTATION DE LA CROISSANCE DE L'OFFRE DE MONNAIE

CONTRIBUTION	2005	2006	2007	2008		2009
				Juin	Dec	Juin
	Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-96.6	61.7	-24.1	22.6	52.5
Crédits nets sur l'Etat (PNG)	133.4	-18.9	73.9	-5.0	-12.1	-2.5
Crédits au secteur privé (PSP)	8.8	16.0	16.5	10.1	17.2	7.2
Crédits u secteur public (PSP)	-0.5	1.0	-0.2	-0.5	-0.5	4.4
Crédits au reste l'économie (PRE)	-1.6	-0.3	-0.1	-0.6	-0.6	0.0
Autres éléments nets (OEN)	-7.7	-24.2	-21.2	-9.9	-12.6	-3.1
CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE SENS LARGE (M2)(%)	35.7	35.3	44.9	16.7	43.8	10.7

L'augmentation de la masse monétaire a été principalement causée par la croissance de l'épargne qui a permis aux banques de financer le secteur privé, contrairement à l'année précédente où cette augmentation était essentiellement due à l'augmentation des avoirs extérieurs nets²⁰. Les paiements nets au gouvernement ont eu un effet de ralentissement sur la croissance de la masse monétaire. Le montant total de l'épargne a considérablement augmenté passant de 51,1% de l'offre d'argent au sens large à la fin du premier semestre 2008 à environ 57% à la fin du premier semestre 2009, reflétant une confiance grandissante de la population dans le système bancaire.

Le Libéria reste le seul pays d'Afrique occidentale avec deux monnaies concurrentes légales, c'est-à-dire que le dollar US et le dollar Libérien. L'étude a révélé que la part de devises étrangère dans la masse monétaire est passée de 69,9% en fin 2008 à environ 75% à la fin du premier semestre 2009, reflétant une certaine « dollarisation » croissante de l'économie et une dépréciation progressive de la devise nationale. Ce problème est accentué par l'absence d'instruments pertinents de politique monétaire pour assurer une bonne gestion des liquidités ; en effet, la bourse hebdomadaire aux enchères de devises demeure le seul instrument de politique pour la gestion des liquidités. Cependant, les réserves de devises étrangères limitées du pays constituent un risque pour le maintien durable du cours du taux de change et la stabilité des prix.

Les fluctuations des taux d'intérêt durant la période concernée par l'étude étaient dues à un désir croissant des banques de dépôts de mieux développer l'intermédiation financière. Pendant que l'épargne et la moyenne des dépôts à terme ont augmenté de 200 points et de 20 points pour atteindre 4,1% et 4,3% respectivement, le taux débiteur moyen a diminué de 15 points se situant ainsi à 14,2%. En conséquence, la différence entre l'épargne moyenne et les allocations de prêts s'est rétrécie, ce qui reflète en partie, la concurrence grandissante dans le secteur financier ; deux banques commerciales à savoir Access Bank et Global Bank ont démarré leurs activités durant cette période.

Performances dans le Secteur Extérieur

La balance commerciale a continué à se détériorer et le déficit, comme à la fin du premier semestre 2009, s'est creusé de 12% équivalent à la somme de 260.7 millions \$US. Cette détérioration a été attribuée à la baisse de la valeur des

²⁰ A 47.5%, les Banques de Dépôts monétaires étaient pleines d'excédent de réserves de liquidités très en dessus des exigences officielles de 15.0%.

principaux produits d'exportation du pays, en particulier le caoutchouc, le diamant, l'or, le bois ainsi que d'autres produits.

Les performances obtenues dans le domaine des finances n'ont pas été très encourageantes non plus. Les transferts privés entrants ont chuté, durant la période concernée par l'étude, de 18,6% équivalant à 406,3 millions \$US tandis que les sorties pendant la même période étaient de 417.4 millions \$US. Ce qui signifie une sortie nette de 11,1% de \$US.

La monnaie nationale, le dollar libérien, a subi une dépréciation de 10 pour cent durant le premier semestre 2009 contre 0,4 % pour la même période de 2008²¹. La perte en valeur a été attribuée à une demande croissante de devises étrangères par le marché et les consommateurs à un moment où les devises étrangères devenaient rares à cause des sorties croissantes de capitaux, des faibles lignes de crédits accordées aux importateurs et des recettes d'exportations en baisse.

La situation de la dette extérieure du Libéria s'est améliorée de manière significative au cours de la période considérée par l'étude ; en effet, le service de la dette est passé de 3163,4 millions \$US en fin 2008 à 1782,1 millions à la fin du premier semestre 2009²². Cette baisse était partiellement due à un rachat de créances commerciales pour une valeur de 1.200 million de \$ US à un escompte de 97 % de la valeur comptable. La majeure partie du reliquat de la dette extérieure devrait être annulée lorsque le pays atteindra le Point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) d'ici fin 2009.

Performance par rapport à la Convergence Macroéconomique

Les orientations macro-économiques rigoureuses adoptées par le gouvernement ont permis au Libéria de maintenir le niveau de performance par rapport à cinq objectifs atteint en 2008. Il s'agit de deux critères primaires (déficit budgétaire et financement du déficit budgétaire par la banque centrale) et trois critères secondaires (recettes fiscales, masse salariale, et stabilité du taux de change réel).

Le Libéria a réalisé deux des critères de convergence primaires. Du fait de son système de budget de trésorerie, le Libéria a pu maintenir les performances accomplies par rapport au critère relatif au déficit budgétaire avec même un excédant de 1%. En dépit du fait que le pays ait raté la réalisation du critère sur l'inflation de 2,8 points de pourcentage, il convient de noter l'amélioration significative survenue durant ces derniers mois, en particulier durant le deuxième semestre 2008 suite à la réduction des prix des produits pétroliers et alimentaires. Comme d'habitude, la banque centrale n'a pas soutenu les opérations financières du gouvernement. Avec 1 mois de couverture d'importations, le pays a réalisé une amélioration marginale par rapport aux critères sur les réserves extérieures brutes ; à ce sujet, il faut tout de même noter que la constitution d'une bourse de devises étrangères pouvant couvrir un minimum de 6 mois exige beaucoup d'efforts.

Concernant les critères secondaires, le pays n'a réalisé aucun objectif supplémentaire durant la période ciblée par l'étude. Il faut noter que l'atteinte de l'objectif relatif à la dette intérieure n'a pas pu être évaluée du fait de la non disponibilité de certaines données essentielles. Sous réserve des erreurs possibles

²¹ La monnaie était relativement stable en 2008, ayant déprécié de 3.1% durant l'année

²² Le gouvernement devait 60.1% du total de la dette aux institutions financières et commerciales multilatérales, 38.8% aux institutions bilatérales et 1.2% Aux institutions commerciales financières

dans le calcul de son PIB, le Libéria a, depuis 2007, réalisé le critère concernant le minimum exigé de 20% du PIB. Les discussions avec des fonctionnaires ont indiqué que les réformes du secteur public et la mise en place d'un dispositif d'audit efficace visant l'élimination des salaires fictifs ont contribué de façon significative à l'allègement de la masse salariale en 2008 et 2009. Cela a permis d'atteindre l'objectif ciblé de 29,2. Malgré la réduction de l'inflation, les taux d'intérêt réels sont demeurés négatifs, ce qui est en contradiction avec l'exigence d'atteindre un résultat positif. Sur la base de la marge de fluctuation du taux de change réel de 5% , la monnaie nationale a été relativement stable pendant la période de l'étude.

TABLEAU 3.53 : LIBERIA: SITUATION DE LA CONVERGENCE

	cible	200	200	200	200	200	2008		2009	
		3	4	5	6	7	Juin	Dec	Juin	Dec*
Critères Primaires:										
Déficit Budgétaire/PIB**	≤4%	3.7	4.4	0.9	-3.0	-2.4	-0.4	2.8	-1.0	-2.0
Taux Inflation	≤5	5.0	16.1	7.6	8.9	11.7	22.0	9.4	7.8	9.1
Financement Déficit Budgétaire	≤10%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Réserves Extérieures Brutes	≥6m	-0.2	0.2	0.1	0.1	0.7	0.4	0.7	1.0	0.7
Critères Secondaires:										
Dette Intérieure	=0	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/d
Recettes Fiscales/PIB	≥20%	6.4	9.2	14.7	13.2	21.4	22.6	22.1	21.9	20.0
Masse Salariale/Recettes Fiscales	≤35%	26.4	48.0	59.2	34.5	41.6	30.6	32.5	29.2	35.2
Fiscales	≥20%	0.0	25.6	18.3	14.9	13.9	12.2	12.6	19.3	19.5
P. Invest/Recettes Fiscales	≥0	-0.6	-12.7	-3.9	-6.2	-9.1	-10.5	-7.2	-3.8	-7.0
Taux d'Intérêt Réel	±5%	-7.2	-14.2	-3.1	-4.6	2.5	-4.6	2.7	2.1	2.7
Stabilité du Taux de Change Réel										
Nb. Total De Critères Réalisés		3	2	3	3	4	5	5	5	5

** (-) implique l'excédent; * chiffres projetés; Sources: Banque Centrale du Liberia, FMI

Perspectives

Le gouvernement du Libéria a indiqué sa détermination à coordonner ses politiques monétaires et fiscales dans le but de réduire les pressions inflationnistes et de maintenir la stabilité globale de taux de change. Compte tenu du contexte global, les perspectives pour le deuxième semestre semble prometteuses. Le gouvernement est engagé à atteindre le taux croissance réel du PIB de 4,9 % prévu pour cette année. Dans cette perspective, un certain nombre de projets d'investissement ont été initiés, en particulier dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie pour stimuler la relance de l'économie et faire face à des problèmes liés à la crise financière. Le gouvernement a mis en place des fonds destinés à prendre en charge la demande croissante en intrants agricoles et de services de vulgarisations; à soutenir les petites et moyennes entreprises, et à améliorer les infrastructures notamment dans les secteurs du transport et de l'énergie.

Il faut s'attendre à ce que l'économie reste relativement stable durant le deuxième semestre. Il est vrai que l'économie subira des pressions inflationnistes modérées, mais celle-ci n'atteindra pas la barre des deux chiffres du fait de la croissance plus élevée des rendements et de la stabilisation des prix des produits pétroliers. Le taux d'intérêt devra également continuer à baisser du fait de la réception accrue résultant de l'arrivée dans le secteur financier d'autres banques et institutions financières non bancaires. Ainsi, cette situation macro-économique devra favoriser la mise en place, avec le soutien des partenaires au développement, d'un environnement plus apte à attirer les investissements. Cependant, les prévisions indiquent que le taux de change continuera à subir des pressions ascendantes à cause de la « dollarisation » exagérée des capitaux financiers, des sorties de devises

étrangères (y compris la baisse du taux des transferts), la montée de la demande d'importations et la faible capacité à acquérir des devises étrangères. Un déficit éventuel en devises étrangères risquerait même de perturber la stabilité qui commence à être perçue dans l'économie si des mesures à court terme ne sont pas prises pour augmenter le niveau des réserves extérieures brutes.

En ce qui concerne les critères de convergence, les données prouvent que les résultats du pays ne pourront pas être améliorés durant le deuxième semestre. La politique fiscale continuera à s'améliorer à cause de la rationalisation continue des dépenses, de l'accroissement des recettes prévues et l'application du système de budget de trésorerie qui permet de garantir la conformité permanente avec la clause de non respect de la banque centrale. L'inflation pourrait augmenter et se situer légèrement au dessus de la limite maximum de 5.0% ciblée par les critères de convergence. La faiblesse actuelle des réserves extérieures brutes pourrait s'accroître compte tenu de l'évolution défavorable prévue dans la balance des paiements. Le Libéria est susceptible de réaliser le critère sur les recettes fiscales. Cependant, le critère sur la masse salariale ne pourra pas être réalisé du fait de la réduction programmée des impôts sur les revenus et à une augmentation des salaires des fonctionnaires. Les investissements publics financés sur les ressources nationales constateront une augmentation marginale quoique, le niveau sera légèrement en dessous de l'objectif ciblé qui est de 20 % minimum. Les pressions inflationnistes ascendantes accentueront la prédominance des taux d'intérêt réels négatifs et dégraderont la stabilité des taux de change réels.

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET HARMONISATION DES POLITIQUES

Le Comité National de Coordination

Inauguré en mai 2007, Le CNC du Libéria n'a pas pu fonctionner efficacement à cause des problèmes de coordination entre le ministère des Finances et la banque centrale du Libéria. Les réunions n'ont pas été organisées régulièrement et la dernière remonte à septembre 2008. Il a également été noté que la banque centrale, qui sert de centre opérationnel du CNC, a joué un rôle plus actif dans les activités du CNC du Libéria. Malgré ces problèmes, des arrangements ont pu être négociés pour le recrutement de deux fonctionnaires principaux, un macro économiste et un agent administratif, qui auront la mission de faire les rapportages et d'effectuer les tâches opérationnelles du CNC. En outre, le CNC a élaboré le rapport économique du premier trimestre 2009, qui est en attente de validation par les membres. Par ailleurs, le CNC prépare actuellement, en collaboration avec un consultant un programme de travail avec l'identification des activités pertinentes à mettre en œuvre immédiatement au Libéria.

Le CNC a reçu la subvention pour les deux ans (2008 et 2009) de la Commission de la CEDEAO et des arrangements sont en cours pour la présentation du rapport financier au Président actuel du CNC au Libéria.

Harmonisation des Statistiques

Le Libéria avance de façon constante vers l'harmonisation des données statistiques. Des efforts sont en cours pour identifier et mettre en place les infrastructures devant permettre l'extension de la couverture de l'indice des prix à la consommation (IPC) afin de partir de la Métropole de Monrovia pour couvrir le pays entier. Des études sont également en cours pour augmenter le nombre des articles à mettre dans le panier du calcul de l'IPC (qui comporte actuellement 234 articles)

et pour déterminer une nouvelle grille de pondération de nouveaux articles. La détermination et la méthode de calcul de l'IPC est également en train d'être modernisée pour passer de l'utilisation de Excel à l'utilisation du logiciel PRIMA qui a été recommandé aux pays de la CEDEAO. Les agents de l'Institut des Services Statistiques et de la Geo-Information (ISGIS) du Libéria ont déjà reçu la formation sur le logiciel proposé.

En ce qui concerne l'harmonisation des données comptables nationales, les autorités envisagent de prendre des mesures pour adopter les normes SNA 93. Suite à une enquête sur les ménages et les entités économiques commerciales conduite en 2008, le service des statistiques a pris les arrangements appropriés pour améliorer la collecte de données afin de pouvoir faciliter la détermination précise du PIB qui est actuellement déterminé sur la base de la production. Si leurs capacités sont renforcées, le service prévoit d'adopter la méthodologie basée sur les dépenses à profits.

Développement de Systèmes de Paiement

Le Libéria a actuellement des banques qui disposent de plusieurs branches dans tout le pays. Le système principal des paiements de gros montants se fait par le système SWIFT tandis que les chèques sont en grande partie utilisés pour le retrait de petits montants. La banque centrale du Libéria possède une chambre de compensation qui fonctionne manuellement. En plus de ces principaux modes de paiements, il existe des banques commerciales qui gèrent des bureaux western union et des bureaux de transfert d'argent ainsi que des systèmes de carte de visa et de guichet automatique qui ne sont pas interopérables.

Pour le moment, il n'existe pas de textes de loi régissant le système de paiements au Libéria et les orientations de la chambre de compensation ne sont pas conformes aux normes de la Bank of International Settlement (BIS) / Banque des Règlements Internationaux (BRI). Cependant, la loi sur le système bancaire autorise la Banque Centrale à gérer un système de paiements au Libéria.

Les autorités monétaires ont mis en place un cadre pour moderniser les systèmes de paiements conformément aux normes internationales. À cet égard, le comité des systèmes de paiement et des groupes de travail ont été créés pour surveiller/superviser les divers aspects du programme. En outre, la banque centrale a examiné l'infrastructure existante, organisée plusieurs ateliers sur les systèmes à cartes électroniques, formé les agents choisis, et formulé un document de stratégie de mise en œuvre en temps opportun.

Cependant, la banque centrale a relevé un certain nombre de défis dans le plan de mise en œuvre des systèmes de paiements, il s'agit du financement, du renforcement des capacités sous forme de stage international et de la création d'une section chargée des systèmes de paiements. Malgré ces défis, les perspectives d'avenir sont prometteuses et certaines banques commerciales ont déjà lancé des programmes de modernisation des systèmes de paiements au niveau institutionnel.

Conclusions et Recommandations

Le Libéria fait face à une multitude de problèmes économiques allant du manque d'infrastructures physiques à la faiblesse des recettes, en passant par un système financier fragile, une balance des paiements plombée par la faiblesse de la capacité d'acquisition de devises étrangères et une dette extérieure élevée.

Malgré ces limitations le gouvernement du Libéria est engagé dans un programme de revitalisation de son économie dans le cadre de la SRP qui a pour ambition de reconstruire l'infrastructure socio-économique afin de créer l'environnement propice à une croissance et un développement durable. Les politiques macro-économiques prudentes adoptées ont contribué à implanter la stabilité macro-économique. Les politiques fiscales prudentes ont contribué à l'obtention de résultats positifs dans les opérations financières du gouvernement, en dépit d'une demande croissante de capitaux et autres dépenses très importantes. L'économie a été caractérisée par une expansion significative de la masse monétaire, expliquée par des augmentations intermittentes des capitaux étrangers nets et des décaissements nets du gouvernement. L'absence apparente d'instruments adéquats de politique monétaire crée des défis importants à la banque centrale du Libéria, qui repose sur la bourse hebdomadaire de ventes aux enchères de devises pour la gestion des liquidités dans le cadre du ciblage du taux de change. Avec la faiblesse des exportations de base et une augmentation de la demande d'importations, la balance des paiements fait face à des difficultés significatives qui ont été accentuées par une baisse globale de la demande des exportations du pays.

Malgré l'environnement macro-économique difficile, le Libéria a pu réaliser deux critères primaires durant la période concernée par l'étude. La projection indique que des performances durables pourront être réalisées par le pays durant le deuxième semestre 2009.

A la lumière des ces constats, les recommandations suivantes ont été dégagées :

1. Continuer à renforcer les capacités des structures chargées de la mobilisation des taxes et accroître le taux de recouvrement;
2. Envisager l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée comme mécanisme efficace de collecte d'impôts indirects
3. Prendre des actions immédiates pour faire du dollar libérien la seule monnaie légale du pays;
4. Promouvoir la capacité d'exportation du pays en développant des produits non traditionnels exportables sur le marché extérieur;
5. Renforcer les capacités des agences statistiques pour leur permettre de jouer leur rôle de façon plus efficace et faciliter l'harmonisation des programmes statistiques;
6. Rendre opérationnel le CNC pour faciliter la compilation, la collection et l'analyse des données.